ibliothèque de Philosophie scientifique

Prince GIOVANNI BORGHÈSE

'Italie Moderne



PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
26, RUE RACINE, 26

rième mille

L'ITALIE MODERNE

Bibliothèque de Philosophie scientifique

Prince GIOVANNI BORGHESE

L'Italie Moderne



PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, 26

1917

INTRODUCTION

Cet ouvrage a pour but d'étudier l'évolution de l'Italie moderne.

Nombreux sont les écrivains ayant tenté avant nous, de déterminer les causes et de caractériser les phases de cette évolution.

Mais lorsqu'il s'agit d'événements historiques, soumis à tant d'erreurs et de déformations à travers les siècles et les passions des hommes, le plus constant souci d'équité n'empêche point l'analyste d'empreindre, malgré lui, de sa personnalité, l'appréciation des faits.

Tous les peut-être de l'écrivain, disait Renan, laissent encore place à tous les peut-être du lecteur. C'est cette série non épuisée de peut-être, concernant la question italienne, qui nous permet d'y revenir.

Les innombrables manifestations de la vie humaine se classent, nous le savons, en trois catégories : aspirations à la vie matérielle, à la vie

morale, à la vie rationnelle. Tous nos actes, toutes nos croyances, toutes nos études tendent à satisfaire l'une ou l'autre de ces aspirations.

A la base des préoccupations matérielles, nous trouvons en sa plus large extension l'instinct de conservation de l'individu et de l'espèce.

Aux besoins moraux, correspond le sentiment : il préside aux religions et aux arts.

Les exigences de la raison conduisent aux recherches et aux observations d'où naît la science.

C'est à ce triple point de vue que nous voulons envisager l'évolution de l'Italie moderne, l'étudiant successivement dans son merveilleux accroissement matériel, dans son essor mystique et sentimental, enfin dans son développement scientifique.

Cependant, cette triple division que la synthèse historique impose, ne doit pas être entendue comme si, d'une période à l'autre, surgissaient des facteurs d'évolution absolument nouveaux, annihilant ceux du passé, étrangers à ceux de l'avenir.

Tout au contraire, le présent découle du passé et engendre l'avenir. L'évolution créatrice, dit Bergson, ne connaît point d'arrêt. Chaque époque fournit son appoint, mêlé au tribut des époques qui l'ont précédée et qui la suivront, comme la vague se mêle à la vague.

C'est pourquoi, au cours de l'évolution italienne, les trois aspirations fondamentales agiteront les

hommes, alors même qu'ils sembleront exclusivement absorbés par l'une d'elles.

*
* *

Nous ne saurions aborder l'étude de l'Italie moderne sans rechercher les causes, matérielles et morales, de sa formation séculaire.

Il nous faut dégager de sa lointaine histoire les lois dont elle dépend nécessairement, puisque dire évolution c'est affirmer, au moins dans une certaine mesure, une conviction de déterminisme.

« Ce sont les morts qui vivent en nous »[1].

Les gestes des vivants, leurs sentiments, leurs conceptions intellectuelles, nous ne pouvons les bien interpréter qu'en étudiant la lente accumulation des hérédités qui les ont préparés et les conditions dans lesquelles ils se développèrent.

Le passé demeure toujours présent dans la race italienne.

Au physique, la persistance du type est telle qu'une ressemblance saisissante s'observe entre les fresques de Pompéi et les habitants actuels du golfe de Naples. Cette analogie s'explique d'ailleurs par les influences du climat et par l'identité des usages qui n'ont presque pas changé depuis les descriptions d'Horace et de Virgile.

1. Gustave Le Bon.

Au moral, l'Italie moderne subit également la puissance de ses atavismes. Coutumes et symboles s'y sont perpétués avec une fidélité évocatrice de son lointain passé.

Nous devrons donc convier le lecteur à un rapide coup d'œil sur l'Italie ancienne, étudier ses conditions ethniques et géographiques, noter les mélanges de civilisations étrangères venant fortifier et perfectionner le génie primitif.

Nous rappellerons également les hommes supérieurs dont le rôle est de formuler comme penseurs, de réaliser comme héros, les idées et les désirs qui s'agitent confusément au sein des masses.

Nous verrons ainsi que dans la tragique ascension humaine vers la domination de l'esprit sur la matière, l'Italie peut réclamer la gloire d'avoir formulé les normes fondamentales de l'ordre matériel par le droit romain, de l'ordre moral par le catholicisme, de l'ordre scientifique par la méthode expérimentale.

L'ITALIE MODERNE

PREMIÈRE PARTIE

L'ANCIENNE ITALIE

LIVRE I

ROME

CHAPITRE I

LES ORIGINES

§ 1. — Lois générales des migrations.

La civilisation est subordonnée à la loi de l'effort, proportionné lui-même au milieu dans lequel il se produit.

Qu'il s'agisse de civilisations orientales ou occidentales une observation identique s'offre aux esprits curieux.

Elles naissent et se développent dans les pays de température clémente, où l'existence est possible pour des êtres encore sans défense. Une

tendance constante porte ensuite ces derniers vers le Nord, dont ils deviennent peu à peu capables d'affronter le climat rigoureux.

Les légendes, qui constituent les plus anciennes documentations historiques, s'accordent avec la vraisemblance pour situer les premières civilisations le long des trois grands fleuves : le Tigre, l'Euphrate et le Nil, où s'élèveront plus tard Ninive et Babylone.

Mais bien avant, en des époques lointainement préhistoriques, l'excès de la population rendit nécessaires les premières migrations. Les unes, conduites par le hasard et les nécessités immédiates, se portent vers les rivages de l'Asie Mineure et de l'Afrique, profitant peut-être, dans ce dernier cas, de l'hypothétique et transitoire union de la Sicile avec les territoires où devait surgir Carthage. Les autres se dirigent vers le Nord, longent la mer Caspienne et la mer Noire, pénètrent dans le centre de l'Europe et suivant le cours des fleuves, redescendent aux bords septentrionaux de ce grand bassin intérieur qu'est la Méditerranée. Les deux courants de migrations s'ignorent longtemps et prennent des aspects très différents, diamétralement opposés même, en raison des conditions essentiellement diverses dans lesquelles ils se développent, jusqu'à ce que les premiers essais de navigation, probablement effectués entre les

rivages les plus rapprochés de l'Asie et de l'Europe : le Bosphore et les îles de l'Archipel, soient venus les mettre en contact.

Leur rencontre produisit les grandeurs successives de Troie et de la Grèce.

§ 2. — Rome centre de la civilisation méditerranéenne.

A mesure qu'augmenteront les rapports entre peuples riverains, il est un point que nous verrons acquérir une importance croissante, c'est l'Italie, l'Italie qui plonge très avant dans cette mer où les navigateurs cherchent des escales rapprochées. A bonne portée de tous elle devait forcément arriver à la prédominance parmi cette fraction de l'humanité qui formait un monde particulier autour de la Méditerranée.

De même que l'Italie, par sa situation, était destinée à devenir le centre de la civilisation méditerranéenne, de même en Italie Rome devait surgir au point de jonction du double courant des races du Nord et du Midi.

Ne parlons pas pour le moment de la vallée du Pô, couverte encore des traces des convulsions glaciaires et volcaniques dont elle avait été le théâtre jusqu'à la seconde moitié de l'âge quaternaire et qui la rendaient inhabitable à l'homme. Aujourd'hui même, elle représente une région absolument

différente de l'Italie péninsulaire. Celle-ci est limitée par le coude que fait l'Apennin de Carrare à Ancône, rempart qui la protège des vents du Nord et en rend le climat merveilleusement doux et favorable à la culture.

Une partie des peuplades venues par le Nord de l'Europe en suivant les vallées des grands fleuves : le Danube, le Rhin et le Rhône, se faufilèrent par étroit passage de la Ligurie. Car il semble bien, en effet, d'après les dernières constatations scientifiques du professeur Arthur Issel, notamment, que la mer qui se brise maintenant sur les rochers de la Corniche jusqu'à La Spezia, laissait primitivement à découvert une grève pouvant servir de facile passage.

L'aspect de la falaise haute et escarpée, à l'est de Pieve di Sori, montre l'empiétement progressif des flots; à Recco nous constatons le même phénomène et on prétend avoir découvert au large les restes submergés d'antiques constructions.

Arrivés en Toscane, les migrateurs s'épandaient librement à travers toute la région. Ils n'y rencontraient pas tout d'abord de difficultés; plus de hautes montagnes, plus de fleuves infranchissables, l'Arno, le Serchio et les autres cours d'eau du pays sont guéables au moins pendant la belle saison. Seul le Tibre constituait un obstacle capable de leur barrer la route.

§ 3. — Le pont sur le Tibre.

Dès son origine dans les hauts plateaux de l'Apennin, ce fleuve roule jusqu'à la mer des eaux souvent torrentielles et dont le cours, un peu ralenti dans la plaine, se trouve alors trop large pour être aisément traversé.

Les immigrateurs convoitant les fertiles prairies qu'ils voyaient s'étendre au delà, devaient naturellement tenter de passer outre.

Le premier pont, bien rudimentaire, et qui cependant portait en lui un si grandiose avenir, fut alors jeté à l'endroit le plus favorable. Aussitôt construit, cet unique passage devint l'objet d'ardentes convoitises.

Pendant des siècles on lutta pour sa possession. Au commencement de l'époque historique, une vague tradition confirme notre hypothèse. Les Étrusques, les peuplades guerrières du Latium, les Grecs eux-mêmes, s'y livrèrent des combats acharnés.

Après la victoire définitive des Latins, ce pont qui tenait une place si importante dans les préoccupations de chacun, devint quelque chose de sacré. Celui qui le construisait, l'entretenait, le conservait, était le chef, « Pontifex », celui qui fait le pont. Se dévouer pour la défense du pont était le suprême devoir. La légende d'Horatius Coclès synthétise tous les

actes héroïques qui s'inspirèrent de ce sentiment.

Lorsque Rome commanda au monde, le titre de Pontife conservait toujours son immense prestige, et les empereurs le joignaient à celui de César.

Dans l'agglomération d'hommes que, suivant la légende, Romulus fut le premier à fixer et à discipliner près du passage du fleuve, se manifestèrent successivement les trois exigences fondamentales de l'individu et des sociétés : assurer la vie matérielle, satisfaire la vie morale, s'élever à la vie intellectuelle. Pour l'homme, cette triple aspiration peut se résumer ainsi : vivre, aimer, connaître. Pour la société, elle prend la forme : de Droit, de Religion, de Science.

Ces aspirations n'ont pas la même valeur aux différentes époques. La première qui se manifeste est celle du bien-être matériel.

Les anciens Romains durent y faire face sous sa forme la plus impérieuse, l'instinct de la conservation, de la défense. — Environnés d'ennemis, ils ne pouvaient que vaincre ou disparaître. Le domaine sentimental et intellectuel ne leur resta cependant pas étranger; ils le connurent, mais durent tout subordonner à la première nécessité, plus impérative. La religion même prit pour eux un caractère exclusivement utilitaire et patriotique. Leurs dieux devaient travailler avec eux, contre tous, à la grandeur de Rome.

CHAPITRE II

LA DISCIPLINE ROMAINE ET LE DROIT ROMAIN

§ 1. — La famille. — L'armée.

Le secret de la puissance de Rome fut une forte discipline, basée sur l'autorité absolue du père de famille et sur de lourdes obligations militaires.

La vie de chaque citoyen n'était qu'un long entraînement dominé par l'idée de patrie et commencé dès l'enfance par l'influence de l'éducation.

En dépit de certaines théories modernes, filles de Jean-Jacques, qui font de l'individu à la fois le point de départ et le but de toutes les institutions, le véritable élément social est bien certainement la famille groupée autour de son chef.

La mentalité du père de famille, naturellement respectueux du passé, tend néanmoins à assurer un avenir meilleur aux générations qui le suivent; mais son expérience lui montre que cette amélio-

ration ne peut être obtenue que progressivement, et il redoute les utopies, chères à la jeunesse.

Conscient de ses responsabilités, il n'ignore pas qu'une longue assistance et une direction attentive sont nécessaires pour transformer l'être chétif et impuissant qu'est l'enfant en un être fort, moral et intelligent. C'est la tâche de l'éducation qui seule peut constituer durablement une société.

La famille représente dans l'antiquité romaine le premier degré de formation sociale.

Vers le ve siècle avant Jésus-Christ, Rome était pauvre.

Sur son modeste territoire de 450 milles carrés, vivaient environ 150.000 habitants formant, ainsi que le dit Ferrero, une république aristocratique de paysans. La plupart, établis dans la campagne, allaient rarement à la ville fortifiée. Ils ne s'y rendaient guère que pour vendre le superflu de leur récolte et pour acheter des armes. Chaque famille possédait seulement des terres de médiocre étendue et les cultivait elle-même. Les troupeaux paissaient sur des pâturages publics; on ignorait l'or et le luxe, partant nombre de vices.

Le père régentait sa maison avec un pouvoir souverain, allant jusqu'au droit de mort, et dont rien ne limitait la durée, car le fils grandi, mûri, fondateur lui-même d'une famille, parvenu aux

plus hautes dignités civiques ou militaires, lui demeurait complètement soumis.

Les adolescents se formaient par une existence rude et saine, occupée aux travaux champêtres. La chasse, les exercices physiques, la garde armée du troupeau, les fréquentes attaques des voisins hostiles, les préparaient à la vie militaire.

Les anciens ajoutaient à cette école des faits, des instructions théoriques, transmettaient les traditions religieuses, trésor commun, pour la défense duquel chacun devait être prêt à se sacrifier.

A seize ans, le père présentait son fils en armes afin de le faire inscrire dans les légions. Il y restait immatriculé jusqu'à quarante-six ans. Une fête de famille célébrait son admission.

Sobre, énergique, discipliné, le jeune Romain se trouvait être un soldat idéal. Sachant obéir, il apprenait vite à commander.

Cette organisation de la famille et de l'armée reposant l'une sur l'autre, était admirablement combinée pour combattre les ennemis du dehors.

Grâce à elle les Romains, qui ne disposaient alors que de 30.000 à 40.000 soldats, purent néanmoins, de conquête en conquête, étendre leur domination sur toute la péninsule.

§ 2. — Patriciens et plébéiens.

Malheureusement, ces institutions, suffisantes pour assurer le succès à l'extérieur, ne l'étaient pas pour contenir à l'intérieur les passions et les rivalités, et empêcher l'oppression ordinaire du plus faible par le plus fort.

Nous ne pouvons bien comprendre l'évolution romaine sous la République qu'en songeant aux conditions sociales parmi lesquelles cette évolution s'est réalisée.

A la base de la société, on vient de le voir, se trouvait la famille; plusieurs familles descendant d'un ancêtre commun, appartenant à l'une des trois tribus primitives qui avaient formé le peuple romain, constituaient « la gens ». Ces « gens » se groupaient en « curies »; toutes étaient unies par un double lien de race et de religion et, au début, ceux-là seuls étaient citoyens de Rome qui en faisaient partie. Tous les peuples conquis dans le Latium se voyaient exclus des curies et ne jouissaient d'aucun droit. La nation compta bientôt deux classes : les patriciens, « ceux qui pouvaient montrer leurs pères », composant la classe riche, et les plébéiens, dont la grande masse était pauvre. Aux premiers étaient réservés tous les privilèges, toutes les charges civiles, politiques et religieuses.

Les efforts des plébéiens pour s'affranchir et obtenir une égalité relative occupent deux siècles de l'histoire intérieure de Rome, rappelant souvent d'une façon frappante les péripéties de nos sociétés modernes.

Pour les besoins de la conquête et de la défense, Servius Tullius incorpora dans l'armée des plébéiens, qui jusqu'alors en avaient été écartés. Cette égalité de devoirs ne fut pas accompagnée pour le peuple d'une égalité de droits. Il continuait à ne compter aucunement dans l'État; maîtres absolus dans les curies, les patriciens dominaient également au sein des assemblées centuriates, les centuries étant disposées de façon à assurer à leur parti la majorité des suffrages.

§ 3. — Luttes interieures. — La première grève. Les Gracques.

Se sentant devenus nécessaires à la République, les plébéiens comprirent vite qu'ils ne pourraient conquérir une amélioration de leur sort que par l'association et organisèrent la première grève historique, retraite du peuple sur le Mont sacré (493).

Le moyen réussit; ils mirent des conditions à leur retour et obtinrent les deux premières magistratures plébéiennes, le tribunat et l'édilité

et en outre l'abolition de l'esclavage pour dettes.

Graduellement, le peuple continue à prendre conscience de sa force, se discipline pour la lutte et accroît sa situation. En 450, la loi des Douze Tables accorde l'égalité à tous les citoyens au point de vue criminel et civil. Cinq ans après, les mariages, jusqu'alors interdits entre les deux classes, sont autorisés. Puis c'est l'admission aux magistratures, au tribunat militaire, à la questure, au consulat, et enfin aux charges de pontife et d'augure.

Toutes ces mesures, qui satisfaisaient l'amour-propre et l'ambition des plébéiens riches, devanciers de notre bourgeoisie ploutocrate, placés à la tête du mouvement et assurés de leur bien-être, laissaient indifférent le menu peuple, exclusivement absorbé par les soucis matériels. Les patriciens continuaient à posséder presque toutes les terres. Sur les territoires conquis s'étaient constitués d'immenses domaines, accaparés par quelques-uns, ardemment convoités par les autres. La lutte se portera dès lors sur ce point, la question agraire est posée.

Les Gracques (146 ans avant J.-C.) soutinrent, peut-être par conviction, peut-être par ambition, les droits du peuple. Tiberius Gracchus réussit à faire adopter une loi, limitant à 26 hectares la propriété autorisée des terres publiques. Cette vic-

toire fut suivie d'une série de revendications non moins démocratiques.

Les luttes se prolongèrent jusqu'à la grande guerre sociale réprimée par Sylla (99 ans avant J.-C.), mais les vainqueurs durent faire des concessions aux vaincus qui restaient redoutables.

Comme en dernier ressort l' « ultima ratio » est à la force brutale et que celle-ci appartient au plus grand nombre organisé, le peuple croissant chaque jour d'importance, c'est lui que l'on courtisera, c'est à lui que s'adresseront les orateurs, ainsi que le montre au Forum le déplacement progressif des tribunes, s'orientant de jour en jour davantage vers le lieu où se rassemble la masse populaire. Sur celle-ci s'appuyèrent Marius et Pompée. César fut un instant le chef de la démagogie, dont les faveurs conduisaient au pouvoir.

Dans l'histoire, les étapes sont toujours les mêmes, aristocratie guerrière ou religieuse, bourgeoisie, peuple; les prépondérances de classes se suivent dans un ordre identique et finissent par la domination et les excès de la plèbe qui font surgir le dictateur ou le tyran.

De ces « retours historiques », comme les nommait J.-B. Vico, on ne saurait conclure que le progrès soit un vain mot; ils doivent être considérés comme des cercles se mouvant, non sur le

même plan, mais dans une spirale ascendante.

Si certaines analogies se retrouvent en effet entre les débordements de la démagogie romaine vers la fin de l'Empire et d'autres produits à des époques postérieures, ceux par exemple des Ciompi et de la populace florentine au XIVe siècle, il y a cependant un abîme entre eux, car l'idéal moral agit malgré tout avec le temps, modifie et élève peu à peu la mentalité collective.

Le nombre des individus qui participent à cette élévation et d'où surgissent les élites augmente, lentement il est vrai, mais fatalement de siècle en siècle.

La cause des luttes reste toujours la même; le problème de la répartition de la propriété est la question sociale par essence, puisqu'elle répond à l'instinct de la vie et de la conservation de l'espèce.

Sa réglementation fut le but de tous les efforts accomplis progressivement durant la lente élaboration du droit romain.

§ 4. — La genèse du droit romain.

Par une sorte de disposition naturelle, qui constitue le génie même de la race, les Romains ne s'annexaient pas seulement le territoire des peuples vaincus : ils adoptaient aisément ce qui

paraissait bon dans leurs coutumes, leurs arts, leurs armements. Nulle part cette puissante faculté d'assimilation ne se montre mieux que dans la longue édification, à travers les siècles, du monument qu'est le droit romain.

Quand se forment les sociétés, il faut d'abord coordonner les instincts de sécurité matérielle. La force seule peut avoir raison d'une agglomération primitive. La loi des Douze Tables, le plus ancien monument de la sagesse romaine, montre sur quelles bases les législateurs édifièrent la future grandeur de Rome.

Puis, dans la suite des âges, à mesure que la rusticité romaine s'affinait au contact d'autres mentalités, de nouvelles lois s'ajoutèrent aux lois fondamentales. Une jurisprudence formidable s'appliqua avec une subtilité réfléchie, merveilleusement persévérante, à régulariser les rapports des intérêts privés. Son développement se continua pendant toute la durée de l'Empire. Chaque nation conquise apportait son tribut. Que ce soit par les édits des préteurs, les commentaires des jurisconsultes ou les rescrits impériaux, le clair esprit de Rome sut former un droit philosophique qui restera la base éternelle de tous les droits, parce qu'il est le Droit.

III

CHAPITRE

PRÉPONDÉRANCE DE ROME

---

§ 1. — La lutte fait les peuples forts.

Ayant indiqué les phases principales de l'évolution intérieure de Rome, nous jetterons un coup d'œil sur son activité extérieure.

Rome avait dû, dès son origine, lutter pour défendre sa position sur le Tibre. Les ennemis se renouvelaient perpétuellement à l'assaut de ce point stratégique. C'était une guerre continuelle qui d'ailleurs cimentait les forces de la grande cité en développant le courage et le patriotisme. « Il n'est point, disait Lycurgue, de meilleur agent que la guerre, pour fortifier un peuple, car elle l'habitue à mépriser le danger, à se dévouer pour le salut des autres, de la famille, de la Patrie. » Le grand législateur était si persuadé de la vérité de ce principe qu'il défendit aux Spartiates d'attaquer de façon persistante leurs proches voisins, de

peur de développer chez eux une énergie qui en ferait des ennemis redoutables.

Grâce à ces vertus, Rome, volant de conquête en conquête, suivit une marche triomphale à travers l'Italie.

Les Gaulois cisalpins, cependant, lui opposèrent une résistance opiniâtre. Plus tard, les Carthaginois furent sur le point de la détruire. Les guerres puniques commencèrent en Sicile, lorsque les Romains débordant de la péninsule s'y rencontrèrent avec les puissants marchands carthaginois. Carthage tombée, Rome hérita de sa prépondérance maritime.

A partir de cette époque, quelque chose se trouve changé dans Rome. C'est à l'issue des guerres puniques que remonte, en effet, le principe de sa décadence, comme si Carthage, vaincue sur mer et sur terre, avait su, avec son astuce légendaire, se réserver une revanche dans le domaine moral. De longtemps, Rome ne connaîtra plus des dangers pareils à ceux dont Annibal était venu menacer ses portes. Elle n'aura plus d'adversaires vraiment capables de la maintenir en haleine.

Malgré leur courage, les tribus demi-sauvages de la Gaule, de la Pannonie, lui sont trop inférieures, comme organisation, pour pouvoir lui résister. Si quelque légion subit un désastre par delà les Alpes, l'écho en est à peine perçu dans

la capitale victorieuse. Les Égyptiens, les Asiatiques, réservent le plus souvent aux aigles romaines de faciles et presque constantes victoires qui entretiennent sans effort leur légende triomphale.

Il en résulte que l'entraînement de jadis, né d'une perpétuelle alerte, disparaît pour la jeunesse romaine. Elle perd sa valeur militaire.

Du reste, Rome a appris de Carthage que l'on peut se faire défendre par des mercenaires. Elle mettra bientôt en pratique cette leçon, bouleversant ainsi le caractère de ses armées, qui ne se battront plus pour la patrie et n'auront nul souci de sa grandeur. Les mercenaires, initiés à la stratégie romaine et conservant leurs qualités innées de force, de courage, de résistance, pourront à la première occasion parler en maîtres.

Avec sa réalisation, l'idéal du bien-être matériel pâlit graduellement. La discipline faiblit d'autant plus vite qu'un autre agent destructeur y contribue puissamment : nous voulons dire : la richesse.

§ 2. — Richesse.

De toutes leurs conquêtes, les Romains rapportaient de riches dépouilles. On était loin déjà des vieilles coutumes, d'après lesquelles le butin revenait exclusivement au chef de famille qui en

disposait à son gré. L'ancienne législation, toute de discipline et de force, s'était laissé entamer par les mœurs et les idées des peuples soumis.

L'amour du lucre commençait à remplacer dans les guerres les nobles élans qui soulevaient les soldats d'autrefois. La loi attribua bientôt au légionnaire une part spéciale des trésors procurés par la victoire. Le soldat ne remet plus qu'une partie de ses richesses à son père, à son chef, premier coup donné à cette autorité paternelle qui faisait la force de la famille. Les gros butins sollicitent les convoitises. Les spéculations sur les terres conquises et sur les fournitures militaires favorisent les agiotages et les rapides fortunes. L'exemple de ceux qui ont réussi stimule les timides. Les traditions perdent leur valeur cohésive, la volonté de jouir envahit les esprits.

Les guerres, jadis sanctifiées par le souci de la protection et de la gloire de la patrie, ne sont plus, trop souvent, que des expéditions suscitées par des syndicats de pillage, dans lesquels patriciens et plébéiens se confondent au niveau des mêmes appétits.

§ 3. — L'idéal romain s'affaiblit en s'élargissant.

Le droit de cité, si jalousement réservé dans les premiers temps, est accordé à des peuples igno-

ıant où est Rome. Trop largement prodigué, ce titre glorieux perd de son prestige. Il n'inspire plus l'orgueil d'antan ni le désir de le mériter par des actions d'éclat.

La faculté d'assimilation que nous avons déjà signalée chez le peuple romain contribue encore à le modifier dans sa plus intime mentalité. A ses divinités agrestes, à celles qu'il avait empruntées aux Étrusques, il ajoute peu à peu, dans un Olympe surpeuplé, celles de toutes les nations vaincues, espérant trouver ainsi de nouveaux protecteurs, pour satisfaire à ses besoins toujours croissants.

Le nombre des dieux devient considérable. Les connaître est une science trop difficile pour le peuple, mais on lui en a fait entrevoir d'autres que les siens. Sa foi se dissout parce qu'on la discute. Ainsi disparaît cette unité de pensée religieuse qui avait contribué, avec le culte de la famille, à l'énergie des premiers temps et qui renforçait l'esprit patriotique aux siècles d'héroïsme.

En politique comme en religion, l'idéal romain cesse d'être purement national, il s'élargit et par là même perd de sa force.

Tout ce qui existait dans la Rome primitive, la religion comme le reste et plus que le reste, n'avait eu jusqu'alors qu'un but, qu'un objet,

qu'une idée : Rome. Ce mot symbolisait l'ensemble des efforts accomplis pendant des siècles par les Romains, pour réaliser leur idéal de puissance matérielle. Le culte de la Patrie dominait et fusionnait toutes les aspirations personnelles. Il était l'armature de cette formidable organisation sociale. L'institution des troupes mercenaires lui porta une première atteinte. Le métier des armes cessa d'être pour les jeunes Romains un honneur et un plaisir.

Le jour où d'autres dieux eurent leur place dans les temples, d'autres hommes leur rôle dans les institutions, un sentiment moins limité, davantage humain, y pénétra avec eux, apportant les germes d'un idéal plus élevé, mais qui ne pouvait se développer qu'au détriment de la cohésion nationale.

§ 4. — Influences étrangères. — Les arts, les rhéteurs, les sophistes.

Après avoir suivi l'Italie ancienne dans sa vie intérieure, puis dans son expansion victorieuse, nous allons maintenant l'étudier dans son évolution artistique.

Lorsque Rome fit de la Grèce une province, elle lui prit le goût des arts. Ce fut ostentation d'abord, plus qu'intelligence de la beauté. Quand Mumius l'Achéen faisait embarquer, pour en orner son

palais, les vases, les statues, les tableaux de Corinthe, il passait avec les bateliers un contrat édifiant à cet égard, les obligeant à refaire, en cas de perte ou de détérioration, des œuvres semblables à celles qu'il leur confiait. Peu à peu cependant, l'abondance des merveilles artistiques de la peinture, de la sculpture, de l'orfèvrerie qu'ils rapportaient de leurs conquêtes, formait le goût des Romains.

Ces merveilles ne furent pas seules empruntées à la Grèce, on en importa aussi les rhéteurs et les sophistes.

L'art oratoire, d'ailleurs, jouait un rôle important dans la vie publique. Le Forum connut, comme l'Agora, des moments de grandeur et de noblesse. Ainsi que son modèle il subit les déchéances de la pire démagogie.

Les jeunes Romains commencèrent à aller en Grèce pour perfectionner leur éducation par les leçons des philosophes célèbres. Cette obligation d'un déplacement assez malaisé, restreignait du moins le nombre des élèves. Il en résultait un certain choix. Bientôt, des maîtres plus ou moins autorisés allèrent s'installer à Rome, mettant à la portée de tous leur enseignement trop souvent frelaté.

Autour d'eux naquit une sorte d'intellectualisme qui rendit à la mode le scepticisme élégant.

Aucune erreur n'est plus funeste à la vitalité d'un peuple. Sous sa néfaste influence, l'équilibre et l'harmonie de l'intelligence se faussent au bénéfice exclusif de la subtilité du raisonnement. Et qui dit raisonnement, ne dit pas raison. Malgré l'identité du radical, le premier de ces termes est trop fréquemment l'antithèse de l'autre.

La raison sainement employée tient compte de tous les facteurs qui doivent intervenir dans notre jugement : les instincts et les sentiments essentiels de notre moi. Le raisonnement ne veut admettre que l'enchaînement logique des arguments découlant de prémices posés, auxquels il attribue, parfois arbitrairement, une autorité sans contrepoids. Le raisonnement peut servir à justifier toutes les thèses, auprès des foules incapables de discernement.

A Rome, ce procédé fut d'autant plus apprécié qu'il permettait d'exercer une action efficace aux comices, en caressant les instincts des classes les plus basses, mais aussi les plus nombreuses.

Ainsi se préparait le césarisme qui devait surgir du désordre anarchique, au milieu d'une société aveulie, détachée de son idéal politique parce qu'elle l'avait réalisé.

Parmi cette désagrégation sociale, il est juste cependant de signaler de précieuses compensations nées du goût des richesses et même de celui

des plaisirs. Si le culte de l'énergie décline et disparaît, à sa place s'élève celui de la beauté. Le siècle d'Auguste marque l'apogée de l'art romain. Par l'influence de l'Empereur, celle de ses amis, et de ses successeurs, Rome se pare d'édifices somptueux. Les rues s'embellissent d'arcs de triomphe et de statues innombrables. Des thermes, des cirques, des basiliques, sont construits à chaque changement de règne.

Mais la loi de l'évolution artistique suit une courbe fatale.

L'art débute à une époque de bien-être. D'abord timide et sincère, il s'alourdit peu à peu d'ornements conventionnels que rien ne justifie. N'étant plus un sentiment, il devient un métier au service de celui qui le paye.

Quand le triomphe de la démagogie ne laisse subsister que la populace et les tyrans transitoires, quand le Mécène disparaît, l'art ne trouvant plus de direction sûre, n'ayant plus de sentiment fort à traduire, se dissout dans des enflures vides de contenu.

Peu après Auguste, ces conditions défavorables se réalisèrent : artistes, historiens et poètes ne surent plus que rivaliser à qui flatterait le mieux les deux puissances de l'heure : le peuple et le tyran.

CHAPITRE IV

FAILLITE DE L'OLIGARCHIE POLITIQUE

§ 1. — Malaise du vieux monde romain.

Tous les facteurs de désagrégation que nous venons d'étudier : relâchement de l'autorité paternelle, abandon presque complet de la vie militaire, scepticisme importé par les Grecs, perversion venue de l'excès des richesses, ne sont que les facteurs immédiats de l'ébranlement et de la ruine du monde romain.

Ces phénomènes dérivent eux-mêmes d'une cause profonde dont ils sont la manifestation partielle, limitée à un ordre spécial de faits ou d'idées.

Rome devait disparaître, parce que son idéal etait arrivé à un degré d'épanouissement tel qu'il ne pouvait plus progresser. Un idéal meurt de sa réalisation et avec lui la civilisation qui l'animait.

Aucune préoccupation matérielle ne se présen-

tait plus, dorénavant, à l'esprit des Romains qui, pour assurer la tranquillité de leur existence, avaient été entraînés à conquérir et asservir le monde.

Tout paraissait merveilleusement réglé. Le temple de Janus fermé, symbolisait l'orgueilleuse quiétude des vainqueurs.

Mais cette quiétude même livrait les natures affinées à des suggestions nouvelles. Au milieu de la prospérité matérielle générale, rien n'existait plus que ruines ou vide obscur dans le domaine sentimental. Les antiques superstitions qui avaient suffi aux Romains, alors que les luttes incessantes ne laissaient ni le goût ni le temps des études spéculatives et des méditations, ne pouvaient combler les aspirations des esprits affinés et insatisfaits. La philosophie qui avait ébranlé les divinités de la Grèce, s'attaquait maintenant à celles du Capitole.

L'Olympe romain s'étant montré trop accueillant pour garder beaucoup de majesté à ses dieux primitifs, on s'orienta vers de nouveaux mystères révélés par l'étranger. Lorsque le culte iranien de Mythra fut rapporté de l'Orient par les soldats de Pompée, il recruta rapidement de nombreux adeptes.

Soixante ans plus tard, ceux-ci seraient probablement allés au christianisme naissant, qui trouva en

leur ferveur récente, une résistance plus tenace que dans le séculaire paganisme officiel.

A mesure que l'ancienne religion s'affaiblissait la mentalité romaine se modifiait profondément. La perte de l'orgueil national l'avait déjà fortement ébranlée. Le scepticisme religieux lui enlevait son second soutien. L'idéal de puissance matérielle poursuivi depuis des siècles se trouvant atteint, Rome n'entrevoyait plus l'indispensable phare directeur de la pensée des peuples que représente cet idéal. La multitude, troublée, était dominée par un état d'âme qui se constate toujours au déclin des civilisations : l'humanité se sentait prise d'une sorte de découragement de vivre. Les suicides semblaient épidémiques; ceux qui n'allaient point jusqu'à cette solution extrême recherchaient la solitude. Des personnages connus, brillants, fuyaient soudain les villes pour chercher l'oubli dans l'isolement. Des privilégiés, des riches, e découragement descendait aux misérables, aux esclaves.

§ 2. — **Le Dieu inconnu.**

Ce malaise moral qui revient à certains tournants de l'histoire, présage souvent une révolution mentale que notre époque n'est pas sans connaître.

Le penseur a pu observer bien des fois que ces

agonies apparentes du monde ne sont que des incubations d'une vie plus complète et plus large.

A Rome inquiète, déçue, attirée inconsciemment vers un idéal nouveau, le sentiment religieux se faisait d'autant plus violemment sentir que les aspirations de morale et de justice qui en sont l'essence, avaient été plus longtemps négligées. Dans beaucoup d'âmes cherchant l'apaisement, l'autel était déjà dressé pour le « Dieu inconnu ».

L'idéal de force et de bien-être matériel, qui avait surtout préoccupé le monde romain et qu'il avait réalisé supérieurement par sa discipline et ses lois, faisait donc banqueroute. On avait eu la prétention qu'il suffirait à tout : de nouvelles exigences s'éveillaient qui allaient en réclamer un autre.

LIVRE II

LE CHRISTIANISME

CHAPITRE I

VERS LA CONQUÊTE D'UN IDÉAL SUPÉRIEUR

§ 1. — L'Église primitive de Rome.

Des ruines de la civilisation romaine, le christianisme allait faire surgir un idéal nouveau.

Au moment d'examiner son rôle dans l'évolution romaine, une observation nous semble utile; nous essayons consciencieusement de dégager la philosophie des faits historiques, suivant la méthode d'analyse, de sincérité et d'impartialité dont la science moderne a fait une loi. Nous ne nous plaçons jamais à un point de vue théologique, restant volontairement en dehors de toutes les considérations de semblable nature; elles n'ont

aucune place dans cette étude, et seuls nous préoccupent les événements qui appartiennent à l'histoire et leur appréciation.

Chaque époque raisonne suivant sa mentalité. Bossuet, pour établir la logique de son *Histoire universelle*, partait d'un axiome qui lui paraissait évident, et faisait converger tous les événements au succès de sa thèse.

Pareil procédé n'est pas dans le goût de nos contemporains. La méthode actuelle enseigne à rechercher toute la vérité, toute l'exactitude des faits, avant d'émettre les réflexions qu'ils peuvent inspirer.

L'heure était particulièrement favorable à l'influence et à la propagation des doctrines chrétiennes exaltant les sentiments sublimes de liberté, d'égalité et de charité fraternelle. Aux esprits saturés de jouissances, las de puissance et de richesses, il proposait un noble but vers lequel tendre leurs facultés. A la multitude souffrante, écrasée d'abjection, il offrait l'espérance d'une gloire et d'une allégresse impérissables. — Patriciens et plébéiens commençaient à percevoir entre eux des liens bien complètement insoupçonnés jusqu'alors; les femmes s'éprenaient aisément de cette doctrine qui, passant au-dessus du raisonnement, s'élevait d'un coup d'aile, jusqu'aux régions où le cœur trouve un apaisement total.

Grâce à cette action exercée sur toutes les classes sociales, l'Église de Rome s'organisa rapidement. Une épître de saint Paul la montre en 58 non seulement constituée, mais déjà célèbre par sa foi et ses œuvres. Les *Actes des Apôtres* sont d'accord avec Suétone pour fixer à l'an 52 l'expulsion des Juifs de Rome, amenée par les querelles qu'ils avaient entre eux. Le premier résultat de la propagande évangélique fut en effet de provoquer de vives discussions entre les Juifs fidèles à la loi de Moïse et les disciples du Christ annonçant la nouvelle doctrine. Leurs discussions ne restaient point confinées aux synagogues; elles se répandaient souvent dans les carrefours et sur les places publiques. Des troubles en résultèrent. Or, si les Romains n'avaient qu'indifférence officielle pour les théologies étrangères, ils ne toléraient pas les désordres. Sans s'occuper du sujet qui les avait fait naître, ils expulsaient ou punissaient les fomentateurs de querelles.

Les premières mesures contre les chrétiens n'eurent pas d'autre origine, ni d'autre caractère. Si elles prirent quelque rigueur, c'est que l'agitation extérieure occasionnée par leur prosélytisme augmentait d'importance et que leur refus de rendre un culte aux divinités nationales et de brûler de l'encens devant les statues des Césars ne pouvait guère être toléré à Rome, qui avait

toujours considéré le premier culte comme nécessaire à la cohésion de la patrie, le second comme un symbole de fidélité à l'Empire.

Cependant, la grande masse du peuple se préoccupait assez peu des chrétiens et n'avait guère qu'un dédain hostile pour cette secte. Les horribles cruautés de Néron appelèrent l'attention générale sur leurs actes et leurs doctrines.

§ 2. — Avantages des persécutions.

Pour détourner de lui les soupçons au sujet de l'incendie de Rome, l'empereur profita de la mauvaise réputation des chrétiens, considérés comme des fauteurs de désordre. Il les accusa de ce crime.

Traînés aux supplices, on vit les fidèles supporter sans faiblir les plus effroyables tourments. Transformés en torches vivantes dont on éclairait les jardins vaticans, ils surmontaient la douleur pour glorifier leur Dieu. Ces héros furent nombreux, « multitudo ingens », dit Tacite en parlant d'eux.

La tradition veut, avec beaucoup de vraisemblance, que saint Pierre ait péri dans la première persécution. Cette tradition a pour elle l'affirmation de Caïus, vers l'an 200, la situation du tombeau du premier évêque de Rome près des jardins

néroniens, et de nombreux détails mis en relief par les savantes recherches de Mgr Duchesne.

La mort de leur chef n'affaiblit en rien le zèle et le courage des premiers chrétiens. Saint Pierre eut immédiatement des successeurs pour continuer son apostolat et maintenir sa direction. Leur influence s'accrut de la persécution même dont ils étaient l'objet. On ne pouvait guère discuter avec le christianisme. Ses apôtres affirmaient. A l'appui de leurs affirmations, ils donnaient leur vie. Quelle preuve plus décisive opposer à celle-là? Pour la foi, aucun argument ne vaut l'exemple.

Les premiers convertis étaient les gardiens et les bourreaux frappés par l'héroïsme de leurs victimes. Les spectateurs, venus pour se distraire à la vue des supplices, s'en retournaient profondément remués.

En matière sentimentale, le raisonnement est nul. On n'aime pas par raison. Les foules ne sont accessibles qu'aux suggestions de la passion et de l'enthousiasme agissant sur l'émotivité. Ainsi peut-on s'expliquer comment chaque répression décrétée par les empereurs multipliait les conversions, justifiant cette parole : le sang des martyrs est une semence de chrétiens.

Bien que l'exemple soit un des plus efficaces éléments de succès, il ne suffit cependant pas à expliquer la conversion du monde romain au christianisme.

Pour amener une transformation aussi radicale, il fallut que la majorité s'y trouvât préparée. Nous avons montré par quelles circonstances.

L'hypothèse métaphysique sur laquelle est fondé le christianisme peut, en langage scientifique, se traduire ainsi : l'univers spirituel forme, dans l'éternité, une harmonie de justice et d'amour proposée aux âmes qui doivent s'efforcer de la réaliser ici-bas. Cette harmonie, pour agir sur les hommes, a dû participer au monde phénoménal et se concrétiser en des préceptes répondant aux exigences du sentiment humain.

Les Juifs christianisés avaient apporté les faits, interprétés suivant leurs traditions vénérables, très en confiance avec Jahvé; les Grecs les adaptèrent aux exigences philosophiques de leur cerveau; Rome allait en tirer des lois conformes à son génie d'organisation et d'universalité. L'idée chrétienne ne devait pas éveiller en elle d'insurmontables répugnances. Les faits miraculeux affirmés par les apôtres ne surprenaient nullement des esprits habitués au surnaturel par la mythologie; et, d'autre part, les rapports avec la Grèce avaient depuis longtemps familiarisé les penseurs de Rome avec les subtilités philosophiques. Ce qui reste plus surprenant, c'est l'ardeur avec laquelle fut acceptée la morale admirable et sévère de la religion nouvelle.

Cette morale comportait un combat perpétuel contre tous les instincts inférieurs, contre toutes les habitudes dominantes. Plus de théâtres, plus de jeux publics, la sodomie imputée à crime, la fornication proscrite, l'oisiveté flétrie. Autant de changements radicaux apportés dans l'existence du vieux monde.

En ses prescriptions, la nouvelle loi n'était pas moins révolutionnaire qu'en ses défenses. Elle imposait une honnêteté rigide, prêchait l'amour actif à l'égard de tous les hommes. Non seulement on devait les considérer comme des frères, mais encore subvenir à leurs besoins, les hospitaliser, accomplissant ces devoirs avec cordialité et allégresse.

Toutes ces pratiques de renoncement, de privations, de charité, n'apportaient comme récompense immédiate que le martyre, ou si les bras des bourreaux étaient lassés et les fauves des arènes rassasiés, la condamnation aux travaux forcés dans les mines de Sardaigne, après résection du nerf de la jambe, ce qui estropiait le patient pour la vie.

Cependant, les premières associations chrétiennes réalisèrent leur programme surhumain. La foi intense, l'élan irrésistible de ces néophytes déroute nos convictions engourdies. Conduits au prétoire devant un juge sceptique, entourés d'une

populace hostile, ils n'avaient, pour recouvrer leur liberté, qu'à brûler en l'honneur des dieux une poignée d'encens : la plupart préféraient la torture et la mort. Leur faiblesse apparente de vaincus allait devenir une force irrésistible et bouleverser le monde.

Le duel entre l'Empire romain et le Christianisme fut un des plus âpres qu'ait enregistrés l'histoire. D'une part, l'égoïsme farouche de jouisseurs défendant leurs privilèges; de l'autre, une morale divinement humaine, triomphant par la seule puissance de son action sur les âmes.

En vain Dioclétien se flattait-il d'avoir anéanti les chrétiens; Constantin allait bientôt s'incliner devant ce Jésus mort sur une croix et persécuté dans ses disciples.

§ 3. — **Fonction sociale de la religion.**

L'attraction du christianisme s'explique par le besoin impérieux qu'a l'humanité de posséder une foi religieuse, ensuite par la beauté et la supériorité de sa morale. Insister sur ces deux considérations serait nous engager dans de longs développements étrangers, à notre sujet. Citons seulement l'opinion de trois hommes éminents qui ont magistralement traité ce problème : M. Le Dantec, M. le Dr Gustave Le Bon et le grand agitateur italien Giuseppe Mazzini.

M. Le Dantec, philosophe athée, démontre qu'en dehors de la religion, il ne saurait y avoir de véritable résistance aux douleurs inévitables de la vie. En présence de difficultés qui lui paraissent insurmontables, l'athée devrait se supprimer. Le mérite et le démérite, la vertu et le vice, la gloire et le déshonneur, n'étant pour lui que des abstractions illusoires, il n'a qu'un seul devoir logique envers lui-même qui est d'éviter toute douleur et il ne peut y arriver qu'en renonçant à l'existance.

Le Dr Gustave Le Bon, prenant pour base les résultats de l'enquête parlementaire sur la réforme de l'enseignement, constate, dans sa *Psychologie de l'éducation*, l'influence prépondérante de l'idéal chrétien, dans l'éducation de la jeunesse. « Cet idéal, dit-il, peut scientifiquement être considéré comme une vaine chimère, mais la qualité philosophique d'un idéal n'a pas la moindre importance. Il ne doit pas se mesurer à sa valeur technique, mais à l'influence qu'il exerce sur les âmes. Or, l'influence qui soutient les esprits religieux est immense. »

Giuseppe Mazzini, le grand agitateur des foules, le principal ouvrier de l'unification italienne, disait en 1849, à l'assemblée constituante de la république romaine, dans un style que nous trouvons aujourd'hui un peu ampoulé : « Depuis que le Christ a parlé, je ne connais plus d'étrangers ni

de distinction parmi les hommes, sauf celle qui les classe en pervers et en vertueux. » Ailleurs, à propos de la chute du paganisme qui nous occupe, il écrit : « Toute croyance était morte ; morte la foi dans les dieux, morte la foi dans la République.

« Plus d'état social, mais un pouvoir qui se noyait dans le sang et se consumait dans les vices et les turpitudes.

« Un Sénat, misérable parodie du passé, qui décernait des statues aux tyrans; des prétoriens qui méprisaient le Sénat et assassinaient leurs maîtres; des dénonciateurs, des sophistes; au-dessous une multitude d'esclaves qui applaudissaient.

« Plus de principes, mais seulement des appétits et des intérêts opposés. La Patrie s'était éteinte. La voix solennelle de Brutus avait crié du tombeau que la vertu n'était qu'un mot. Et les vertueux quittaient ce monde pour n'y point contaminer leur intelligence et leur cœur. Nerva se privait de toute nourriture. Thrasée répandait la coupe pleine de sang à Jupiter libérateur.

« L'Ame avait disparu ; seuls les sens régnaient en maîtres impérieux. Le peuple ne demandait que le pain et les jeux du cirque.

« La philosophie n'était plus que scepticisme, épicurisme, arguties et vaines paroles.

« La poésie n'inspirait plus que la satire.

« Tels étaient ces temps-là qui ressemblaient aux nôtres.

« Et pourtant ce n'était pas l'agonie du monde ; c'était la fin d'une évolution parvenue à sa phase dernière. Une grande époque disparaissait pour en aisser naître une nouvelle qui n'attendait que l'initiateur pour se manifester.

« Il se montra. C'était l'âme la plus remplie d'amour, la plus sainement vertueuse, la plus inspirée de Dieu et de l'avenir, que les hommes aient jamais saluée sur la terre : Jésus.

« Il s'inclina sur le monde fait cadavre, et murmura une parole de foi. Sur cette fange, qui n'avait plus d'humain que l'apparence et le geste, il proféra des mots jusque-là inconnus : amour, sacrifice, origine céleste.

« Le cadavre se dressa. Une vie nouvelle se répandit à travers cette fange que la philosophie avait en vain tenté de ranimer. De cette fange surgit le monde chrétien, monde deliberté, d'égalité ; surgit l'homme, image et précurseur de Dieu.

« Jésus mourait ; il n'avait, ainsi que le dit Lamennais, demandé aux hommes pour les sauver qu'une croix où pouvoir mourir. Mais avant, il proclamait pour le peuple la bonne nouvelle. A ceux qui lui demandaient d'où il venait, il répondait : « De Dieu le Père. »

« C'est du haut d'une croix qu'il proclamait sa foi. Pourtant, du haut de cette croix commençait son triomphe qui dure encore, »

Nous avons tenu à citer ces trois autorités, peu suspectes de partialité en faveur du christianisme. Elles apportent sous la formule de leurs mentalités diverses, la même affirmation de l'utilité sociale d'une religion et de la supériorité de celle du Christ.

§ 4. — **Modification catholique du christianisme.**

Une idée ne pouvant se propager qu'en s'adaptant aux instincts et aux nécessités des hommes qui la reçoivent, le christianisme devait subir l'influence de ses premiers adeptes.

Il sortait des Catacombes dans sa splendeur surhumaine, pur de toute interprétation. L'Italie, en l'adoptant officiellement après les persécutions, se moula en lui et l'harmonisa à sa propre mentalité. Il imprégna ses mœurs et ses institutions, mais reçut en même temps leur reflet. La parole du Christ allait parvenir au monde par l'entremise de Rome.

A Rome, l'univers chrétien viendra chercher le mot d'ordre. De Rome, partiront les bulles impératives qui feront s'incliner les craintifs empereurs.

Après la fondation de Byzance, les papes restèrent la seule autorité reconnue dans la grande cité, demeurée malgré tout centre de l'univers civilisé.

Telle fut l'origine du catholicisme. Nous allons étudier sa répercussion sur l'évolution de l'Italie.

CHAPITRE II

LES INVASIONS

---

§ 1. — Le Christianisme devant les Barbares.

La période que nous abordons maintenant est fort propice à illustrer le point de vue général de l'évolution humaine, telle que nous la comprenons.

Les trois aspirations fondamentales de l'homme ont toujours tendu à se réaliser. Cependant, aux débuts, le plus grand nombre s'arrêtait aux seules exigences de la vie matérielle. Aussitôt ces nécessités de bien-être assurées, ils s'affaiblissaient dans la mollesse et devenaient la proie du plus fort. Les élites dirigées vers des idéalités sentimentales ou scientifiques se trouvaient étouffées par le matérialisme.

Nous allons voir le conflit se renouveler maintenant entre les restes de l'intellectualisme romain, le sublime idéal du christianisme et les lourds appétits des hordes barbares.

La lutte s'engagea d'abord entre la philosophie gréco-romaine et les disciples de l'Évangile.

Dès l'époque du transfert de l'Empire à Constantinople, les places de fonctionnaires devenues vacantes avaient été occupées par les chefs de la religion nouvelle. L'enthousiasme qu'éveillait l'idée chrétienne avait rapidement accru leur autorité et la confiance des peuples en faisait, non seulement les arbitres de la vie morale, mais encore ceux de la vie politique.

Leur influence chaque jour grandissante, la correspondance intime de la doctrine chrétienne aux aspirations du cœur humain eurent vite raison des esprits adverses, même quand ils prenaient la forme spirituelle et charmante de l'empereur Julien.

Le christianisme régna bientôt en maître incontesté jusqu'aux confins de l'Empire, tout en s'adaptant à la mentalité des peuples chez lesquels il pénétrait.

Cependant, par delà les frontières, s'aggloméraient des troupeaux de Barbares toujours plus nombreux, stimulés par les instincts matériels et souvent par le plus actif d'entre eux : la faim.

Aucune résistance n'avait été jusqu'alors capable de les arrêter. Ainsi qu'une vague immense et en apparence funeste, ils couvraient le monde civilisé.

Toutefois les séductions du christianisme, ren-

contré au cours de leurs invasions, les enveloppaient à leur tour et bientôt, convertis, ils se transformaient en apôtres. Mais ces apôtres étaient parfois d'infidèles interprètes de la doctrine qu'ils propageaient, car la multitude, pour être susceptible d'atteindre une certaine élévation morale, doit avoir subi un affinement préalable. Sinon, au lieu de s'élever, elle abaisse à son propre niveau le trésor qu'on lui a confié.

C'est ce qui arriva au christianisme quand il fut interprété par les Barbares. Incapables de saisir la beauté de ses symboles, ils les transformaient en superstitions; ne sachant pratiquer sa divine morale, ils la souillaient de tous les crimes. Ces hommes étaient encore trop penchés vers la terre pour élever leurs regards au ciel[1].

L'idéal nouveau fut rapetissé à leurs conceptions sommaires. L'art du VIe siècle traduit bien les rudes images qui s'étaient établies dans leur esprit. Le paganisme avait fait de Jésus un Apollon annonciateur de lumière et de renouveau. Après les invasions, il devint un prince barbare, couvert

1. Cette déformation de l'idéal chrétien devient saisissante quand on considère la chronologie des Papes. Jusqu'alors tous avaient ébloui les fidèles par l'éclat de leurs vertus et mérité ainsi d'être canonisés. Vers la fin du Ve siècle, les Barbares s'établissent définitivement en Italie. Depuis cette époque on ne trouve plus de pontife canonisé que de loin en loin.

d'or et de pierreries, l'œil fixe et dur, soutenant le globe terrestre d'une main dénuée de mansuétude.

L'une des causes d'un pareil changement doit être recherchée dans le désordre de l'époque. Nul ne se trouvait en sûreté s'il n'était capable de se défendre. La masse d'armes et l'épée remplaçaient souvent le crucifix dans la main des prêtres.

Dans ces conditions, les papes, établis à Rome, durent relever les murailles de la ville et ajouter aux arguments théologiques des hommes de guerre.

C'était un commencement de pouvoir temporel, inévitable en ces temps troublés. C'était aussi créer de grandes convoitises autour de la possession de la tiare. Des compétitions, souvent bien terrestres, amenaient parfois les moins dignes au trône pontifical.

L'élite et la multitude collaboraient ainsi à l'obscurcissement de l'idéal chrétien.

Charlemagne et Léon III augmentèrent le désordre des esprits lorsqu'ils tentèrent de fusionner l'autorité politique avec l'autorité religieuse.

Nous verrons plus loin la répercussion qu'aura dans l'histoire de l'Italie ce mélange du pouvoir politique avec l'autorité religieuse.

Pour le moment, qu'il nous suffise de noter le

rôle utile qu'exercèrent les invasions sur le monde.

Rome tombée, tout semblait devoir sombrer. De ce chaos, au contraire, allait surgir une civilisation plus haute et plus répandue. Tandis que Rome avait borné la sienne au bassin de la Méditerranée, les invasions, tout en abaissant l'idéal nouveau, le propagèrent à travers le monde.

§ 2. — Les hérésies et la suprématie de Rome.

Avec les invasions des Barbares et leur conversion au christianisme, nous allons voir se multiplier les hérésies et s'affirmer en même temps l'autorité de l'Église de Rome.

Ce double résultat était facile à prévoir.

Les idées, quelle qu'en soit l'origine, se modifient fatalement, en passant à travers des cerveaux différents. Rome, étant à la tête du mouvement romano-chrétien, devait rencontrer des difficultés à inculquer aux autres races les idées que son passé lui rendait familières.

Aussi les hérésies, qui avaient d'ailleurs commencé durant les siècles de persécution, pullulèrent après Constantin et changèrent de nature.

Au début, la cause des erreurs avait résidé surtout dans le grand désir des fidèles de reconstituer plus exactement les détails de leur foi. On ajoutait ou retranchait à la tradition orale ou écrite d'après

son appréciation, pour mieux faire comprendre aux autres ou à soi-même la beauté et la vérité de la foi nouvelle.

Mais déjà, au IIe siècle, sous Adrien (117-138), se mêle à cette angoisse mystique la vanité philosophique ou la sensualité païenne ; Simon et Ménandre sont peut-être les premiers représentants de ces nouvelles tendances. Le gnostique Valentin s'exerce en des séries d'édifications intellectuelles aboutissant à la formation de l'homme et de l'Église ; son collègue Carpocrate, plus hellénique, réalise ses fécondations en des orgies que président des images du Christ, de Pythagore, de Platon, d'Aristote, couronnées de fleurs joyeuses.

Puis vinrent Marcien, du Pont-Euxin, Basilide et toute l'école des gnostiques d'Alexandrie. Leur clientèle se recrutait surtout parmi les beaux esprits et les viveurs. Les uns croyaient trouver dans le gnosticisme des révélations ignorées de la foule, les autres y goûtaient une morale indulgente et facile.

Les Ariens et les Manichéens (IIIe siècle), originaires des rudes contrées de la Cyrénaïque et de l'Arabie, sont plus sérieux et plus simplistes. Ne pouvant se résigner à accepter les mystères de l'inconnaissable, ils les réduisent autant que possible au minimum. Avec eux, plus de Trinité divine, plus de consubstantiabilité. Ces modifica-

tions convenaient au tempérament des Barbares qui adhérèrent presque tous à cette hérésie jusqu'à la fin du VIIe siècle.

Au Ve siècle se pressent les Eutychéens de Constantinople, les Nestoriens et les Iconoclastes de Syrie, les Pélagiens de la Bretagne; au VIIe, les Monothélites qui se confondent avec les Eutychéens.

Toutes ces hérésies sont l'inévitable résultat de l'adaptation à la foi nouvelle de races que l'hérédité n'avait pas encore assouplies.

Nous en avons la preuve dans le fait remarquable que pas une de ces déformations ne prit naissance à Rome, qui les a toutes impitoyablement combattues et condamnées.

Non qu'il ait manqué dans les provinces de vaillants défenseurs de la tradition apostolique; mais leur dernier appel est toujours à Rome.

Quand, sous le règne de Domitien, l'église de Corinthe semble vouloir se désagréger, c'est une mission romaine qui la rappelle à l'obéissance. Vingt ans après, saint Ignace d'Antioche supplie les chrétiens de l'Église de Rome, présidente des autres Églises, de ne rien faire pour lui éviter le martyre : « Laissez-moi être la proie des bêtes; par elles, j'atteindrai Dieu. »

Le *Pasteur*, du poète romain Hermas, laisse entrevoir cette même suprématie religieuse sous Trajan.

Nous avons voulu indiquer ces données historiques, pour fixer la prépondérance de l'Église romaine dès les débuts du christianisme.

Mais, aux yeux du psychologue, point n'est besoin de documents. Le seul fait que Rome se soit constamment tenue éloignée de toute hérésie, suffit à prouver son autorité incontestée pendant les premiers siècles.

Et il ne pouvait y avoir d'hérésies à Rome parce que le christianisme, dans sa réalisation sociale, était devenu romain et répondait exactement à la mentalité et aux traditions romaines.

Cependant, celles-ci étaient complètement transformées à certains égards. Tandis que tout l'effort de la grande cité avait été jadis tendu vers la puissance matérielle et les biens de la terre, ses préoccupations étaient maintenant orientées vers un plus noble idéal, vers la réalisation d'une plus haute et plus universelle justice.

C'était un élan mystérieux tendant à un état supérieur, bien nouveau encore et dont pourtant les dogmes enflammaient à tel point les masses ignorantes qu'elles se battaient dans les rues de Constantinople pour ou contre la Trinité !

Le souffle de la foi soulevait les hommes pardessus la matière et l'habitude égoïste, vers des idéalités jusqu'alors inconnues.

CHAPITRE III

LE MOYEN AGE

---

§ 1. — Après Charlemagne.

L'Empire d'Occident renouvelé par Charlemagne répondait au vieil idéal romain, dont les invasions barbares n'avaient pu détourner les pensées.

Se disputant cet Empire, les représentants de la puissance matérielle et de la puissance spirituelle, vont pendant longtemps lutter pour la suprématie.

Une grande supériorité d'esprit, que seule peut donner un affinement séculaire, permet de comprendre la nécessité de limitation dans l'autorité. Papes et empereurs de l'époque trouvaient abusive toute contrainte à leur volonté; les uns comme les autres ne manquaient pas de courtisans sincères prêts à soutenir leurs prétentions.

Tous les hommes d'ailleurs, même les hommes d'élite, subissent l'influence de leur milieu. Les rares exceptions expient généralement par la mort

ou le dédain l'impardonnable tort d'avoir raison trop tôt. Et nous ne saurions à distance juger avec exactitude une époque aussi lointaine sans essayer précisément de reconstituer cet esprit ambiant.

Les papes n'avaient peut être alors d'autres moyens de défendre leur indépendance que de se constituer une domination temporelle, et les empereurs, de leur côté, étaient parfois excusables d'intervenir dans les démêlés ecclésiastiques quand une Marozia et une Théodora, pour ne citer qu'elles, élevaient à la dignité pontificale leurs fils ou leurs amants.

De plus, cette confusion des deux pouvoirs apparaît inévitable parce qu'il est humain de tendre à augmenter la puissance dont on dispose et que le souvenir de l'ancienne Rome, où le pontife était César et le César pontife, agissait comme un stimulant.

On ne se doutait pas de l'inéluctable loi de spécialisation, imposant à ceux qui veulent être les maîtres, l'obligation de se consacrer exclusivement à perfectionner en eux-mêmes les vertus ou les connaissances inhèrent à leur spécialité.

L'Italie fut donc, pendant le Moyen Age, le théâtre principal de la lutte entre la Papauté et l'Empire. Lutte qui constitua pour l'Italie la condition favorable à l'éclosion des forces vives et nouvelles que le mélange des races et les épreuves

des invasions faisaient fermenter en elle et qui allaient prendre forme dans l'essor glorieux des Communes, à la première Renaissance.

§ 2. — Les croisades.

Nous disions, au commencement de cette étude, que toute époque, alors même qu'elle semble dominée exclusivement par une des trois aspirations fondamentales, contient des germes des deux autres tendances.

Les croisades vont nous fournir un exemple évident de cette théorie.

Tandis que l'élite est absorbée principalement par l'élan religieux qui est le trait caractéristique de cette seconde période du développement de l'Italie, il est facile de relever nettement chez les multitudes, des traces fort sensibles de préoccupations matérielles.

Les croisades furent entreprises sous l'influence d'une impulsion mystique. Leurs résultats durables furent surtout mercantiles.

Cette contradiction n'est pas rare entre les prévisions et les résultats. Nous l'avons déjà remarqué à propos de l'abaissement des Carthaginois par la République romaine, nous le verrons de nouveau par la répercussion que devait avoir le triomphe

de Canossa. Les croisades devaient avoir sous des apparences contraires et à côté d'indiscutables avantages pour la foi, des conséquences fatales à l'idéal chrétien.

Par compensation, elles vaudront à l'Italie la glorieuse histoire de ses Communes et une explosion d'art que nul peuple n'a pu surpasser jusqu'aujourd'hui.

Pour indiquer les causes de ce phénomène, variées comme tout ce qui est de la vie, nous résumerons sommairement les faits et leur enchaînement inévitable.

Après l'an 1000, un événement se produisit dont les conséquences devaient bouleverser tout le monde occidental. Les Turcs, venus de la Mongolie, envahirent l'Asie mineure, s'imposèrent aux Arabes avec l'énergie des races nouvelles, supérieure à celle des peuples civilisés. Ils introduisirent une intolérance haineuse à l'égard des chrétiens, s'attaquèrent aux pèlerins qui visitaient les Lieux-Saints, profanèrent même le temple du Saint-Sépulcre.

Quand ces nouvelles furent connues en Europe, l'indignation réveilla le sentiment religieux et, aidé par le goût de l'époque pour les aventures, provoqua le grand mouvement des croisades.

La Papauté, le clergé régulier et séculier, les princes et les républiques s'élancèrent avec un

élan qui paraissait d'ensemble, à la conquête de la Terre Sainte.

Tous avaient bien ce but en s'acheminant vers l'Orient, mais chacun l'interprétait avec les habitudes mentales de son hérédité ou d'un entraînement préalable.

Les saints et les papes, animés par une foi ardente, aspiraient à rendre les Lieux-Saints à la piété des fidèles. Les princes, assoiffés d'aventures et de gloire, entrevoyaient la possibilité de hauts faits et de conquêtes. Les républiques, à côté du triomphe de la foi, flairaient des bénéfices plus tangibles. Un plein succès répondit à ces dernières aspirations. Quand, après saint Louis, la chrétienté dut se restreindre à défendre l'Europe contre l'invasion musulmane, il ne survécut comme résultat matériel de l'immense effort accompli en deux siècles de luttes que les riches comptoirs des républiques italiennes, échelonnés sur les côtes de la Méditerranée.

Les avantages des croisades ne furent donc pas limités au salut de l'Italie et de l'Europe, ces luttes furent un propulseur d'énergie, de richesses et d'idées.

Du contact avec la merveilleuse civilisation orientale, le vieux monde allait recevoir des révélations qui lui procurèrent un renouveau artistique et littéraire. Ainsi se reproduisit le phénomène qui

avait jadis enrichi Rome des traditions de la Grèce vaincue.

§ 3. — **Luttes pour la suprématie.**

Nous avons indiqué brièvement, au commencement de ce chapitre, les luttes intérieures dont l'Italie fut le théâtre durant le Moyen Age et les diverses puissances qui entrèrent alors en compétition pour obtenir la suprématie.

Le christianisme, en prenant sa forme sociale à Rome, avait nécessairement adopté la mentalité romaine. Le rêve de l'empire universel, quoique transformé en apparence, hantait tous les esprits romains. Les papes, forts de leur autorité spirituelle, devaient presque fatalement subir cette influence. Le contact avec les contingences historiques avait modifié le pur idéal de l'Évangile en y introduisant des préoccupations matérielles.

D'un autre côté, les grands souverains de l'époque, se rendant compte du prestige qu'exerçait le christianisme, ambitionnaient d'en accaparer la puissance à leur profit.

Charlemagne, le Franc victorieux, ne s'était cru vraiment empereur qu'après s'être fait couronner à Rome. Les empereurs allemands allaient longtemps disputer à la Papauté l'influence prépondérante qu'elle avait peu à peu acquise.

S'opposant des forces presque égales, ni la Papauté avec ses évêques, ni l'Empire avec ses seigneurs, ne réussirent à établir durablement en Italie le régime de la féodalité. Les cités profitèrent habilement de ces dissensions; tandis que l'on se disputait leur gouvernement, elles surent, à force d'adresse, conquérir leur indépendance. Contre l'autorité ecclésiastique, elles en appelaient aux armées impériales. Contre les excès des seigneurs, elles invoquaient les foudres de l'Église et, sentant qu'on avait besoin d'elles ne se donnaient qu'au plus offrant. Les barons de l'Empire, vaincus par la bourgeoisie, furent obligés d'abandonner leurs forteresses, symboles de la tyrannie. Les autorités civiles et religieuses étant presque toujours en désaccord, on tenta de réunir dans les mains d'une même personne les pouvoirs politiques et religieux. Le pape accordait l'autorité spirituelle, l'empereur les bénéfices matériels; mais bientôt les papes voulurent que, du fait de nomination, l'évêque devînt prince temporel; les empereurs prétendirent que leurs délégués fussent revêtus de l'autorité spirituelle. Ainsi s'établit la longue rivalité connue sous le nom de Querelle des investitures.

Pour la comprendre, il faut se rappeler la mentalité qui s'imposait alors à tous les théologiens et dont la simplicité déroute aujourd'hui la nôtre :

l'autorité ne peut procéder que de Dieu. Le pape étant son représentant sur la terre, c'est de lui seul que les princes tiennent leur pouvoir.

Cette conception curieuse, était, comme on le voit, due au mélange hybride de l'idéal matériel romain avec l'idéal du christianisme.

Pareille conviction se trouvait partagée par l'immense majorité des hommes du XIe siècle. L'infortuné Henri IV d'Allemagne l'ayant oublié, en fut réduit, pour conserver sa couronne, à implorer pieds nus, dans la neige des enceintes du château de Canossa, le pardon pontifical.

La parole évangélique : « Rendez à César ce qui appartient à César » était peut-être alors un peu négligée.

Cette affirmation d'autorité fut universellement célébrée comme un éclatant triomphe pour l'Église. Ainsi qu'il arrive toujours, les contemporains étant mêlés aux événements ne pouvaient les apprécier distinctement. Ce qu'ils considéraient comme un succès allait amener l'affaiblissement de l'influence du Saint-Siège, car l'affront de l'empereur allemand ne fut pas oublié par ses héritiers. A partir de ce moment, une lutte ouverte ou sourde ne cessa plus d'exister entre ces deux puissances rivales.

Grégoire VII, vertueux et éclairé, avait porté très haut la gloire du pontificat. Ses successeurs,

désormais réduits à se défendre contre l'Allemagne, seront contraints de rechercher l'appui des rois de France. Leur indépendance s'en trouvera diminuée : ceux dont on a besoin deviennent facilement les maîtres.

Le transfert du Saint-Siège à Avignon, qui fut un coup terrible pour le prestige des Papes dans l'Europe entière et particulièrement en Italie, l'ambition des souverains et leur désir de constituer des Églises nationales, l'émancipation définitive des communes, enfin la Réforme apparaissent comme les conséquences inévitables du drame de Canossa, point culminant de cette vaine tentative d'établir une oligarchie religieuse sur le monde.

CHAPITRE IV

LA RENAISSANCE CHRÉTIENNE

---

§ 1. — Sources d'inspirations.

Les deux Renaissances italiennes se suivent de façon si continue qu'il est parfois impossible à l'observateur superficiel de fixer leurs limites.

Pourtant l'essence en est profondément distincte. Il faut donc les étudier séparément pour les comprendre, tout en se souvenant que les mouvements de la vie ne se laissent jamais renfermer exactement dans les catégories, pourtant indispensables à l'entendement. On ne s'étonnera donc pas de trouver dans une classe ou dans l'autre des retardataires ou des précurseurs.

L'Italie, à peine sortie du Moyen Age, où toutes ses forces avaient été employées à coordonner les doubles tendances de son glorieux héritage : romanisme et christianisme, eut à repousser, de concert avec toute l'Europe, l'envahissement musul-

man qui menaçait, comme autrefois les Barbares, d'écraser sa civilisation.

Les croisades et le réveil de la foi, provoqué par cette crise religieuse, les richesses qu'elle procura et la remise en contact avec l'art antique, byzantin et mauresque, tout cela doit être compté parmi les causes déterminantes de la première Renaissance. Il faut y ajouter l'émancipation définitive des communes. Ces dernières, profitant de la lutte jamais interrompue entre les aspirations de l'ancienne mentalité romaine et celles de la papauté, représentées par les Guelfes et les Gibelins, qui bouleversaient à cette époque l'Italie tout entière, réussirent à la faveur du désordre général, à obtenir leur liberté et, devenues puissantes et riches, contribuèrent fortement à l'essor artistique par la rivalité qui s'établit entre elles.

Toutes voulurent posséder la tour la plus élevée, l'église la plus riche, l'orateur le plus fameux, l'artiste le plus en renom. Toutes cherchèrent l'homme de génie capable de chanter leur gloire dans ses vers, de les exalter par les chefs-d'œuvre de la peinture ou de la sculpture.

Grâce à cette émulation, villes et villages s'enrichirent de merveilleux monuments. Partout les cathédrales s'élançaient vers le ciel, les palais surgissaient de terre. Une vraie soif de beauté se répandit dans la péninsule entière, produisant

l'admirable éclosion d'art qui nous éblouit encore aujourd'hui. Ce fut une époque favorable à la formation de fortes personnalités, les seules qui puissent produire des œuvres originales et durables.

Mais le trait qui les unissait tous, nobles ou roturiers, vertueux ou plein de vices, était leur foi religieuse, parfois superstitieuse et ingénue, mais toujours profonde.

§ 2. — **Les grands saints.**

C'est ce qui explique l'ascendant exercé sur les masses par les grands saints du XIIIe et du XIVe siècle.

Nous ne rappellerons ici que sainte Catherine de Sienne, saint Thomas d'Aquin et saint François d'Assise, parce qu'ils représentent l'idée religieuse de ces temps-là en elle-même, puis dans la politique et dans la science.

Sainte Catherine, jeune fille du bas peuple, illettrée, devient l'arbitre dans les différends entre les républiques de Sienne et de Florence, ramène d'Avignon à Rome le pape Grégoire XI, fait triompher Urbain VI contre l'antipape Clément VII et, morte à trente-deux ans, laisse après elle une œuvre littéraire qui compte parmi les plus pures et les plus classiques de cette incomparable époque de la littérature italienne au XIVe siècle.

Saint Thomas, de race illustre, docteur de l'Université de Paris, renonce aux grandeurs, se consacre à la vertu et à la science. Il résume toutes les connaissances et toute la mentalité du catholicisme à son époque, en cet ouvrage immense qu'est la *Somme théologique*, œuvre tellement parfaite dans son genre que le pape Léon XIII l'a de nouveau proclamée la base la plus sûre de l'enseignement catholique.

Laissant de côté ce qui appartient à la théologie proprement dite, sujet dont nous nous tenons respectueusement à l'écart, on ne saurait trouver une source plus sûre pour connaître la pensée et les mœurs italiennes au XIIIe siècle.

Quant à saint François d'Assise, que dire de lui après l'exquis ouvrage de M. Sabatier, sinon qu'il réalisa et vécut en sa divine simplicité l'enseignement évangélique.

Ce doux amant de la nature, qu'il aime en Dieu, brise avec toutes les ambitions, toutes les prudences terrestres; sa légende est encore si vivante de nos jours qu'elle réussit à apaïser les dissentiments les plus âpres et qu'on a pu voir dernièrement en Angleterre, ministres protestants et prêtres catholiques, ralliés au nom de saint François, quêter en harmonie pour une mission franciscaine au Putumaïo.

Une autre influence, plus immédiate celle-ci, se

réalisa dans l'art, grâce au « Pauvre d'Assise. » On peut affirmer qu'il fut l'inspirateur de Giotto, et par lui de toute la peinture de la première Renaissance italienne.

C'était surtout pour exalter ses vertus, pour faire connaître ses miracles, que le grand peintre parcourait l'Italie, de Naples à Padoue. C'étaient son admiration et sa foi que Giotto voulait communiquer par ses fresques émouvantes.

Tel est l'essentiel de cette période de l'art italien : la peinture pratiquée par des apôtres uniquement préoccupés de faire passer leur croyance dans le cœur d'un peuple d'illettrés.

Cette première Renaissance de l'Italie, tout imprégnée de l'idée chrétienne, contenait déjà, cependant, les germes d'où, un peu plus tard, allait éclore la seconde Renaissance, évocation triomphante du paganisme.

Insensiblement, un abîme se creusait entre les masses et les personnalités dirigeantes. Les premières, pauvres et simples, restaient sous le charme du grand idéal religieux; les autres, ayant oublié le secret de la discipline romaine et la pratique des vertus, se corrompaient au contact de la rhétorique et de la richesse. La richesse donnait le moyen de satisfaire ses passions; la rhétorique apprenait à les justifier.

Sainte Catherine, saint Thomas et saint François

d'Assise, dans leur grand désir de faire refleurir la foi chrétienne en toute sa splendeur originelle, se heurtèrent surtout à l'influence contraire des hautes classes.

Le peuple tend à adopter, peu à peu, les goûts et les mœurs de ceux qu'il considère comme plus élevés que lui. En voyant les riches, les puissants s'éloigner de la pure morale, il se sentait troublé en sa foi naïve.

Les grands saints que nous venons de citer s'efforçaient de faire revivre cette pureté de la morale évangélique, compromise par les luttes pour la suprématie spirituelle et politique que nous avons étudiées.

Mais, soumis à la hiérarchie, leurs critiques restaient maintenues dans les limites d'une respectueuse obéissance.

§ 3. — **Le Dante.**

Tel n'était pas le cas pour les laïcs et particulièrement pour le Dante dont le génie conscient et combatif ne savait pas atténuer la vérité.

Dans la *Divine Comédie*, ce merveilleux poème religieux et politique, une idée le préoccupe sans cesse : c'est la séparation qui doit exister entre le gouvernement matériel et la direction morale des hommes. La papauté s'obstinait à vouloir exercer

l'un et l'autre. L'Empire y prétendait aussi. La grande voix du Dante dénonçait cette double ambition comme la cause des troubles dont souffrait le monde chrétien.

« Rome, dit le poète, avait habitué les hommes à la belle ordonnance de deux soleils montrant, l'un le chemin du monde, l'autre le chemin de Dieu. Cet ordre s'est détruit : l'épée s'est jointe à la crosse ; réunies par la force, elles ne peuvent que mal faire parce que l'une ne craint plus l'autre. »

Au chapitre XVI du *Purgatoire*, la même idée se retrouve sous une autre expression :

« Tu peux dire qu'aujourd'hui l'Église de Rome, pour avoir voulu confondre ces deux régimes, tombe dans la fange où elle se pollue, en y oubliant sa mission. »

Dans le passage fameux du chapitre XXII décrivant la vision apocalyptique du char sur lequel s'avance l'Église, compromise avec l'étranger qu'est pour elle le roi de France, l'image est encore plus hardie et le verbe plus énergique :

« Sur le char, trône une fille publique envoyant ses sourires à l'entour. A côté d'elle est assis un homme géant, et ils s'embrassent.

« Soudain la ribaude me regarda d'un œil complaisant. Son amant surprit ce regard et la flagella cruellement. »

Il dit encore, au chant IX du *Paradis* :

« Vous faites entrer en religion cet homme fait pour tenir une épée; vous mettez sur un trône de roi celui qui devait se tenir à la chaire du prédicateur. »

Dans sa description au chant XIX de l'*Enfer*, considérant les souverains pontifes qui se sont perdus avant lui par le souci des biens matériels, il montre Boniface VIII, attendant ses successeurs qui persisteront dans les mêmes errements, et dit :

« Je ne sais pas si je ne fus pas trop osé, mais je lui répliquai ainsi : dis, combien d'argent Notre-Seigneur demanda-t-il à Pierre pour lui remettre les clefs? Il ne lui demanda que de le suivre. Ni Pierre ni les autres apôtres ne demandèrent à Mathieu de l'or ou de l'argent quand il prit la place vide de Judas. »

Son opinion semble condensée dans ce passage du même livre : « Votre soif des richesses attriste le monde, elle effraye les bons, elle encourage les mauvais. Vous vous êtes fait un Dieu d'or et d'argent. Quelle différence y a-t-il entre vous et l'idolâtre, sinon qu'il adore une idole et que vous en adorez cent? Ah! Constantin, combien de maux a engendrés non ta conversion, mais ta donation ».

Les travaux de la critique n'avaient pas encore établi l'inauthenticité de l'acte de donation de Constantin.

En parlant ainsi, Dante résumait l'opinion de tout

ce qui pensait à son époque et qui, comme lui, estimait impossible la confusion du gouvernement politique avec la mission évangélique. Ces deux puissances apparaissaient aux esprits éclairés d'ordres tout différents ; le pouvoir religieux, souverain dans le domaine moral, ne pouvait à leur avis, se réclamer de la force et prétendre à la puissance politique.

La papauté continua cependant d'affirmer ses droits de suprématie universelle en s'appuyant sur les rapports étroits de tout acte humain avec la morale.

D'autre part, religion et morale avaient beaucoup perdu de leur prestige sur les âmes. Des esprits novateurs et sans foi allaient reprendre la lutte et s'attaquer aux principes mêmes qui sont l'essence du christianisme.

CHAPITRE V

LA RENAISSANCE PAYENNE

§ 1. — Évolution artistique.

Avant d'étudier la seconde Renaissance de l'Italie, — la Renaissance païenne, — nous devons rechercher par quelle évolution l'art chrétien qui venait de s'élever à une telle hauteur s'éloigne peu à peu de la tradition chrétienne pour s'orienter vers des sources plus profanes.

En constatant que cette transformation s'accomplit à la même heure où surgit le paganisme dans les lettres, on pourrait être tenté d'attribuer un tel changement à une cause identique. Ce serait une erreur. Sans doute, l'art étant une synthèse de l'époque, l'air tout imprégné de scepticisme que respiraient les artistes ne les stimulait plus vers les suaves visions de la croyance sincère. Mais là ne réside pas le motif direct et immédiat de la transformation de leur génie.

Obéissant presque exclusivement au sentiment, qui en est la condition, ils ne pouvaient être influencés que par un nouveau sentiment plus vivement ressenti que leurs anciennes inspirations.

Ce sentiment fut l'amour même de l'art.

Le peintre de la première Renaissance était un croyant se servant de son pinceau comme d'un moyen de propagande en faveur d'un idéal religieux. Soucieux avant tout d'émouvoir, il y parvenait parce qu'il était ému.

Les artistes se groupaient en escouades fraternelles, unies par un même besoin de communiquer une même foi. Quand les chapelles ou les salles, couvertes de leurs fresques éloquentes, s'ouvraient pour la première fois, sans doute devaient-ils épier les remarques de la foule et se réjouir en commun s'ils la sentaient vibrer de leur propre enthousiasme. Vite, ils s'aperçurent que la condition pour provoquer l'émotion artistique est de serrer de près le sujet, tant pour la vérité des personnages représentés que pour le naturel des groupements. Ils s'acharnèrent alors à ce travail de perfectionnement qui exigeait un effort trop individuel pour comporter des œuvres collectives.

Désormais chacun achevait sa peinture sans requérir d'autre aide que celle de ses élèves, non encore émancipés.

L'effort ininterrompu des artistes vers la per-

fection technique les absorbait si fortement qu'ils en oubliaient parfois le but primitif et se prenaient à aimer l'art, non plus comme un moyen, mais comme une fin.

S'ils continuaient à peindre des sujets sacrés, leur manière était radicalement changée. Ce qu'ils voulaient à présent, c'étaient la grâce, la force, l'harmonie des couleurs et des lignes; l'émotion devait être esthétique, non morale.

Ils se donnèrent à leur art avec la passion qu'on apportait alors dans toutes les manifestations de la vie. C'était un amour magnifique, mais, comme tout amour puissant, prêt à la jalousie, à la haine contre quiconque atteignait plus parfaitement le but poursuivi. De là des rivalités, aussi nuisibles à l'essor général que lui avait été favorable, jadis, le groupement des artistes animés d'une pensée commune.

En dehors de la passion pour l'art, ces hommes étaient poussés par la soif de la gloire, des honneurs et de la richesse dont les maîtres se voyaient comblés par les Mécènes : Raphaël, dit-on, refusa le chapeau de cardinal!

Ce siècle merveilleux a pris le nom de Léon X. Le grand pontife n'était pas seul enflammé par le culte de l'art; tous rivalisaient avec lui. Peut-être fut-il seulement le plus généreux et le plus éclairé.

§ 2. — Les Humanistes.

Le siècle de Léon X rappelle celui d'Auguste. Le beau dans toutes ses manifestations passionne l'élite et cet enthousiasme se propage dans les masses. Avec les artistes, les littérateurs dominent le monde. La joie de vivre déborde. L'épanouissement de la vie fait oublier les anciennes préoccupations de l'au delà. L'humanité se laisse emporter par une foi enivrante en ses propres forces. Cette réaction était fatale.

Instincts, sentiments, raison étant les trois degrés que doit franchir successivement la pensée humaine, la raison allait, après la Rome payenne et après le christianisme, affirmer ses droits.

La discipline romaine avait assuré le bien-être matériel et créé une civilisation dont l'excès de richesse et de quiétude amena la ruine.

Le christianisme vint ensuite combler, grâce à sa morale supérieure, le vide laissé dans les âmes.

Mais l'oligarchie religieuse, pas plus que l'oligarchie politique, ne saurait suffire à toutes les exigences humaines. En politique, elle ne pouvait s'imposer par la force, et, sur le terrain scientifique, elle ne voulait pas autoriser l'indépendance des recherches.

Or l'esprit, prenant conscience de sar force, aspirait à trouver la certitude dans sa propre raison, en se libérant de la tutelle qui l'avait dirigé par le passé. Bien plus, dépassant ses droits, il allait exiger les preuves rationnelles de toutes les croyances, et vouloir régir même les domaines qui échappent à son ressort. Un conflit devait nécessairement éclater entre l'Église, ne se rendant pas compte que le monopole des études et de la science lui échappait, et les esprits cultivés d'alors.

Les Humanistes furent les représentants de la mentalité nouvelle.

Dans leurs œuvres, sous des voiles plus ou moins transparents, ils se réclamaient de la raison seule pour connaître et déterminer les bases de la justice et discuter les principes de toute croyance.

Peu nombreux encore, l'imprimerie allait leur fournir le moyen de propager au loin ce nouveau rêve et de recruter des adeptes.

Exagéré comme l'est toujours une réaction, il n'en a pas moins inspiré le grand mouvement d'où est sorti le monde contemporain, auquel il préparait les voies.

Les masses, facilement convaincues quand on leur fait de larges promesses, accueillaient avec joie l'œuvre des Humanistes; les littérateurs étaient recherchés et honorés plus que des princes. Le

Pogge, Philelphe, l'Arétin régentèrent en arbitres la pensée de leur temps.

§ 3. — Lorenzo Valla.

Parmi ces révolutionnaires, un des plus audacieux, bien que son nom n'ait pas gardé une assez grande notoriété pour l'immortaliser, fut Lorenzo Valla.

Dès 1431, à peine âgé de vingt-six ans, Lorenzo Valla professait à Pavie devant un auditoire enthousiasmé par la parole novatrice du jeune maître.

Une mordante critique qu'il publia contre les juristes le mit dans la nécessité d'abandonner sa chaire et de quitter la ville. Il passa à Milan, à Gênes, à Rome, mais trouva seulement à Naples, asile et protection auprès du roi Alphonse qui le retint à sa cour.

Dans l'ardente et joyeuse ville méridionale, Valla coula les plus belles années de sa vie et publia plusieurs de ses œuvres.

Un moment, il eut à craindre les machinations inquisitoriales. La redoutable Congrégation l'invita à regagner Rome, pour se justifier de certaines opinions qui paraissaient suspectes. L'événement tourna bien pour lui. Il fut reçu par le pontife Calixte III qui l'admit parmi les écrivains apostoliques et le nomma bientôt son secrétaire.

L'œuvre de Lorenzo Valla est immense et des plus variées : grammaire, jurisprudence, philosophie, théologie, histoire, religion, il a disserté de tout.

Son principal ouvrage littéraire porte le titre de: *Elegantia latinæ linguæ.* Il s'y efforce d'analyser le style des grands écrivains latins, de déterminer la valeur qu'ils donnaient aux mots, la signification des termes employés dans leurs écrits et les synonymes dont ils usaient. La nouveauté de sa doctrine lui valut des attaques, qu'envenima l'âpre polémique par laquelle il la soutint contre ses contradicteurs. Le Pogge fut un des plus violents. Les invectives qu'ils échangeaient surprennent par leur grossièreté.

Citons seulement pour mémoire ses travaux historiques et littéraires, tels que l'histoire de Ferdinand d'Aragon, ses traductions de Thucydide et d'Hérodote, ses recherches du texte de Tite-Live, sa correction du latin des évangiles et des épîtres de saint Paul. C'est comme philosophe que Valla nous intéresse, par les doctrines qu'il émit dans sa longue suite de dialogues intitulée : *De veritæte et de vero Bono.*

Il y apparait, en effet, comme le précurseur de cette philosophie souriante dans son nihilisme, que Voltaire, deux siècles plus tard, devait revêtir d'un prestige magistral.

Dans les dialogues de Valla, le personnage qui développe visiblement les idées de l'écrivain fait l'éloge de la nature dans laquelle il confond la divinité et démontre l'excellence du plaisir comme loi suprême de la vie. En conséquence, les doctrines de renoncement sont absurdes, aussi bien l'ascétisme que le stoïcisme ; le sacrifice est anormal, presque ridicule ; la simple honnêteté est illogique.

Pour étayer de telles idées, quelque peu surprenantes chez un secrétaire du Pape, l'auteur ne craint pas de citer saint Paul lui-même, quand, à propos des privations qu'il accepte, l'apôtre s'écrie : *Vivere mihi mors est, mori lucrum ; pugnare cum vita turmentum et mors est.*

Valla faisait signifier à ces paroles que les privations troublent la tranquillité et la sérénité de l'esprit.

Un autre trait de l'œuvre de cet humaniste peu connu par le gros public, c'est la critique par laquelle il sut et osa, le premier, démontrer l'inexactitude du document attribué à Constantin et accordant aux pontifes de Rome l'autorité impériale.

L'allocution qu'il met dans la bouche du pape Sylvestre, pour lui faire renoncer à cette donation, est à la fois plaisante et audacieuse, en raison de l'époque où elle fut écrite. Valla fait dire au Sou-

verain Pontife qu'il renonce au pouvoir temporel, parce que les richesses et les honneurs corrompent les principes de l'Évangile. Comme conclusion, l'auteur ne craint pas d'émettre en son propre nom le vœu de pouvoir contempler le Pape vicaire du Christ et non de César. Ce jour-là, écrit-il, on ne dira plus que l'Église combat les Pérugiens et les Bolonais qui sont chrétiens. Alors le Pontife, père de tous et père de l'Église, au lieu de susciter des guerres entre chrétiens, les maintiendra par sa majesté dans une concorde universelle.

Valla fut aussi un adversaire acharné des ordres religieux. C'est d'une plume démunie de toute aménité qu'il analyse leur action dans le monde.

Enfin, dans son œuvre assez abondante, on trouverait même des doutes frisant de bien près la négation, au sujet de l'authenticité des évangiles. C'est dire jusqu'où va la témérité de ce penseur qui, cependant, sut allier à ses audaces tant d'adresse qu'il mourut tranquille et comblé d'honneurs à la cour pontificale.

Il est vrai que les papes eux-mêmes subissaient la fascination de l'humanisme. Pendant cette seconde Renaissance ils ne surent rien refuser à ceux qui, dans la littérature, les sciences ou les arts, en étaient les représentants officiels. Malgré cette bienveillance, la réaction devait venir bientôt contre leurs successeurs.

Ce qui caractérise Lorenzo Valla est d'avoir été, dans l'ordre philosophique, le champion le plus radical des revendications du rationalisme, et l'adversaire catégorique du pouvoir temporel des papes.

§ 4. — Giordano Bruno.

Parmi les novateurs, et nous devrions dire parmi les révoltés de l'époque, se distingue aussi Giordano Bruno, auquel on a de nos jours refait une notoriété assez tapageuse. En réalité, c'est un peu du bûcher sur lequel il expira que vient la lueur qui l'auréole. De son temps, il fut plus connu par ses mœurs dissolues que par sa valeur d'écrivain, de savant ou de philosophe.

Le théâtre de cet auteur n'est pas sans verve. Certaines situations, certaines reparties seraient presque dignes de Molière.

Écrit en dialecte napolitain, à une époque où l'Italie avait déjà donné une forme définitive à sa langue harmonieuse, il n'échappe pas à la trivialité.

Dans l'ordre scientifique, Bruno reste encore étranger à la méthode expérimentale. Il se complaît à des hypothèses fantaisistes sur la pluralité des mondes habités, qui n'ont même pas un réel mérite d'originalité.

Enfin, s'il est en hostilité violente avec l'Église, sa rébellion s'inspire moins de la discussion des principes que de sa lutte individuelle contre les autorités ecclésiastiques qui poursuivaient ses scandales aussi vivement qu'elles censuraient ses doctrines.

Il est juste de reconnaître que le jugement que nous venons de formuler est en complet désaccord avec l'opinion reçue en ces cinquante dernières années, tant en Italie qu'à l'étranger.

Pour ne pas sortir de notre impartialité d'historien, traduisons l'analyse de sa philosophie résumée par le dernier auteur qui ait traité ce sujet, M. Guido de Ruggiero :

« Dans cette philosophie, dit-il, l'homme qui a « atteint à sa propre conscience la révélation du « sens et de la valeur de la réalité qui l'entoure « et dont il fait partie, finit en dernière instance « par se confondre avec le tout, et perdre l'auto- « nomie que pouvait lui donner la révélation de « la conscience. L'esprit conçoit sa propre unité « avec la réalité naturelle, mais non encore sa « propre valeur supraordonnée relativement à elle, « et Dieu vit indifféremment en lui comme dans « les autres créatures et même dans la matière « brute. L'humanité, de telle façon, se possède, « mais en même temps est possédée, elle s'affirme « et se neutralise, se retrouve et se disperse. »

Cette interprétation de la pensée de Giordano Bruno par M. de Ruggiero est tellement profonde que nous avouons ne pas arriver à en saisir distinctement le sens et nous persistons à croire que c'est surtout l'héroïsme de son geste final qui a rendu célèbre le dominicain de Nola.

Pendant les années d'emprisonnement qu'il subit à Venise, Bruno se montra disposé à toutes les rétractations pour recouvrer sa liberté. Ce n'est qu'à Rome, lorsque sa condamnation lui apparut inévitable, qu'il retrouva une énergie digne d'admiration. Il entendit sans trouble la sentence qui le condamnait à la strangulation et au bûcher. S'adressant alors fièrement à ses juges : « Vous tremblez plus, leur cria-t-il, en prononçant cette condamnation, que moi en l'écoutant. »

CHAPITRE VI

LA RÉFORME ET LE CONCILE DE TRENTE

---

§ 1. — La Réforme et ses causes.

Des revendications d'ordres divers, économiques, politiques, religieuses et philosophiques, se synthétisèrent au XVI[e] siècle dans le mouvement de la Réforme.

La querelle des Indulgences fut loin d'être amenée par des préoccupations purement religieuses. Les papes centralisant trop soigneusement à Rome les offrandes imposées à tous les fidèles, les princes s'opposant à cette centralisation en vue de leurs intérêts particuliers, l'inquiétude des peuples redoutant une double imposition, rendent bien sensible le côté économique de ce désaccord.

Au point de vue politique, les souverains entrevoyaient la possibilité de se dégager de la tutelle romaine.

Les philosophes et les lettrés cherchaient l'indépendance de la pensée.

A mesure que la société humaine se perfectionne, elle se complique et réclame une plus grande division dans le travail de direction et d'application de ses efforts. Des hommes fort religieux, mais indépendants, proclamaient ces nécessités nouvelles. Déjà en 1517, Jean-François Pic de la Mirandole, neveu du célèbre philosophe, défendant la mémoire de son oncle, adressait au Concile de Latran une lettre dans laquelle, avec un esprit très respectueux, il affirmait la convenance d'établir des limites à l'autorité religieuse. Mais renoncer à une part de pouvoir quand on croit pouvoir le conserver tout entier est une amputation douloureuse et Rome n'accepta pas de s'y soumettre.

De nombreuses raisons semblaient justifier cette attitude : la suprématie sacerdotale acceptée jusqu'alors universellement comme un dogme traditionnel; la soumission fidèle des pays plus rapprochés de l'Italie ou plus longtemps assouplis dans le passé par la domination romaine; l'insécurité encore inquiétante dans l'Europe en armes ; le sac de Rome par le Connétable était dans toutes les mémoires[1], tout cela encourageait l'Église à se

1. Le manque d'exactitude dans les connaissances scientifiques d'une époque où l'ascension de l'eau dans les conduits pneumatiques était attribuée à l'horreur de la nature pour le vide, laissait à l'Église le monopole de la certitude.

considérer comme la seule garantie de l'ordre matériel et moral.

Aux prétentions des novateurs elle opposa une résistance opiniâtre; contre Luther qui personnifiait les tendances générales de rébellions, elle répondit par la convocation du Concile de Trente.

§ 2. — Le Concile de Trente. L'éducation, arme de défense contre la Réforme.

Ce Concile ne fut pas conciliant. Contre le mouvement de la Réforme, il dressa son autorité promulguant de nouveaux dogmes et fortifiant sa discipline hiérarchisée. Les premiers amenèrent la séparation de l'Allemagne et de l'Angleterre avec Rome; ses lois disciplinaires, mal acceptées, rencontrèrent dans l'Église gallicane une opposition qui mit en péril l'orthodoxie de cette dernière. Convaincu que, comme par le passé, la raison ne pouvait trouver une base de certitude en dehors de la soumission aux vérités révélées, il favorisa, pour l'éducation, les méthodes alors triomphantes de la Compagnie de Jésus.

Les Constitutions de cette Compagnie célèbre sont une véritable merveille d'organisation pour une société composée d'éléments de choix, toujours soumis à la direction immédiate d'un supérieur. L'individu y est conduit par un entraînement pro-

gressif au renoncement absolu de sa propre volonté, de son jugement particulier. On sent bien, en lisant ces pages admirables, que l'homme qui les dictait était un soldat. Tout y respire le culte de la discipline.

C'était l'antidote qu'il fallait contre l'orgueilleuse raison humaine, voulant secouer toute autorité. Malheureusement, l'expérience a démontré que l'application à tout un pays de cette méthode si favorable à une compagnie d'élite, offre de sérieux inconvénients.

Ceux qui rêvèrent de dresser les peuples à cette discipline ne prévirent pas que, possible dans un groupement perpétuellement compact sous une direction constante, elle ne convenait point à des masses faites d'éléments dissemblables.

Ils ne comprirent pas non plus que dans la vie ordinaire dont les situations et les circonstances varient à l'infini, l'autorité directrice, souvent absente, ne saurait toujours parer aux difficultés imprévues. Les êtres soumis à une telle éducation ne trouvent point en eux-mêmes de guide conducteur, de ressort suffisant de résistance. Mis subitement dans l'obligation de décider, de choisir, d'agir de leur propre initiative, ils en sont incapables et deviennent une proie facile pour ceux qui, autour d'eux, ont conservé plus de caractère.

Ce système de mainmise de l'éducation sur les

volontés annihilées semble garder encore pour des esprits éminents des séductions plus ou moins voilées. Lorsqu'un moderne et subtil philosophe définit l'entraînement par lequel l'individu doit se former : l'art de faire passer le conscient dans l'inconscient[1], ne retombe-t-il point en une erreur analogue?

Non, l'éducation ne doit point avoir uniquement pour but d'augmenter dans l'homme la part de l'inconscient ni de le plier à une discipline dont il attend sa direction. Elle doit tendre, au contraire, à lui donner le goût et la force d'agir librement, dans l'exercice de sa volonté, vers un but toujours plus noble que l'idéal moral lui indique et dont la science lui montre le chemin.

1. Le docteur Gustave Le Bon.

LIVRE III

L'IDÉE MODERNE APPARAIT

CHAPITRE I

GALILÉE

§ 1. — L'œuvre de Galilée.

La science, à la fin du xvie siècle, malgré les grands airs qu'elle essayait de se donner, était une bien petite chose.

Quelques hommes de génie avaient, pour leur propre compte, entrevu que l'expérience est la condition nécessaire de la certitude scientifique. Léonard avait appliqué cette méthode à toutes les questions étudiées par son étonnant esprit; Machiavel s'en était inspiré dans ses œuvres politiques. Mais ni l'un ni l'autre n'en déduisaient une méthode générale pouvant servir d'exemple et de guide aux studieux.

Cet instrument de la certitude scientifique fut établi par Galilée.

La méthode expérimentale clairement formulée par le grand savant allait permettre de procéder systématiquement dans la recherche des lois naturelles et fixer ainsi des bornes précises au dogmatisme.

L'époque moderne date bien du jour où la méthode expérimentale fut affirmée en face des procédés de conception *a priori* imposés par l'autorité des maîtres, qui jusqu'alors avaient régi le domaine intellectuel.

C'est là une révolution fondamentale. La civilisation lui devra les magnifiques découvertes qui, dans tous les ordres de connaissances, ont modifié les mentalités, comme elles ont transformé les conditions matérielles de l'existence.

Mais, nous tenons à le marquer dès maintenant, ayant à y revenir dans l'étude de la science moderne, ce ne fut là qu'une partie de l'œuvre grandiose accomplie par Galilée.

L'humanisme avait déjà ébranlé l'esprit dogmatique, mais sans rien indiquer pour le remplacer comme principe conducteur.

De son œuvre pouvaient seules résulter les ténèbres et la confusion. La méthode expérimentale vint heureusement apporter lumière et certitude en restreignant à un domaine nette-

ment limité les investigations possibles de la science.

C'est donc une ère nouvelle qui commence, non seulement pour l'Italie où elle s'affirme d'abord, mais pour l'humanité tout entière.

Galilée fut le libérateur de la science.

De même, en effet, que Dante avait proclamé la nécessité de séparer l'autorité matérielle de l'autorité religieuse, de même Galilée comprend et affirme que le monde scientifique doit être distinct et indépendant de la foi religieuse.

Le geste et la parole de protestation qu'on lui prête sont légendaires ; mais le : *eppur si muove!* était certainement dans la pensée de Galilée. La vaine formule qu'on lui arrachait n'empêchait pas la terre de se mouvoir.

Du reste, Galilée n'a pas hésité à affirmer sa doctrine. Il l'a exposée dans ses *Dialogues sur la Science* et soutenue toute sa vie, dans des réponses à ses contradicteurs, ou dans des lettres qui avaient le plus grand retentissement.

Parmi ces dernières, figure celle à dom Benedetto Castelli. Ce religieux, de ses amis, l'avait informé que, à la table de la grande-duchesse de Toscane, il avait été question de ses idées. Le péripatéticien Boscaglia, lecteur de physique à l'école de Pise, avait dit à l'oreille de Madame qu'il tenait pour vraie toute la nouvelle théorie

céleste de Galilée, sauf toutefois le mouvement de la terre qui lui semblait incroyable, parce que l'Écriture Sainte était manifestement contraire à cette opinion.

Galilée répond à Castelli par une lettre fameuse, datée du 21 décembre 1613. Après avoir exposé de nouveau ses théories, il affirme qu'elles ne sont nullement contraires à la religion et il écrit cette phrase caractéristique : « Loin de dire que l'Écriture Sainte peut mentir ou se tromper, j'aurais dit que ses paroles sont de vérité absolue et inviolable, mais j'aurais ajouté que si l'Écriture ne peut se tromper, certains de ses interprètes ou de ses commentateurs peuvent se tromper de bien des façons. »

C'est surtout dans sa célèbre lettre à Mme Christine de Lorraine qu'il défend à la fois la vérité et l'orthodoxie de sa doctrine scientifique. Dans ce document, il réfute diverses objections formulées à son endroit par le cardinal Baronio, et en termes qui ne sont pas exempts d'ironie :

« Je dirai à cette personnalité ecclésiastique d'un grade éminent que le Saint-Esprit a l'intention de nous enseigner comment on va au ciel et non pas comment va le ciel » — *come si vadia al cielo e non come vadia in cielo.*

Il invoque l'autorité même de saint Augustin, en citant un passage dans lequel le Père de l'Église

déclare qu'il ne faut pas se faire imprudemment, d'après de simples paroles, une conviction trop résolue sur les choses obscures. Et notamment à propos de certaines conclusions naturelles sur les corps célestes, il écrit : « Gardant toujours une pieuse et grave modération, nous ne devons rien croire imprudemment des sujets obscurs, de peur que lorsque plus tard la vérité éclate, bien qu'elle ne puisse en aucune façon être en opposition avec les livres saints, soit de l'Ancien, soit du Nouveau Testament, nous la repoussions par amour de notre erreur. »

Ces idées sont bien celles qui découlent des principes scientifiques exposés par Galilée en ses ouvrages. Si elles avaient toujours été présentes à l'esprit des savants modernes, le conflit entre la religion et la science n'aurait pas existé.

Dans le *Saggiatore*, chapitre X, réfutant le deuxième syllogisme de Sarsi, il reproche à celui-ci de se contredire et de tomber dans l'obscurité, parce qu'il s'obstine à raisonner par syllogismes au lieu d'invoquer des faits reconnus.

Au chapitre XI, Galilée lui fait encore grief de s'appuyer sur la seule apparence visible, en dehors de la confrontation des faits mis en valeur par l'examen raisonné. Il fait observer que les sens, quand ils ne sont pas guidés par la raison, peuvent nous induire en erreur et ajoute que ce n'est

qu'avec beaucoup d'hésitation qu'il se borne à proposer ce qui ne lui apparaît pas certain, n'affirmant que ce que les sens, contrôlés par la raison, lui démontrent hors de doute.

Pareils sentiments sont encore manifestes au chapitre suivant, lorsqu'il expose que le savoir rend les hommes prudents, tandis que les ignorants tranchent avec assurance.

Cependant, il sait marquer la distinction entre les faits pour lesquels l'autorité des bons historiens garde sa valeur et les raisons philosophiques des faits qui échappent à leur compétence.

Dans la bibliothèque du séminaire de Padoue, on conserve un volume annoté par Galilée. On y lit, écrit de sa main :

« Qui doute que la nouvelle prétention de vouoir que des intelligences, créées libres par Dieu, se fassent les esclaves de la volonté d'autrui, ne soit pour enfanter les plus grands scandales?

« De même, vouloir que les uns nient leurs propres sens et se soumettent à l'arbitre d'autrúi.

« Comment admettre qu'une personne ne sachant rien d'une science ou d'un art devienne juge audessus de ceux qui les comprennent et par une autorité concédée puisse décider à leur place?

« Ce sont là nouveautés capables de renverser les États et de ruiner les républiques. »

Ainsi Galilée ne cesse d'affirmer, avec le plus grand respect pour la religion, que science et religion sont deux choses différentes n'ayant entre elles ni opposition, ni subordination. Il estime que l'Église, souveraine en matière de religion, n'a aucune autorité en matière de science et doit se garder de prononcer sur des questions qui lui sont complètement étrangères.

§ 2. — Dante et Galilée.

Tous aujourd'hui sont d'accord sur ce point; mais la lutte fut âpre pour obtenir cette indépendance.

Rien n'en donne une impression plus saisissante que ces quelques mots de Milton dans *Areopagitica :*

« Je pourrai raconter ce que j'ai vu et entendu dans d'autres pays, où l'Inquisition exerce sa tyrannie. En causant avec les hommes instruits de ces pays (car j'ai eu cet honneur), ils m'estimaient heureux d'être né là où la liberté philosophique est respectée; ils pensaient qu'il en était ainsi en Angleterre. Quant à eux-mêmes, ils ne faisaient que se plaindre de l'état servile auquel l'érudition était réduite parmi eux, disant que c'était cela qui

avait terni la gloire des savants italiens, qui depuis des années ne pouvaient écrire que flatteries ou galimatias (fustian).

« C'est dans ce pays que j'ai visité le fameux Galilée, devenu vieux, prisonnier de l'Inquisition pour avoir pensé en astronomie d'une manière différente des censeurs franciscains et dominicains. »

§ 3. — La terre des morts.

L'ironie de ces derniers mots de Milton ne fut pas plus comprise que les avertissements de Dante ou de Galilée.

L'autorité religieuse qui avait cru, après Dante, pouvoir conserver par la force son hégémonie politique, voulut défendre, après Galilée, son hégémonie scientifique par l'éducation.

Elle fut portée à se servir de cette arme de défense en voyant les merveilleux résultats qu'obtenait la Compagnie de Jésus constituée par saint Ignace de Loyola. On sait que cet homme à l'esprit militaire éminent, peut-être influencé par les corporations islamiques alors très connues en Espagne, avait basé la discipline de l'Ordre nouveau sur une obéissance sans bornes. Il était arrivé à former ainsi une armée tenue dans la dépendance absolue de ses chefs et, grâce à la parfaite cohésion de l'effort, assurée de la victoire.

L'Église, d'accord avec les princes, tenta de réduire les individus à la passivité, de supprimer ainsi toute velléité de révolte religieuse ou politique.

Cette méthode, avantageuse pour la paix sociale qui subsista pendant deux siècles, n'est pas sans inconvénients. Après la Réforme, les peuples restés catholiques commencèrent à donner des signes de décadence. Quoique différents d'origines de climats, de conditions sociales et politiques, ils tombaient dans une sorte d'enlisement.

A l'origine, le mal engendré par cette perte des caractères n'apparaît pas. Nul ne le distingue, car tous en sont atteints.

Le signaler eût été, du reste, une audace vite réprimée. Toute influence étrangère jugée dangereuse était combattue; l'instruction, aussi limitée dans son programme que dans le nombre de ses bénéficiaires; la justice mêlée d'arbitraire et de faiblesse; l'obéissance et la résignation sans cesse prêchées : tel fut le système qui parvint à réprimer toute tentative novatrice, toute discussion de l'autorité traditionnelle.

D'ailleurs, un minimum de bien-être matériel, assuré par d'innombrables œuvres de charité, permettait à presque toute la populatien d'Italie de végéter doucement sous le soleil.

§ 4. — Exode de l'idée de Galilée.

Sous pareil régime, la mentalité s'abaisse à tous les points de vue. Les arts, les lettres, les sciences ne se développent qu'avec peine. Dans les arts, n'ayant plus rien à dire, on couvre la pauvreté de l'inspiration sous les boursouflures du baroque. La poésie enfermée dans les bergeries de l'Arcadie, bêle de fades chansons. Guidi, mort en 1712, un des poètes les plus estimés de ce siècle appauvri, vante la gloire de son temps en l'opposant aux rudesses farouches des cohortes de l'ancienne Rome qui ne savaient rêver que la conquête du monde.

Heureusement, de loin en loin une voix s'élève, un geste héroïque s'accomplit comme pour rappeler que cette terre n'est pas la « terre des morts ». Pietro Micca se fait sauter en une contre-mine pour la défense de Turin. Filicaia essaie par ses chants guerriers de réveiller la Péninsule engourdie; le prince Eugène de Savoie porte au loin la gloire des armes et de la politique; Beccaria proteste contre les cruautés des tribunaux; les Jésuites conquièrent au catholicisme la Chine et le Japon; Spallanzani devine les germes de la reproduction; Volta et Galvani soulèvent un coin du voile qui cache les mystères de l'électricité.

Tous ces nobles efforts éveillaient peu d'échos sur la terre endormie. La caste guerrière transformée en noblesse d'antichambre, la caste sacerdotale, sortant un peu du caractère exclusivement religieux de sa mission, s'entendaient pour prolonger ce sommeil rassurant. La famille des Bourbons s'y constituait des trônes appropriés aux croissantes exigences de sa race prolifique.

On conçoit que, dans ces conditions, les idées de Galilée, qui fixaient des bornes à l'autorité religieuse et proclamaient des droits pour la raison humaine, aient dû s'éloigner de leur pays d'origine.

Elles pouvaient se développer plus à l'aise chez les nations ayant secoué cette rigide tutelle.

Bacon (1560 à 1626), l'illustre contemporain de notre philosophe, allait assurer à l'Angleterre la gloire de continuer l'œuvre qu'on essayait d'étouffer en Italie.

Paolo Sarpi et Fulgenztio Micampio avaient mis en rapport les deux grands hommes. Galilée adressait à Bacon son *Sidereus Nuntius* (1610) et deux traités, l'un sur « les taches du soleil », l'autre sur « les corps flottants ».

Le grand seigneur anglais eut bientôt fait de formuler en une synthèse de génie les prodigieuses découvertes de son correspondant. Il publia cette synthèse dans le *Novum Organum* (1620).

Un souffle nouveau anime cet ouvrage, et révèle déjà la tendance à exagérer la mission de la science.

La France n'eût pas toléré alors une semblable publication, car, sous ce rapport, elle était politiquement et religieusement au même niveau que l'Italie. Descartes lui-même n'aurait pas osé adhérer publiquement aux théories nouvelles.

CHAPITRE II

L'INVASION FRANÇAISE

§ 1. — Retour de l'idée de Galilée.

Pendant que l'Italie était plongée dans la torpeur que nous venons de décrire, les idées de Galilée recueillies en Angleterre par Bacon, et suivant une curieuse évolution qui allait les ramener vers leur pays d'origine, revenaient en France avec Diderot.

Ce dernier s'en inspira, en effet, dans ses *Pensées sur l'interprétation de la Nature*, en accentuant encore les envahissements trop audacieux de la science.

C'était la réaction fatale contre les empiétements de l'autorité dogmatique sur les droits de la raison, comme l'ascétisme chrétien avait été la réaction contre la veulerie et la sensualité païennes.

L'*Encyclopédie* (1751-1772) inaugura le mouvement chez les intellectuels de l'époque; la bour-

geoisie française y participa avec joie, espérant y trouver une arme de combat contre le clergé et la noblesse; le peuple en fit la Terreur.

Trente années suffirent à la France pour accomplir cette œuvre extraordinaire de destruction. Elle y était mieux préparée qu'une autre nation, car l'autorité s'y manifestait plus durement qu'ailleurs et que, d'autre part, ses relations avec les peuples protestants étaient plus intimes et plus fréquentes.

Les mots de Liberté, Égalité, Fraternité agissaient sur les masses avec toute l'imprécision et l'énergie qui conviennent pour les rallier et les pousser aux entreprises héroïques.

Vers 1796, lors de la triomphale irruption des armées révolutionnaires dans la Péninsule, l'état d'esprit de la France était exactement l'opposé de celui des Italiens : d'un côté énergie et confiance en soi-même, de l'autre faiblesse et soumission.

Aussi, en y pénétrant, ne rencontrèrent-elles qu'une poussière humaine que la tourmente emporta. Ce fut comme une concurrence de lâcheté de toutes les classes sociales. Les princes fuyaient avant d'être vaincus, avant même d'avoir aperçu l'ennemi. Le reste suivait la débâcle ou accueillait les envahisseurs en simulant un enthousiasme servile.

L'abolition des caractères produisait son œuvre,

ainsi qu'elle l'avait fait quelques années auparavant dans la célèbre république du Paraguay.

Sur cette masse amorphe, l'occupation française exerça d'abord, au nom de la liberté, une influence imposée par la force.

Tous les cadres du passé furent détruits par elle. Aux souples coutumes locales, variant à l'infini pour s'adapter aux circonstances se substitua la législation française; la conscription fut appliquée rudement; toute velléité d'insoumission réprimée sans pitié; les privilèges du clergé et de la noblesse abolis.

Théoriquement, ce fut l'apothéose de la raison prétendant absorber, à son profit exclusif, l'activité de la pensée humaine tout entière.

Oubliant les prudentes limites de la science expérimentale si bien établies par Galilée, on voulut étendre universellement son autorité.

C'était l'oligarchie scientifique s'affirmant en opposition de l'oligarchie religieuse du passé.

Mais, tout exagérée qu'elle fût, la réaction produite par l'occupation française au commencement du XIXe siècle eut l'incontestable avantage de réveiller l'Italie de son long sommeil et de la remettre en rapport avec le reste de l'Europe civilisée.

Nous ne parlons pas de la masse exclusivement soumise à l'habitude, cette tyrannie de la matière

sur l'esprit. Elle ne participa à ce mouvement que d'une façon passive et sans rien y comprendre.

Mais l'élite des penseurs et des hommes d'action, stimulée par un pareil exemple, commença d'entrevoir la possibilité de reconstituer la patrie et chercha les moyens de réaliser cet idéal.

En moins de cinquante ans, ses patients efforts allaient aboutir à la formation de l'Italie contemporaine, établie sur l'égalité devant la loi et la liberté politique.

§ 2. — Après le congrès de Vienne.

Lorsque les diplomates du Congrès de Vienne prétendirent refaire l'Europe telle qu'elle se trouvait organisée avant 1789, comme s'il était en leur pouvoir d'effacer les vingt ans d'histoire qui venaient de s'écouler, ils commirent donc une profonde erreur.

Dans l'Italie où avait passé le courant des idées modernes et des aspirations nationales, les partisans des théories nouvelles virent avec une silencieuse irritation rentrer en triomphe le Pape et les rois, les ducs et les princes, protégés par les baïonnettes étrangères.

Les foules domestiquées reprenaient sans peine, il est vrai, le joug séculaire et acclamaient les anciens maîtres. Pour les regards superficiels,

rien ne paraissait subsister de l'effroyable tempête.

Les plus audacieux des souverains rétablis ou certains de leurs ministres reconnaissaient la nécessité de quelques améliorations et de quelques concessions à leurs peuples. Mais ils n'allaient certes pas jusqu'à croire possible de transiger avec les idées de nationalisme et de liberté, sans replonger les États dans le désordre.

L'attitude des masses semblait leur donner raison.

§ 3. — Les seuls esprits aptes à recueillir l'enseignement révolutionnaire. — Triple concours qu'ils rencontrent.

Pourtant, tout retour vers le passé était impossible, car les hommes de sensibilité exceptionnelle et ceux qu'un entraînement intellectuel intense rend capables de s'affranchir en partie de l'hérédité et du milieu, avaient modifié l'orientation de leurs idées et renouvelé le champ de leurs aspirations.

Les poètes, les universitaires, les prêtres, les nobles cultivés, devaient être les premiers dont la mentalité se transformât sous la leçon des événements.

L'auréole glorieuse de la France leur fit comprendre la beauté qu'il y a dans la force.

La foi au droit divin s'était ébranlée devant le

spectacle des couronnes arrachées et rendues par des gestes humains. La philosophie, reprenant l'inspiration des Humanistes, avait porté de rudes coups à la doctrine de l'Église romaine. Le prestige du gouvernement pontifical avait souffert des vicissitudes auxquelles le Pape s'était trouvé exposé.

Animés par l'espérance de voir leur patrie redevenir grande et belle, des hommes d'intelligence et de cœur se mirent à l'œuvre, avec un enthousiasme qui excuse leurs fautes, avec un courage qui impose le respect.

Une série toujours renouvelée de poètes surgit et se donna pour mission d'éveiller aux accents de leur lyre un peuple assoupi depuis deux siècles. Giusti ramassa le fouet de la satire tombé des mains de Parini. Pellico, Manzoni, Nicolini retrouvèrent l'énergie tragique d'Alfieri.

Les poèmes de Pindemonte, surtout ceux de Foscolo, les chants patriotiques de Berchet, pour ne citer que les œuvres et les auteurs les plus remarquables, contribuèrent puissamment à cette résurrection.

Mais la propagande littéraire ne pouvait agir que sur des esprits relativement cultivés. L'aristocratie et la bourgeoisie libérales, comprenant la nécessité de l'étendre aux masses, s'efforcèrent d'introduire l'enseignement jusqu'au fond des campagnes.

Dans les villes le recrutement des adeptes était

facilité par l'état d'esprit du peuple mieux disposé à accueillir les nouveautés. Mais la propagande y était plus dangereuse. Certains libraires prêtaient leurs arrière-boutiques à des réunions où se chuchotaient des paroles d'espérance, où s'esquissaient des rêves d'avenir.

Un triple concours fut apporté à ces germes révolutionnaires par les anciens soldats et fonctionnaires du régime napoléonien, par les sociétés secrètes et enfin, — concours involontaire, celui-là, — par la police elle-même dont les abus révoltaient les plus pacifiques.

Tous ceux qui avaient servi l'Empire étaient suspects aux souverains rentrés dans leurs États. Ils se voyaient traités de jacobins et de sans-culottes. Ce qui pouvait leur arriver de moins fâcheux était d'être oubliés.

Ces natures énergiques s'accommodaient mal d'une injustice qui froissait leur dignité et lésait leurs intérêts. Beaucoup s'étaient vaillamment conduits sur les champs de bataille de l'Europe faisant estimer le nom italien.

Sous Murat, ils avaient conspiré pour l'unité italienne. La plupart s'étaient affiliés à la franc-maçonnerie. Ils y avaient appris le moyen de se compter et de s'organiser.

Dans la situation où se trouvait l'Italie, nulle institution ne pouvait être mieux adaptée aux

circonstances et aux individus qu'une société secrète.

Les caractères s'étaient amollis, les personnalités amoindries. A Rome, on avait vu des membres des familles papales changer avec désinvolture d'uniforme, au gré du maître dont ils espéraient profiter. Tels bravaient volontiers l'autorité sacerdotale, mais ne savaient la remplacer par aucune règle personnelle.

Trouvant dans la société secrète la direction qui leur manquait, ils y entraient, tout en tremblant pour leur salut éternel et appréciant, du reste, le mystère qui les dispensait d'une adhésion publique.

D'autres espéraient arriver par ce chemin à la satisfaction de leurs appétits et de leur vanité. D'autres, enfin, y cherchaient des moyens d'action à mettre au service de leurs idées.

Les sociétés secrètes pullulèrent dans tout le pays; les adeptes furent, dès l'abord, nombreux dans les universités, en raison du caractère intellectuel et philosophique que le mouvement revêtit à ses débuts. Les fils de la bourgeoisie, les cadets de grandes familles, y adhérèrent en grand nombre; les juifs en totalité. Pour les uns comme pour les autres, l'attrait des principes se doublait de la séduction d'avantages personnels possibles.

Tous proclamaient leur dévouement au noble

idéal de reconstituer la patrie. Les classes moyennes étaient rejetées vers les sociétés secrètes par l'ostracisme humiliant que pratiquait à leur égard le protocole des cours et la morgue de l'aristocratie, en dépit de leur suprématie évidente dans les lettres, les sciences et les arts.

L'instruction parfois négligée des classes privilégiées fournissait matière à leurs remarques satiriques. Massimo d'Azeglio, dans ses *Mémoires*, raconte une visite chez un grand seigneur dont les aïeux s'étaient illustrés à la victoire navale de Lépante. Les salles du palais étaient ornées de précieuses tapisseries; sur l'une d'elles se voyait l'assaut d'une forteresse. Le gentilhomme la montrait à son hôte en disant : « Je ne sais pas trop ce que représente celle-ci; c'est peut-être la bataille de Lépante. »

De pareilles... distractions ne rehaussaient point le prestige des classes privilégiées. La bourgeoisie en profitait avec adresse.

§ 4. — Les Juifs, ouvriers et banquiers de la cause.

Du côté des Juifs, la question était plus grave encore. Bien que matériellement ils eussent à souffrir moins d'avanies en Italie que dans le reste de l'Europe, ils restaient cependant soumis à un régime vexatoire qui leur refusait la place à laquelle

pouvaient prétendre leur intelligence et leur assiduité laborieuse.

Dans le dédain universel ils avaient acquis les vertus que perdaient les persécuteurs. Humbles et simples en apparence, se souvenant parfois d'un bienfait et toujours d'un affront, persévérants et prévoyants, rendus solidaires par leur résistance à l'ennemi commun, exercés à la discrétion et au silence, déjà détenteurs d'importantes richesses, ils constituaient une force incomparable à opposer à un ordre politique qu'ils devaient abhorrer.

Pour eux, l'unification de l'Italie n'était pas seulement le renversement de régimes dont ils avaient toujours eu à souffrir; c'était bien davantage encore la revanche prise sur l'idée chrétienne dans la Rome des Papes.

Aussi peut-on affirmer qu'à cette époque, en Italie, si tous les francs-maçons n'étaient pas juifs, tous les Juifs étaient francs-maçons.

Exclus par les lois et coutumes de toute vie militaire, ils avaient perdu la vaillance que donne le métier des armes. Sauf de rares exceptions, leur coopération fut plutôt financière que personnellement militante. Mais elle s'affirma si importante, que le gouvernement provisoire de Milan, après le départ des Autrichiens, s'empressa d'exprimer sa reconnaissance aux Juifs pour leurs généreux subsides apportés à la cause de la liberté.

§5. — Prêtres et nobles révolutionnaires.

S'il est aisé d'expliquer l'adhésion des bourgeois et des Juifs aux sociétés secrètes, on comprend moins facilement celle des nobles et des prêtres. Les uns et les autres ne pouvaient se dissimuler que les tendances dominantes n'y étaient conformes ni à leurs intérêts ni aux idées qu'ils semblaient devoir professer. Cependant, surtout au début, nobles et prêtres furent assez nombreux parmi les affiliés.

Le premier[1] qui poussa le cri de : « Italie une et libre » et mourut pour cette cause, fut un prêtre. Le dernier, parmi les Martyrs di Belfiore, un prêtre aussi, en compagnie d'un Juif.

On s'explique cette attitude, surprenante au premier abord, en se rappelant la fascination qu'exerçait alors sur tous les esprits cultivés de l'Italie l'idéal de la reconstitution de la Patrie qui voulait cesser d'être la « terre des morts ».

Les sympathies que les propagateurs des idées nouvelles rencontraient dans le clergé étonneront moins si l'on songe à la réponse du pape Pie VII au comte Porro, à propos des Carbonari : « Ils aiment l'Italie, et je l'aime autant qu'eux. »

1. L'abbé Louis Minichini qui souleva la garnison de Nola en 1820.

Pie IX était, à son avènement, dans les mêmes sentiments. Il n'en changea qu'après les événements de 1848 que son imprévoyance avait contribué à déchaîner.

L'aristocratie, celle qui n'avait pas de charges de cour, et que les souverains avaient négligée, participa au mouvement.

§ 6. — Les Carbonari. — Mazzini.

La société des Carbonari fut la première des dérivations de la franc-maçonnerie que nous avons signalées.

Recrutée principalement dans les casernes napolitaines, elle avait été favorisée à ses débuts par le roi Joachim Murat qui espérait l'utiliser pour la conquête de l'Italie. La fin tragique du royal aventurier ne refroidit point l'ardeur des Carbonari.

Stimulés par la révolution d'Espagne, ils fomentèrent à partir de 1820, une série de révoltes militaires, d'abord dans le royaume de Naples, puis dans presque toutes les principautés de la Péninsule. Mais leur nombre restreint et le manque d'écho qu'ils trouvèrent dans la masse populaire, diminuaient la portée de leurs tentatives.

Quand Mazzini surgit avec sa *Giovane Italia*, il n'eut qu'un but : augmenter le nombre de ses partisans et unifier leurs aspirations patriotiques.

Dans le corps chétif de ce Génois, vivait une âme d'apôtre, intrépide et fanatique, dont le seul idéal était le relèvement de l'Italie. Prestigieux écrivain, émouvant parce qu'il était ému, il appliqua son inlassable énergie au triomphe de la vaste entreprise.

Mais un défaut capital paralysait toutes ses qualités : il n'avait pas le sens du possible. Son premier essai révolutionnaire en Savoie fut si puéril qu'il n'aboutit qu'à ridiculiser la cause qu'il voulait servir.

L'éphémère triumvir de la République romaine de 1848 ne connut durant sa longue vieillesse que la gloire douloureuse d'être redouté dans cette Italie unifiée dont il avait été le précurseur et le champion. Pour venir traîner ses derniers jours sur la terre natale si passionnément aimée, il dut se dissimuler sous un nom d'emprunt.

Mazzini ne fut point le seul méconnu. D'autres, parmi les hommes éminents de cette époque, terminèrent misérablement leur existence, sans que leurs tombes oubliées aient même connu le dédommagement de la gloire posthume qui vient parfois aux grands précurseurs, après le triomphe des causes auxquelles ils se sont sacrifiés.

Parmi tant de noms, tant de novateurs à qui cette remarque pourrait s'appliquer, citons encore Vincenzo Gioberti, prêtre et patriote dont la pro-

fondeur de pensée rivalisait avec la noblesse de sentiment. Prêtre, il défendit sa croyance sans réussir à se faire comprendre par ceux dont il servait la cause ; patriote, il défendit sa patrie.

En des pages qu'on ne saurait lire avec trop d'attention et qui dénotent un sens remarquable d'objectivité, il démontra l'harmonie indispensable de ces deux idéalités indiquant les modifications à faire des deux côtés pour épargner au pays de pénibles expériences, et la nécessité politique et morale d'une séparation entre le pouvoir civil et l'autorité religieuse.

La suite des événements amena le triomphe de ses idées. Mais l'hommage des faits ne lui valut pas celui des hommes. Gioberti vint passer ses dernières années à Paris dans l'ombre et l'étude, il y mourut désavoué par l'Église, oublié de la Patrie.

§ 7. — Le peuple contre les bourreaux.

Pendant que les militants préparaient l'avenir, les tribunaux et les policiers chargés de réprimer les aspirations unitaires, contribuaient, incessamment, par leurs maladresses et leurs excès, à rendre le présent odieux.

Les vexations, parfois les supplices, dont furent l'objet des hommes coupables seulement de regret-

ter le fractionnement et le servage de la patrie, indignèrent le peuple. Peu accessible à la propagande littéraire, il fut secoué par la vue du gibet dressé en permanence sur les places publiques. Son indignation contre les bourreaux se traduisit par de la sympathie pour les victimes. Quand on vit les plus estimables citoyens appréhendés par des sbires; quand on apprit les traitements barbares qui leur étaient infligés; quand on contempla leurs cadavres, tout un vieux levain oublié mit en fermentation le sang des foules.

L'antique passé de gloire et de grandeur secoua l'assoupissement artificiel dans lequel on le croyait à jamais enlisé.

C'est que le sentiment et l'imagination entraient en jeu, et là réside, nous le savons, le secret d'émotivité populaire.

Le *Mie Prigioni*, ce petit livre dans lequel Silvio Pellico conte les tourments qu'il a subis au fond des forteresses autrichiennes, devait avoir sa répercussion sur le pays entier. Les récits journellement répétés au sujet d'autres victimes et d'autres supplices, en renouvelaient la sensation, la décuplaient.

Ce fut un long martyrologe de citoyens, de soldats, d'intellectuels, d'ouvriers, de paysans!

§ 8. — Le feu couve.

L'Italie semblait alors une contrée secrètement minée. De temps à autre, une explosion accidentelle jetait l'émoi à l'entour. Puis tout rentrait dans un silence qui pouvait donner l'illusion de la sécurité; mais sous ce calme apparent, le volcan fondait des laves nouvelles.

Un jour enfin, tous les cratères semblèrent s'ouvrir pour une éruption totale et définitive. La France venait de renverser la monarchie de Juillet et de proclamer la République.

L'Europe s'agitait.

Comme sous le coup d'une commotion électrique, l'Italie se leva, des Alpes à la Sicile. Les souverains eux-mêmes semblaient participer au mouvement, le Pape plus que les autres.

A son exemple, les princes abdiquaient leurs droits absolus, accordaient des constitutions à leurs peuples, oubliant le conseil si juste de Machiavel de ne jamais faire de concessions quand le bénéficiaire les peut imposer. Tous s'alliaient contre la domination autrichienne. Mazzini et la *Giovane Italia* purent croire un instant que leur rêve allait se réaliser.

La désillusion fut rapide. La répression énergique de la révolution à Naples, la défaite des Piémon-

tais à Novare, l'occupation de Rome par l'armée française, replongèrent l'Italie dans l'état dont elle s'était imaginé sortir.

L'issue pouvait-elle être différente? Il n'est guère possible de le supposer. Une grande partie de la population ne formait qu'une masse inerte. L'ancien régime avait encore trop de soutiens étrangers et trop de partisans au dedans qui lui restaient attachés soit par un sentiment respectable de fidélité, soit par intérêt, soit enfin par méfiance de l'avenir. D'autre part, l'accord était loin de régner du côté des nationalistes.

Mazzini, évidemment, manquait de la vision nette du réel. Sa conception théiste-républicaine n'était pas partagée par tous ses adeptes. Certains, redoutant de trop grands bouleversements, envisageaient avec complaisance une coalition des différents États de la Péninsule. D'autres voulaient par sentiment religieux et par respect d'une institution vénérable, sauvegarder l'indépendance politique du Saint-Siège, se complaisant ainsi au rêve d'une conciliation possible. Enfin, un groupe que rendaient chaque jour plus nombreux les échecs successifs des autres idées cherchait parmi les drapeaux divers qui bariolaient tristement l'Italie, celui qui pouvait rallier ses espérances et triompher des oppositions que rencontrait l'idéal national aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

CHAPITRE III

CONQUÊTE DE L'ITALIE PAR LE PIÉMONT

---

§ 1. — Les difficultés de la situation.

Le soulèvement général de 1848 avait des causes profondes. Il représentait la révolte de toute la classe moyenne contre l'autorité absolue.

Ce mouvement rencontra d'abord des protectecteurs dans les sphères les plus élevées. Pie IX, ne se rendant pas compte du but auquel il tendait et le prenant pour une manifestation patriotique, s'était mis à sa tête lors de son avènement. Expérience faite, lui et les autres souverains déchirèrent les constitutions accordées et rétablirent l'ancien régime.

Seul le Piémont avait tenu sa parole et, malgré la disproportion des forces, continuait à contrecarrer l'Autriche dans son dessein de maintenir en servitude la Péninsule. Seul il disposait d'une petite armée aguerrie et disciplinée, commandée

par le nouveau roi, Victor-Emmanuel, qui n'avait rien oublié des tristes circonstances de son avènement au trône, ni le départ précipité de son malheureux père, s'en allant mourir découragé à Oporto.

La tâche à accomplir n'était pas aisée. Il fallait porter les armements à la plus haute potentialité possible, multiplier les voies de communication, organiser l'instruction populaire, coordonner l'effort des libéraux italiens, tranquilliser les consciences catholiques, si nombreuses et si ferventes dans le Piémont, convaincre l'Europe incrédule ou hostile, surtout se faire quelques alliés capables de tenir en échec la grande ennemie; tout cela sans beaucoup de ressources et avec le poids écrasant d'une dette de deux milliards.

L'œuvre entreprise constituait un chaos de difficultés inextricables devant lequel un homme politique ordinaire aurait échoué. Pour les résoudre il fallait un génie. Ce génie fut Cavour.

§ 2. — Cavour et ses collaborateurs involontaires.

La caractéristique de l'esprit de Cavour peut s'exprimer d'une façon familière mais juste. Il possédait au suprême degré l'art de faire tirer du feu, par les autres, les marrons qu'il voulait réserver à son pays. C'est ainsi qu'il employa pour

l'établissement de la monarchie Garibaldi et Mazzini qui voulaient la République. C'est ainsi que, grâce à lui, Napoléon III, décidé à défendre le pouvoir temporel, contribua plus que tout autre à sa chute.

Peut-être pourrait-on compter aussi parmi les collaborateurs de Cavour, le cardinal Antonelli, secrétaire d'État, tout-puissant sous Pie IX.

Nous sommes trop près de ces événements et de ces hommes pour pouvoir les juger avec certitude; le temps seul donnera leur vraie valeur, quand les passions seront éteintes et que les documents, fort timidement produits jusqu'à présent, le seront au grand jour. Quelques indices recueillis çà et là nous font cependant supposer, chez le ministre de Pie IX, une attitude favorable aux aspirations du Piémont. Y a-t-il adhéré de cœur, ou seulement, comme Talleyrand à Erfurt, prévoyait-il l'inutilité de la résistance? Nous l'ignorons, mais, par sa conduite, cet homme remarquable a prêté des armes à ceux qui l'estimaient un infidèle serviteur.

En 1848, lors des premières hostilités contre l'Autriche, il commanda au ministre de la guerre, le prince Aldobrandini, de joindre les troupes pontificales à l'armée piémontaise. Ensuite, il est vrai, lorsque l'épiscopat austro-hongrois en appela du souverain de Rome au chef de la chrétienté, le

cardinal nia avoir jamais donné cet ordre. Entre l'affirmation et la négation chacun jugera selon son sentiment; mais pour ceux qui ont connu la droiture irréductible du patricien, répétant jusqu'à sa mort la même version, le doute n'est guère possible.

Dans une autre circonstance, à l'époque de Castelfidardo, le général Lamoricière se rendit compte que ses plans étaient connus de l'ennemi. On découvrit que le traître se trouvait être le secrétaire particulier du cardinal, lequel ne lui retira pas sa protection et, peu après qu'il eut été condamné, intervint pour obtenir sa grâce.

Enfin, le testament d'Antonelli causa un grand étonnement : on y constata l'absence de toute préoccupation religieuse.

Peut-être n'était-il pas le seul dans le Sacré-Collège à nourrir de secrètes sympathies pour le nouvel ordre de choses. On parla beaucoup, en ce temps-là, au grand scandale des âmes pieuses, de certain banquet où le cardinal Berardi aurait bu au triomphe de la cause italienne.

Toute collaboration peut être utile pour arriver au but. M. de Cavour qui le savait n'aurait pas négligé, dit-on, de se servir des femmes. On l'a soupçonné d'avoir rapproché la belle Mme de Castiglione de Napoléon III, pour que son charme vînt parfois contre-balancer d'autres influences plus légitimes, mais opposées à ses desseins.

§ 3. — Le génie de Cavour.

Tous les jours, Cavour avait à se dépenser dans un étonnant effort de conception et de volonté. Quelques-uns de ses actes paraîssent, au prime abord de la folie, mais en politique il n'y a qu'à s'incliner devant les résultats. L'envoi de troupes piémontaises en Crimée fut une inspiration absolument géniale. Pareil concours donné aux alliés conférait au Piémont le droit d'intervenir dans le Congrès de Paris, et Cavour put formuler devant l'Europe les revendications italiennes.

En Italie, son secret appui donné à l'effort révolutionnaire lui assurait le droit à la vie en cas de succès.

Tout ce qui paraissait impossible, Cavour l'accomplit. On ne peut concevoir aujourd'hui ce que l'Italie serait devenue sans lui. Peut-être la coalition des différents États, rêve des libéraux timides, aurait-elle pu se réaliser et subsister quelque temps. Mais les convoitises traditionnelles de l'Autriche et les ambitions des princes confédérés auraient bientôt provoqué des dissentiments irrémédiables et des déchirements plus douloureux que ne le furent les opérations parfois un peu chirurgicales qui, en dix ans, ont unifié l'Italie.

La société secrète, la « Giovane Italia », où Maz-

zini avait fait fusionner tous les comités révolutionnaires, s'était montrée inférieure à la tâche et n'avait abouti qu'à des désastres. — Il lui aurait toujours manqué le prestige nécessaire pour maintenir l'accord entre les ambitions des provinces et pour obtenir l'appui et l'approbation de l'Europe.

Seules pouvaient s'imposer l'habileté et l'autorité d'un Cavour. Le Piémont, désormais, représentait le centre de ralliement national, rendu nécessaire par l'organisation nouvelle de l'Europe. La croix de Savoie devint donc le symbole de toutes les espérances.

Ce fut une chance favorable aux unitaires que la présence, à ce moment, de Napoléon III sur le trône. Inscrit dès sa jeunesse parmi les Carbonari, il avait été compromis dans les soulèvements de la Romagne, en 1831, et se devait à lui-même de ne pas oublier ses engagements. Orsini, d'ailleurs, allait les lui rappeler d'une façon un peu brutale par son attentat et jusque dans la lettre sublime écrite peu d'instants avant son exécution.

Une fois assuré de l'appui de l'armée française, Victor-Emmanuel n'hésita pas à jouer la partie décisive. Il s'y décida avec sa crânerie légendaire. Après avoir signé la déclaration de guerre à l'Autriche, il se tourna vers ses ministres : « Dans six mois, dit-il, je serai roi d'Italie ou Monsu Savoie. »

L'événement se chargea de répondre.

§ 4. — La conquête.

Les troupes françaises et piémontaises triomphent à Montebello, Palestro, Magenta et Solférino. Par le traité de Zurich, ratifiant la paix de Villafranca, la Lombardie est cédée au Piémont. La Toscane se soulève paisiblement contre son grand-duc et vote son annexion.

Garibaldi, soudoyé par Cavour, débarque en Sicile, fraternise avec la population, déjà ralliée grâce à l'œuvre secrète de Mazzini. Il passe le détroit et entre en triomphateur à Naples, d'où il rêve de marcher à la conquête de Rome. Le moment était tragique; le général républicain devenait redoutable pour la monarchie de Savoie. C'est alors que Cavour fit envahir les Marches et la Romagne, et que les victoires de Castelfidardo et d'Ancône sur les troupes pontificales permirent au roi Victor-Emmanuel vainqueur de se rencontrer à Capoue avec le condottiere et de partager le triomphe de ce dernier, en reprenant la première place.

Cavour arrivait à temps pour empêcher les imprudents de tout compromettre et de s'aliéner la France par une tentative prématurée sur Rome.

Le 21 octobre, les Deux-Siciles votent leur réunion au Piémont, sans attendre la reddition de François II assiégé dans Gaëte.

Le 18 février 1861, le Parlement, réuni à Turin, proclame Victor-Emmanuel II roi d'Italie. Comme s'il n'avait entendu que l'accomplissement de son œuvre, Cavour meurt quelques semaines après, léguant à son pays victorieux sa formule célèbre : « L'Église libre dans l'État libre. »

Rome et Venise manquaient seules à la conquête. Les successeurs de Cavour, par l'alliance avec la Prusse, obtinrent la Vénétie, et le rappel des troupes françaises, en 1870, permit à l'armée italienne d'entrer dans Rome le 20 septembre, par la brèche de la Porta Pia.

DEUXIÈME PARTIE

L'ITALIE MODERNE

LIVRE I

DÉVELOPPEMENT MATÉRIEL

CHAPITRE I

L'UNIFICATION

---

§ 1. — Empreintes du passé. — Influences modernes

Ce coup d'œil rétrospectif sur le long passé de l'Italie, ses origines, ses gloires et ses heures obscures, était nécessaire à la compréhension du présent.

Chacune des étapes que nous avons rappelées a laissé son empreinte dans l'Italie actuelle, de même que les influences ethniques, climatériques et géo-

graphiques ont subsisté, quoique légèrement modifiées.

Mais des facteurs nouveaux sont intervenus : facilité croissante des communications, fréquence des déplacements, relations continues avec d'autres races, etc.

Aussi, tout en conservant les trois divisions fondamentales adoptées au début de cet ouvrage, les verrons-nous se compliquer et se mêler de telle façon qu'une analyse précise de chacune d'elles devient presque impossible. On ne saurait fixer la vie, éternellement changeante.

Quand il s'agira cependant d'individualités ou de collectivités qui, par leur spécialisation, auront conservé un caractère accentué, plus facilement analysable, nous nous efforcerons de retrouver la trace des manifestations originelles et de les suivre dans leur évolution.

C'est avec cette méthode que nous allons pénétrer dans le domaine de l'Italie contemporaine constituée par une révolution qui avait poursuivi ces deux buts : unification de la patrie italienne, abolition des privilèges de la noblesse et du clergé dans une monarchie démocratique.

Tous les efforts accomplis jusqu'en 1870 avaient tendu à l'unification de la patrie. Il fallut ensuite s'occuper de l'organiser.

L'Italie dut avant tout se pourvoir d'un organe

directeur pour présider au vaste effort qu'elle avait à poursuivre. Elle s'adapta la Constitution piémontaise, en la modifiant par quelques dispositions puisées dans la législation française.

Le parlementarisme se trouva ainsi avoir une part excessive que des empiétements continuels ne cessèrent d'accroître, fait d'autant plus déplorable qu'un pareil régime, tel qu'il est actuellement pratiqué, doit aboutir à la tyrannie du nombre.

Nous avons si formellement indiqué notre peu de confiance dans cette loi du nombre, que l'on ne sera pas étonné de nous voir manifester un enthousiasme très restreint pour la méthode de gouvernement qui la synthétise. Nous avouons, toutefois, ne pas connaître, pour le moment, de forme meilleure capable d'être substituée à ce régime. Cela nous oblige à quelque indulgence envers lui.

§ 2. — **Les ouvriers et l'œuvre.**

Au point de vue des doctrines, l'unification représente le troisième âge, qui se réclame de la raison seule, avec la prétention de la voir résoudre tous les problèmes de la vie. Elle se relie donc, à travers les siècles, à la seconde Renaissance dont elle réalise les espérances, et reprend les tendances, destructives des dogmes; elle procède de

l'esprit de Voltaire et des Encyclopédistes, et aussi de l'esprit de Galilée, puisqu'on y retrouve comme bases les méthodes scientifiques expérimentales.

Ce grand mouvement national a été, nous l'avons vu, l'œuvre de la bourgeoisie, des cadets de famille, des juifs, des francs-maçons, des Piémontais; en un mot, de tous ceux qui pouvaient y trouver quelque intérêt.

Pour lutter contre les deux ordres privilégiés qu'elle voulait renverser, la bourgeoisie dut s'allier au peuple. Elle lui fit des concessions, surtout verbales, en lui promettant le paradis sur la terre. C'est là, en effet, le grand, sinon le seul moyen d'entraîner les masses. Elles semblent parfois se laisser émouvoir par des idéalités ; mais ces idéalités se traduisent pour elles en réalités tangibles, représentées à notre époque par les théories socialistes et syndicalistes.

Dans le socialisme, les foules voient le moyen de vivre sans rien faire. Le syndicalisme représente la même aspiration, mais plus impérieuse et refusant de se payer de mots. Tels sont les alliés, dangereux pour elle-même, que la bourgeoisie s'est donnés, afin de triompher de ses adversaires : la noblesse et le clergé.

Dans cette lutte, la noblesse, ayant perdu le sens de la solidarité de classe et toute discipline, a été complètement battue. Elle ne représente plus l'an-

cien idéal qu'elle personnifia jadis. Le clergé, au contraire, reste toujours puissant. C'est qu'il représente un idéal constamment vivant dans la conscience des masses et garde lui-même une énergique discipline.

Le principe dont se réclament la bourgeoisie et ses alliés, c'est, nous l'avons dit, la loi du nombre assurant la prédominance de la quantité sur la qualité, prédominance qui ne perd actuellement aucune occasion de s'affirmer, par la tutelle de l'État, sur toutes les branches de l'activité. La masse hait instinctivement, et jusque dans son propre sein, toutes les élites, parce que l'élite représente un plus grand effort.

C'est en vertu de cet instinct que le régime démocratique réprouve le travail à la tâche ou à la pièce, ne veut d'avancement qu'à l'ancienneté, réclame l'épargne imposée, l'assurance obligatoire; en un mot, tout ce qui dispense l'homme d'un effort personnel.

A un tel régime ne peuvent donc être équitablement attribués les progrès immenses accomplis par l'Italie depuis un demi-siècle. L'élite seule crée le progrès.

Le système démocratique présente un unique avantage, c'est de procurer à toutes les énergies le moyen de se manifester. Encore n'est-ce là qu'un avantage théorique car, dans la réalité, les valeurs

qui cherchent à s'affirmer rencontrent des obstacles presque aussi grands que par le passé, dans la jalousie des corps constitués, la routine, la méfiance.

Dans l'ancien état de choses, l'autorité existait seule sans contrepoids. L'élite avait senti peu à peu le besoin de ménager une place à la raison et engagé la lutte pour la lui conquérir.

Comme en toute réaction, il y eut alors exagération. Les partisans de la méthode rationnelle, encouragés par le succès de son application aux sciences, voulurent l'étendre à tout le cycle humain des idées, des sentiments et des actes.

De son côté, la masse prétendit imiter l'élite et user, à son tour, du raisonnement. Mais, incapable de précisions scientifiques, elle n'arrive, en général, qu'à des jugements erronés et qui n'ont que plus de prétention à l'infaillibilité. De cette erreur, la société souffre profondément.

CHAPITRE II

LE PARLEMENTARISME

---

§ 1. — L'esprit du Parlement italien.

L'appréciateur superficiel tenté de rapporter le mérite de l'essor pris par l'Italie depuis quarante ans, à la direction du gouvernement, commettrait une erreur; le progrès réalisé tient au développement de la science expérimentale et à toutes les applications pratiques que notre époque a su en tirer, tandis que dans le domaine politique on continue malheureusement à s'égarer parmi les vaines théories.

Certainement, l'Italie doit à son unification de pouvoir participer plus régulièrement et plus complètement au progrès général, mais l'intervention illégale et excessive du parlementarisme a plutôt contrecarré les initiatives et les efforts. On ne saurait s'en étonner après l'erreur initiale commise, lorsqu'au moment de l'organisation politique

du nouveau royaume, fut adoptée une constitution calquée sur celle de la France.

Tout, il est vrai, y disposait : affinité des deux races, enthousiasme reconnaissant pour la coopération contre l'Autriche, souvenir de la fraternité d'armes de Magenta et de Solférino, influence de la littérature française, enfin tendance démocratique de la révolution italienne. On avait eu besoin du peuple pour faire triompher les revendications unitaires. Il fallut en tenir compte après le triomphe.

Le mouvement aurait même été franchement républicain, si l'habileté de Cavour ne l'eût fait dévier à l'avantage de la maison de Savoie. L'alliance avec les hommes de la Révolution devait forcément entraîner des concessions à leurs idées.

Le premier Parlement auquel incombait la tâche de l'organisation du pays s'était recruté en grande partie dans la haute bourgeoisie. Celle-ci avait trop souffert du clergé et de la noblesse pour vouloir en respecter les privilèges. Le Parlement devait donc adopter une constitution d'essence démocratique. Les vieux conservateurs piémontais y firent bien introduire quelques formules atténuantes; mais les formules d'une institution restent impuissantes quand elles ne sont pas conformes à l'esprit qui l'anime.

C'est ainsi que le roi devait en théorie choisir

librement ses ministres et nommer sans contrôle les sénateurs. Il demeurait, de cette façon, dans toutes les circonstances, l'arbitre de la situation.

Le premier roi d'Italie, en raison de la part importante qu'il avait prise à la révolution, garda sur le Parlement et sur l'opinion un prestige personnel qui lui permit de maintenir toutes les prérogatives royales et de faire, à l'occasion, prévaloir son autorité. Depuis lors, le fonctionnement des institutions démocratiques a fatalement tendu vers l'amoindrissement de cette suprématie de la couronne; rien n'a été changé en théorie, mais dans la pratique et grâce à la coutume devenue pour ainsi dire la règle, la désignation des ministres est la résultante presque mécanique du vote de la Chambre.

En Italie, comme en France, un ministère mis en minorité se retire, cédant la place aux représentants de la majorité. De cette façon, le ministère et la Chambre échappent au contrôle effectif de la Couronne.

Le Sénat aurait pu être un frein salutaire aux entraînements de la Chambre des députés et enrayer les concessions du ministère en faveur des partis avancés; mais pour écarter toute possibilité de conflit grave et assurer une prépondérance incontestable aux élus de la majorité populaire, on inventa « l'Infornata ».

Le nombre des sénateurs n'étant pas limité par la loi, lorsqu'un président du conseil prévoyait quelque résistance du Sénat, il soumettait à la signature du roi un décret nommant une « fournée » de vingt, trente, quarante nouveaux sénateurs, dont le vote, acquis d'avance, lui garantissait la majorité.

Ce procédé, qui déformait sensiblement les bases essentielles de la Constitution italienne, a été récemment imité avec succès en Angleterre par la Chambre des Communes, pour restreindre les prérogatives de la Chambre des Lords.

Le Sénat italien a fini par se révolter contre de pareilles atteintes à son prestige. Profitant du scandale provoqué par quelques nominations imprudentes, il a imposé aux candidats du gouvernement un ballottage qui n'est pas toujours une simple formalité.

Une Chambre haute conservant les traditions du passé, modérant la Chambre basse, représentante directe des tendances populaires et au-dessus d'elles une monarchie, dont le rôle consistait à maintenir un sage équilibre entre les tendances d'hier et celles d'aujourd'hui : telle était l'organisation prudente des premiers temps. La machine gouvernementale est sortie de cette voie et ne semble nullement prête à y rentrer.

Pour le moment, les modifications introduites

par l'usage dans la Constitution font de la Chambre des députés la véritable autorité de qui dépend le sort de l'Italie. C'est donc là que nous devons étudier les éléments qui déterminent l'orientation politique et sociale du gouvernement.

Cette assemblée se compose de 506 députés élus par le suffrage universel.

§ 2. — Système électoral. — Double chaîne de servilité.

L'adoption du suffrage universel pur et simple vient d'être voté par les deux Chambres.

Le nombre des électeurs sera porté de trois à neuf millions. La moitié au moins de ces électeurs, soit quatre millions et demi, seront analphabets.

En politique, du reste, les illettrés ne sont pas à dédaigner ; leur esprit est beaucoup plus malléable que ceux chez lesquels la lecture des journaux engendre un semblant d'opinion.

Les partis se disputent leurs faveurs, car ils sont facilement impressionnés par le verbiage des orateurs de carrefours.

Si la rhétorique ne suffit pas à les conquérir, leur pauvreté les rend accessibles à des arguments que la morale réprouve, que la loi devrait châtier, mais que le ministère, quel qu'il soit, ne constate jamais que chez ses adversaires.

De pareilles mœurs s'accompagnent d'une telle candeur que, récemment, le dispensateur des faveurs pécuniaires d'un candidat intentait un procès contre un électeur roué ayant touché deux fois la somme convenue et ne consentant à aucune restitution. On n'a fait que rire de cette édifiante constatation qui finit par se perdre dans la pénombre de quelque carton ministériel. Il s'agissait de quinze francs. Beaucoup de bruit pour rien, ont dit nos modernes Shakespeares.

A l'égard des électeurs lettrés et moins besogneux, la persuasion a d'autres arguments : croix, places, privilèges.

L'intérêt véritable du pays, le souci de la justice et de la vérité, tout disparaît devant la nécessité de s'assurer l'adhésion des masses. Or, la raison, le sens du possible, la notion saine du progrès évolutif qui constituent les premières qualités nécessaires aux gouvernements, sont celles qui plaisent le moins au peuple. Les promesses illusoires, les programmes pompeux l'impressionnent bien davantage; les engagements pris n'ont plus aucun rapport avec les possibilités de réalisation.

Le fonctionnement du parlementarisme en tous pays peut se représenter par une double chaîne de servilité unissant les chefs du pouvoir exécutif aux électeurs.

Président du Conseil et ministres détiennent, dans une large mesure, la richesse et les honneurs publics, trésors fort appréciés par la foule. Aussi, leurs antichambres ne désemplissent-elles guère de quémandeurs. L'obséquiosité de ces derniers n'a d'égale que la suffisance de ceux qu'ils sollicitent.

Mais la période des élections approche-t-elle, la platitude et l'arrogance changent de côté et la langue ne possède pas d'expressions suffisantes pour exprimer les flagorneries dont on encense la masse, souveraine éphémère mais redoutable.

Il est fort imprudent d'éveiller trop exclusivement chez un peuple les instincts de bien-être matériel sans leur donner le contrepoids d'un idéal plus élevé. Cet idéal existait avant la réalisation de l'unité italienne; rien ne le remplace aujourd'hui. Des préoccupations égoïstes nuisent trop souvent aux préoccupations d'ordre général.

La plupart des hommes politiques en ont conscience, mais qui donc aura le courage de dire la vérité au pays? ce serait s'exposer à une défaveur certaine. Il faudrait un héros... la politique n'en suscite guère.

Le public lui-même n'aurait aucune reconnaissance à qui tenterait de lui ouvrir les yeux. Au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, les politiciens de la rue rêvaient

tout haut d'agrandissements territoriaux invraisemblables. Le ministre des Affaires étrangères mit les choses au point dans un discours d'une remarquable clarté. Tout le monde, au fond, était de son avis; cependant, désapprouvé par tous, il risqua fort d'être renversé et les orateurs applaudis au Parlement et au dehors furent ceux qui préconisaient la guerre, dont personne ne voulait à ce moment.

Ainsi en est-il de la plupart des questions, quand elles doivent être traitées devant le peuple. L'opinion intime d'un politicien et son opinion publique diffèrent souvent.

En Italie, on écoute le grand orateur un peu comme un ténor d'opéra. La curiosité devient de l'émotion; la salle vibre, et quand l'artiste en verve descend de la tribune, ses collègues enthousiastes se précipitent vers lui, l'acclament, l'embrassent avec des effusions qui ne sont pas sans étonner le spectateur de sang-froid.

Ces démonstrations exagérées peuvent dissimuler d'habiles manœuvres. Il y a peu de temps, un des bons orateurs attaquait à fond la politique du gouvernement. Sa parole avait électrisé la Chambre. L'enthousiasme touchait au délire. C'était la chute du ministère, peut-être même, en raison de l'importance des questions traitées, des complications avec l'étranger. Une inspiration

spontanée du président du Conseil sauva la situation.

Il se précipita l'un des premiers dans les bras du triomphateur. Grâce à cette adroite accolade, une heureuse confusion s'établit dans l'opinion : l'orateur garda ses lauriers, et le ministre son pouvoir.

Ce stratagème ne pourrait être d'un emploi très fréquent. Aussi, pour parer au danger des interpellations et sauver les portefeuilles, un ministre a-t-il inventé un habile système.

La Constitution ne reconnaissait qu'au roi seul le bénéfice de l'irresponsabilité. Par un truc parlementaire, on l'a étendu, dans la plupart des cas, au gouvernement, dont le rôle devait être, au contraire, d'assumer le poids de toutes les responsabilités politiques.

Une question tant soit peu épineuse se présente-t-elle, on nomme, pour la résoudre, une commission parlementaire, voire extra-parlementaire. C'est sur elle qu'on fera dévier les foudres des mécontents, laissant les ministres jouir de leur sérénité olympique.

§ 3. — Les partis.

Deux partis s'étaient formés dans le Parlement cisalpin : la droite, respectueuse du passé, très

hésitante devant l'adoption des mesures révolutionnaires indispensables ; — la gauche, ne songeant qu'au but à atteindre, sans scrupules sur les moyens d'y parvenir.

L'Unité une fois réalisée, ces divisions n'avaient plus de raison d'être.

Dès 1876, six ans après la prise de Rome, Depretis le comprit et amena au gouvernement les hommes qui lui paraissaient indiqués, sans distinction de partis.

M. Giolitti est revenu à la même méthode qui a l'inconvénient de rendre incompréhensibles aux masses les tendances précises de chacun des élus. Les personnalités revêtent une importance supérieure à celle des programmes.

Tout homme politique ayant réussi à grouper autour de lui, par des promesses plus ou moins fondées, un certain nombre de députés, crée une petite chapelle où se pratique l'encensement mutuel. Ce sont des commandites d'ambitions, des associations d'instincts avides ; au vieux jeu de la lutte pour les idées, souvent est substitué le jeu de la lutte pour les portefeuilles.

Chacun de ces groupes se distingue par un titre pompeux; mais ceux qui représentent un principe essentiel peuvent se réduire à trois : le parti catholique, le parti avancé (socialistes, républicains, syndicalistes, étant plus ou moins rappro-

chés par les analogies de leurs programmes), et un parti qui s'intitule conservateur, animé par les tendances modérées d'un gouvernement prudent, ou de la raison.

Le socialisme, se modifiant, est devenu un parti constitutionnel ou, du moins, les hommes marquants de ce parti ont cessé d'invoquer la catastrophe pour remédier aux tristesses et aux injustices toujours trop nombreuses.

M. Ivanoe Bonomi, remarquable penseur, a publié dernièrement un ouvrage excellent : *Le nuove vie del Socialismo*, dans lequel il indique cette évolution et la justifie par d'irrécusables arguments. Il est vraiment dommage que les circonstances aient donné à un homme de cette valeur un entraînement qui lui laisse une phobie religieuse, goûtée peut-être il y a cinquante ans, mais un peu démodée de nos jours.

Nous trouvons donc, représentées par ces trois partis, les tendances que nous avons signalées comme fondamentales et déterminantes dans l'évolution des races : aspirations matérielles, sentimentales et rationnelles.

M. Sidney Sonnino, leader, à notre avis, du parti rationaliste, — et dont l'erreur consiste peut-être à vouloir tout baser sur la raison, sans tenir compte des autres facteurs, — étudiant l'influence probable du suffrage universel, estime qu'il sera favorable

au parti modéré, pourvu que celui-ci sache s'organiser sérieusement. M. Sonnino agit en bon chef qui ne veut pas décourager ses troupes. Quant à nous, le suffrage universel nous semble devoir assurer la victoire des partis extrêmes dont le programme mieux défini, les idées plus nettes, agiront toujours plus facilement sur l'imagination des masses. L'hérédité, l'éducation, le milieu détermineront chez beaucoup le ralliement à l'un ou l'autre de ces partis. Certains seront entraînés par leurs convictions religieuses, les vieilles traditions; d'autres se laisseront séduire par l'espérance de voir disparaître de la terre l'angoisse, la misère, la souffrance.

C'est toujours la rivalité entre l'idéal chrétien et celui de l'antique Rome. Ce sont les millénaires aspirations au bien-être matériel et à l'essor sentimental, infusées dans le sang de la race, qui se retrouvent en présence.

S'ils sont les forces de l'avenir, le catholicisme et le socialisme n'ont pas jusqu'ici tenu une grande place au Parlement. Les quelques socialistes qui en ont franchi le seuil ont vite constaté qu'entre la théorie et la pratique s'interposaient bien des obstacles. Les penseurs appartenant à ce groupe ont restreint de beaucoup les rêveries d'antan et limitent leur programme à des réformes sociales auxquelles nous serions heureux de souscrire presque complètement.

Quant aux catholiques, ils se sont volontairement éloignés, jusqu'aux tout derniers temps, de la vie politique du pays. Éclairés par l'expérience, ils semblent vouloir maintenant sortir de leur abstention et se mêler aux luttes électorales, d'une façon d'ailleurs circonspecte. Leur intervention se limite à appuyer les candidats garantissant un minimum de revendications sociales ou religieuses qu'ils jugent indispensables à la liberté de leur foi et à la grandeur du pays, foi et patriotisme étant, à leur avis, solidaires l'un de l'autre.

Un parti officiellement catholique est impossible en Italie, parce que ses actes engageraient le Saint-Siège dont les intérêts sont nécessairement internationaux, tandis qu'un parti politique ne peut être qu'italien.

CHAPITRE III

LA FAMILLE

§ 1. — Perpétuité des coutumes familiales.

Dans l'antique Rome, l'état social avait pour base une forte discipline familiale sous l'autorité absolue du père.

Le christianisme vint humaniser cette autorité en y faisant participer plus largement la mère, et fortifia cet être vivant qu'est la famille, en imposant l'indissolubilité du mariage.

Probablement, c'est grâce à cette institution, tant respectée par toute la race, que l'Italie a pu traverser les époques si troublées de son histoire, en gardant sa physionomie typique.

Il faut une longue hérédité pour modifier les couches profondes d'un peuple. On ne renouvelle pas sa mentalité par une simple affirmation théorique, ni même par une loi.

Hier encore, la masse des pères de famille con-

servait son pouvoir traditionnel, surtout dans les campagnes.

C'est, même à l'heure actuelle, un spectacle touchant de voir dans les métairies de Toscane deux ou trois générations travaillant, sous la direction du grand-père, à la besogne commune : hommes, femmes enfants et petits-enfants sont soumis à l'autorité du vieillard. A ces foyers se maintient l'ancien esprit de la famille romaine.

Dans l'Italie méridionale, les formes changent, deviennent plus rudes, mais le fond reste le même.

M. d'Annunzio, que nous aimons à citer, parce qu'il a su saisir d'un coup d'œil génial les caractéristiques de ses compatriotes, nous en donne un exemple frappant dans *la Fiaccola sotto il Moggio.*

Le vieux père, soupçonnant une velléité de révolte chez son fils, lui rappelle qu'il est sa propriété, sa chose; qu'il aurait le droit de le tuer, de le torturer. Et l'enfant s'incline sans discuter devant cette affirmation tyrannique.

Le respect de l'autorité étant fort opposé aux tendances actuelles, l'élite italienne du *Risorgimento* voulut restreindre le pouvoir du chef de famille.

Pareille réaction était en certain cas justifiée, car l'exagération de cette autorité peut retarder l'essor de la vie nationale.

D'un autre côté, accorder trop de liberté à la jeunesse, enlève à un pays beaucoup de cette stabilité indispensable à l'ordre d'une société.

Un meilleur résultat serait obtenu en rétablissant en cette question aussi, un juste équilibre.

§ 2. — Le divorce en Italie.

Ce serait, en tout cas, folie de vouloir heurter brusquement des sentiments aussi invétérés que le respect de l'autorité paternelle et l'esprit de famille. Le peuple ne le supporterait pas. On en a fait l'expérience, lors des essais tentés pour acclimater en Italie la législation sur le divorce.

Il y a quelques années, en effet, certains brouillons parlementaires, cherchant toujours à l'étranger des exemples et des inspirations, voulurent introduire cette innovation dans le code italien. L'opinion se souleva contre eux. Aux élections suivantes, les candidats n'eurent pour triompher qu'à s'affirmer adversaires du divorce.

Le peuple d'Italie sent d'instinct le danger qu'il y aurait à ébranler la famille dans un pays où l'amour, sous l'influence du climat, est formé d'une très grande part de sensualité.

Nous assistions un jour, en compagnie de M. le marquis Vitelleschi, éminent sénateur italien, à la sortie des écoles, à Eaton, en Angleterre. Une

camaraderie sans arrière-pensée régnait entre la jeunesse scolaire des deux sexes. Pensif, le sénateur poussa alors cette exclamation : « En Italie, dans neuf mois, nous en verrions de belles !... »

Chez nos compatriotes, l'âge ou les grandeurs refroidissent rarement les feux indiscrets. Victor-Emmanuel, le premier roi d'Italie, fut célèbre par ses aventures galantes. Devant la loi, le seul fils légitime de Garibaldi aurait été un enfant né d'une femme que le général n'avait jamais approchée[1]. La descendance de Mazzini n'est pas non plus régulière.

Du haut en bas de l'échelle sociale et dans tous les partis, nombreux sont ceux qui suivent sur ce chapitre l'exemple des fondateurs de la Patrie.

Une protection de la femme et de la famille, un frein mis aux caprices éphémères de l'homme et à ses abandons est donc plus nécessaire en Italie que chez beaucoup d'autres peuples.

Malgré cela, nos législateurs n'ont pas renoncé à imposer à la nation une loi qui cadre si mal avec son tempérament. Entraînés par le besoin de surenchère politique, ils semblent vouloir revenir à cette fatale institution du divorce. Ils l'introduiront peut-être en Italie, à l'heure même où les États-

1. Au moment où le général venait d'épouser la comtesse Raymondi, il apprit qu'elle était enceinte des suites d'une liaison précédente et la quitta sans retour.

Unis et l'Angleterre, chez lesquels cependant ses inconvénients sont moindres, font des efforts, chaque jour plus énergiques, pour en restreindre la portée.

Dans l'Italie catholique, cette loi aura une conséquence morale particulière : entraînés par l'élan de la passion, des couples profiteront peut-être des facilités légales pour se séparer et contracter de nouvelles unions. Plus tard, refroidis par l'âge et l'expérience, ils reviendront à des scrupules religieux auxquels il leur sera impossible de donner satisfaction. Un douloureux drame de conscience en résultera donc pour eux jusqu'à la tombe.

Ainsi recommencera, aggravé, le conflit entre le mariage civil et le mariage religieux qui a déjà causé en Italie de grandes souffrances intimes. L'Église les a atténuées en conseillant aux prêtres de ne bénir que les mariages sanctionnés par les autorités civiles. Mais on ne voit pas à quelles mesures de conciliation elle pourrait souscrire, quand il s'agira d'un dogme essentiel, comme l'indissolubilité du mariage.

La famille ne peut, de toutes façons, que sortir affaiblie de la législation sur le divorce et l'affaiblissement de la famille, c'est, pour la société, une recrudescence du désordre et de l'anarchie.

CHAPITRE IV

L'ÉDUCATION DE LA JEUNESSE

---

§ 1. — Le personnel enseignant.

La question de l'école élémentaire est pour l'Italie d'une importance capitale. En la traitant, nous ne nous plaçons pas au point de vue de l'instruction ; ce serait rabaisser un pareil terme que de l'appliquer aux rudimentaires notions de lecture, d'écriture et d'arithmétique qui doivent rester le programme fondamental de l'école primaire. La tâche essentielle de celle-ci est l'éducation.

Nous entendons par éducation la formation physique et morale de la jeunesse, dans le but de constituer une Italie puissante, unie, capable de résister à tous les éléments dissolvants qui la peuvent menacer au dedans ou limiter au dehors. S'inspirant de la devise antique : « *Mens sana in corpore sano* », cette œuvre doit tendre, elle doit aboutir à former de jeunes hommes robustes et a créer en eux des réflexes de droiture, d'énergie,

de loyalisme, de patriotisme tellement puissants qu'ils soient toujours prêts à sacrifier leur vie au service de leur idéal.

La première difficulté qui se présente à ce sujet, c'est le choix du personnel auquel sera confiée une telle mission.

Les ecclésiastiques qui, jusqu'à l'unification, furent presque les seuls dispensateurs de l'éducation élémentaire en Italie, n'ont plus semblé à tous, remplir complètement les conditions voulues pour être l'objet de ce choix.

On a trouvé que l'entraînement pourrait les pousser à donner trop d'ampleur à leur spécialité religieuse aux dépens des autres éléments de l'éducation. De plus, toujours en raison de leur formation mentale, ils pourraient être un peu disposés à dogmatiser, même sur les sujets qui ne le comportent pas.

Enfin l'opposition entre les déclarations politiques de la papauté et les conditions nationales actuelles de l'Italie mettent le clergé dans une position embarrassante.

Le fait est qu'on a cherché des ouvriers nouveaux afin de procéder à une œuvre nouvelle.

Les essais tentés pour résoudre pareil problème se sont ressentis de l'influence moderne qui domine le troisième âge, celui de la connaissance, dans lequel la raison affirme son ambition de suffire à tout.

Cette regrettable erreur philosophique domine d'une néfaste influence l'éducation de la jeunesse italienne.

§ 2. — L'erreur universitaire.

Confondant l'éducation, qui doit représenter le but essentiel de l'école primaire, avec l'instruction, qui ne peut être donnée utilement que plus tard et à un petit nombre d'individus, on a voulu former un corps d'instituteurs rattachés au monde universitaire et l'on a confié la sélection et la direction de ces agents au ministère de l'Instruction publique. C'est, à nos yeux, une double faute.

A notre époque où chacun fuit le poids des responsabilités, ce ministère s'en est remis pour le choix des maîtres d'école à des concours traitant de toutes les questions, sauf des qualités essentielles qu'exigerait une telle mission, d'une délicatesse et d'un intérêt suprêmes.

Les instituteurs, recrutés de la sorte, ne représentent certainement pas une élite dans le monde de la pensée et de la culture. Néanmoins cette apparente sélection leur donne des prétentions auxquelles ne répondent pas les réalités modestes de leur situation. Aussi, la plupart d'entre eux deviennent-ils des insatisfaits révoltés contre la société marâtre qui, croient-ils, méconnaît leur

valeur. D'autre part, le petit bagage de connaissances qu'ils ont acquis et la facilité relative de parole que développe la pratique professionnelle, confèrent à ces esprits médiocres quelque ascendant sur l'âme simple du peuple, tandis que leur jeunesse les laisse dépourvus de la patience nécessaire au rôle pédagogique. Ils sont trop souvent portés à négliger celui-ci pour mésuser de l'influence qu'ils exercent autour d'eux et incapables de faire utilement leur classe, s'occupent de rénover la société.

Les enseignements de l'histoire seraient dépourvus de toute signification si un personnel ainsi recruté et animé d'un tel esprit parvenait à développer l'énergie d'un peuple. Il ne peut, dans sa demi-science, qu'initier à de vains ergotages. Révolté lui-même, il ne saurait inculquer aux caractères la rigoureuse discipline que nous jugeons indispensable.

Dans un pays qui aspire à la force, qui ne veut pas se laisser étouffer par ses voisins, l'individu doit être soumis dès l'enfance à une discipline d'énergie physique et morale. Seule, elle peut le pétrir d'instincts courageux ; seule, elle peut refréner ses égoïsmes en lui infusant la grande loi : *Salus Reipublicæ suprema lex esto.* Seule, elle peut commencer l'éducation virile qu'achèvera l'armée.

§ 3. — Professeurs d'énergie.

Si les instituteurs laïcs et congréganistes ne suffisant pas à eux seuls à donner l'entraînement complet qui paraît nécessaire pour l'enfance, à qui donc doit-on recourir?

Nous avons réponse à l'objection, sans nous dissimuler qu'elle provoquera de prime abord quelque surprise, peut-être quelque protestation. Nous ne la livrons pas moins à la réflexion des esprits sincères.

La qualité la plus nécessaire, croyons-nous, à cette catégorie de citoyens qui, par la direction de l'enfance, peut influer si puissamment sur l'avenir du pays, c'est l'énergie alliée à l'esprit de discipline.

Or, il existe en Italie des hommes qui, pendant toute leur existence, ont donné des preuves continues d'énergie disciplinée. On ne saurait trouver meilleure garantie en la matière, car, ainsi que nous le montrerons plus loin, pour bien enseigner un art, un métier, une science, il faut avoir vécu dans l'exercice de ce métier, de cet art ou de cette science.

Les professeurs de simple énergie, pouvant devenir d'excellents maîtres d'école, que nous proposons, ce seraient les sous-officiers de notre

marine, de la gendarmerie, de nos corps d'élite. Ils ont, ancré dans le cœur, le culte de la Patrie.

On choisirait parmi eux des hommes mariés, ayant donné d'indiscutables preuves de la dignité de leur vie et possédant largement les notions primaires qu'ils auraient à enseigner.

Ces braves gens seraient heureux de l'amélioration de situation qui accompagnerait leur changement de fonctions. Les populations auraient certainement plus d'estime et de respect pour ces hommes d'expérience, ayant passé plusieurs années au service du pays, que pour des jeunes gens qui leur arrivent infatués de la supériorité qu'ils s'attribuent.

Encore une fois, nous prévoyons les railleries faciles qui accueilleront, dans un certain clan, l'idée que nous émettons avec le plus grand souci des intérêts supérieurs de notre cher pays. S'il faut le dire, nous comptons même sur les hostilités qu'elle rencontrera pour l'aider à faire son chemin.

Jusqu'à l'âge de douze ans, la jeunesse serait soumise à ces maîtres d'énergie. Mais l'énergie n'est qu'un moyen, non pas un but. Il faut la compléter par une morale et une instruction apprenant à l'utiliser noblement.

En ce qui concerne l'enseignement de la morale, le doute à propos du choix des éducateurs ne saurait être possible en Italie. Sur trente-cinq millions

d'Italiens, on trouverait à peine soixante ou quatre-vingt mille individus appartenant à d'autres cultes que le catholicisme ; l'enseignement de ce dernier revient donc bien évidemment au clergé.

La morale chrétienne, d'où procède la civilisation européenne et ses dérivées, ne peut être mise en comparaison avec aucune autre de celles qui comptent le plus grand nombre d'adhérents. Dans le brahmanisme et le bouddhisme, la survivance des castes place à elle seule ces religions, fort répandues, en un état d'infériorité indiscutable au point de vue social.

Quant à l'islamisme, qu'il nous suffise de mettre sous les yeux du lecteur un court passage de l'*Il Mihal,* sorte de catéchisme musulman, qu'on enseigne actuellement aux enfants turcs de Constantinople et que le respect des convenances nous oblige à citer en latin. Il montrera la distance qui nous sépare de la morale musulmane dans l'appréciation de l'innocence et de la pudeur de l'enfance.

Il y est question des ablutions rituelles.

« Haec ablutio pro masculis necessaria est quum, sive in eorum bracis, sive in eorum indusio semen invenitur; sive quod cum concupiscentia et desiderio a loco suo revellatur et ab instrumento virilitatis egressum sit; sive quod partem, in qua fit circumcisio, in locum concupiscentiæ et delectationis alterius hominis aliquis intrare fecerit... »

Pour ce qui est des philosophes ils n'ont qu'à s'incliner jusqu'au jour où tous se seront mis d'accord sur une base incontestée de morale indépendante.

Étudions maintenant ce qui concerne l'instruction :

Arrivé à douze ans et stimulé par des jeux appropriés, l'enfant devrait savoir lire, écrire, compter et avoir développé dans une juste mesure l'esprit d'énergie et de discipline.

A ce moment commencerait pour lui l'entraînement spécial du métier ou de la carrière future, tout en continuant à perfectionner, dans la soirée et le dimanche, sa culture physique, morale et intellectuelle.

Des écoles techniques, différant suivant les régions, adaptées au milieu agricole, commercial, industriel, dans lequel l'écolier serait appelé à grandir, devraient être mises à sa portée et multipliées. L'enseignement y serait donné par des spécialistes.

Peut-être aussi pourrait-on reprendre le système de l'apprentissage en le garantissant contre tous les abus possibles.

Ainsi se formeraient en Italie des générations de jeunes gens d'une moralité singulièrement plus haute et d'une énergie mieux préparée pour le service de la Patrie que celles de l'école actuelle où pareil idéal n'est pas toujours suffisamment inculqué.

§ 4. — Bienfaits et méfaits des spécialistes.

Nons parlions à l'instant des spécialistes. Pour bien comprendre leur importance en matière d'éducation, il convient d'examiner quels en sont les avantages et les inconvénients.

Une affirmation trop évidente, c'est que tout progrès s'obtient par les spécialistes.

Le vieil adage des Scolastiques, *pluribus intentus, minor est ad singula sensus*, l'a dit depuis longtemps.

Dans la vie courante nous mettons tous ce principe en pratique et s'adresser à d'autres qu'aux spécialistes dans nos moindres nécessités nous semblerait fort imprudent.

A plus forte raison, est-ce eux et eux seuls qu'il convient de choisir, quand on recherche des maîtres. Quelle que soit la branche de l'activité humaine à enseigner, le point essentiel est de bien la connaître.

L'aberration rationaliste que subit l'Italie lui cache actuellement cette vérité aveuglante. Pour réagir contre les systèmes d'éducation de l'ancien régime où la préoccupation religieuse et morale absorbait une place peut-être exagérée, les législateurs s'efforcèrent de supprimer cet enseignement, ne réservant leurs soins qu'à la soi-disant culture

intellectuelle et négligeant de développer le sentiment moral et l'énergie disciplinée du corps.

Les résultats de cette éducation se font déjà sentir à tel point qu'un mouvement en faveur de la culture physique dans les écoles est né spontanément et s'accentue chaque jour.

Espérons que la nécessité du développement moral, mise en évidence par toutes les leçons de l'histoire et de la psychologie, s'imposera bientôt également à la préoccupation des hommes éclairés de la péninsule.

Le sentiment ne se modifie qu'avec une extrême lenteur. L'Italie, malgré son évolution et son allure rationaliste, demeure imprégnée de croyances séculaires. Elle est donc par excellence la terre des manifestations religieuses et sentimentales.

Il faudra par conséquent revenir au catholicisme pour baser l'enseignement moral de la jeunesse en Italie.

Nous avons montré la nécessité des spécialistes. N'oublions pas toutefois qu'une fatale tendance les pousse fréquemment à envahir les consciences au delà des limites convenables. Il ne saurait en être autrement. Nos facultés intellectuelles et morales sont soumises à des lois analogues à celles qui gouvernent le jeu de nos muscles. Un exercice continu des haltères amène un développement

exagéré du biceps. Il en arrivera ainsi pour chaque partie du corps. C'est pourquoi Socrate, ambitionnant une heureuse harmonie de tous ses membres, aurait voulu être danseur, parce que cette gymnastique implique un accord précis du corps entier.

Au moral la loi est la même. Lorsque, pendant un certain temps, l'esprit a contracté l'habitude de penser de telle ou telle façon, il lui devient impossible par la suite de s'orienter vers une autre pente d'idées. Le matérialiste, le spiritualiste et le rationaliste parlent des langages plus différents que ne le seraient entre eux les plus disparates des idiomes connus, avec cette aggravante que chacun de ces êtres finit après un certain temps par devenir incapable d'apprendre une autre langue.

Le juste enseignement consisterait à plier la jeunesse à ces trois disciplines par le moyen d'initiateurs spécialisés, mais en même temps maintenus dans des limites nettement marquées.

CHAPITRE V

LES JEUX

§ 1. — Importance des jeux.

Les jeux ou, suivant un terme plus moderne, les sports, sont un complément indispensable de l'éducation virile. Ce complément est loin d'avoir acquis en Italie le développement nécessaire.

Jadis, les conditions même de la vie, le milieu dans lequel évoluait l'homme suffisaient à développer son adresse, sa force et son courage.

Il en est presque de même encore dans certaines contrées de l'Italie, par exemple dans les régions montagneuses où les jeunes pâtres vivent sous un climat rude, entourés de dangers. Mais pour la plus grande partie du pays, au contraire, la douceur de la température, l'absence de péril déshabitueraient facilement l'homme de tout geste un peu violent et le feraient s'alanguir dans la nonchalance. Les jeux doivent réagir contre cette tendance.

14.

L'éducation romaine leur avait assigné dans ce but une place spéciale et la tradition en maintint quelques-uns à travers les transformations de la vie italienne. Comme tout le reste, dans la grande péninsule, ils connurent une période de stagnation trois fois séculaire et qui se prolongea jusqu'au changement radical amené par l'unification.

Il y a cinquante ans, on voyait encore les élèves des collèges les plus réputés défiler gravement deux par deux dans les rues, portant le sévère habit noir et le chapeau haut de forme. Durant leurs récréations ils étaient tenus à un maintien plein de réserve. Quand on toléra chez les écoliers les jeux de barres et de ballon, ce fut une révolution.

Il n'en était pas ainsi, cependant, pour le peuple chez qui se perpétuaient des vestiges des anciens jeux romains. Ainsi avait été conservé notamment le jeu de discobole, qu'un caprice de la mode a remis en honneur ces dernières années, mais qui n'avait jamais cessé de menacer les jambes des passants dans les faubourgs de Rome et des villes italiennes. Les masses populaires s'adonnaient aussi à un certain nombre de jeux parmi lesquels une mention particulière revient au *Pallamaglio trucco*, qui donna le nom de Pale-Male à une rue du quartier élégant de Londres, à l'époque où la pensée italienne contribuait à former le grand philosophe Bacon.

Mais ces jeux ne sauraient exercer une influence utile au point de vue éducatif et social, car ils ont pour caractéristique l'individualisme du joueur.

§ 2. — Portée sociale des jeux.

Comme partout, on pratique en Italie, dans une certaine mesure, le yachting, les courses de chevaux, les chasses à courre, l'automobilisme, l'escrime; mais les classes moins riches ne prennent guère part à ces exercices. Les courses pédestres, le cyclisme, la natation, le foot-ball, le canotage, commencent à exercer leur attrait sur elles.

Ce sont là, certes, d'excellents sports qui développent l'adresse et le courage. Il ont aussi l'avantage de rapprocher les différentes couches sociales et, en les amenant à se connaître, de les disposer à s'estimer et à s'entendre. C'est même à cet effet de concorde qu'il faut attribuer l'hostilité manifestée contre eux par les partis subversifs fondant leurs espérances sur la haine des classes.

Il est à regretter, au contraire, que la population entière ne s'y livre pas, et aussi que presque tous les jeux gardent le caractère individualiste déjà signalé et qui semble commun aux peuples atins.

M. Izoulet fait remarquer avec justesse, dans un de ses ouvrages, à propos d'un match de foot-

ball, la différence de mentalité entre joueurs français et anglais. Chaque joueur anglais luttait pour l'équipe, pour la victoire collective; chaque joueur français tendait son effort à se mettre personnellement en valeur.

La solidarité des joueurs anglais se manifeste mieux encore dans le jeu de cricket fait, semble-t-il, pour développer toutes les qualités du citoyen modèle : résistance à la douleur, discipline, patience. On peut se demander si ce jeu, commençant l'entraînement de l'enfant et le continuant à travers toute sa vie, n'est pas un des facteurs principaux du caractère britannique.

Nous ne trouvons malheureusement rien d'analogue en Italie.

§ 3. — Quelques idées.

Il suffirait cependant de puiser dans ses propres traditions pour la doter d'un jeu utile, l'ancien jeu florentin du *Calcio*, par exemple, déjà cité comme vieux au XV[e] siècle et qui est un ancêtre du foot-ball. On pourrait en augmenter l'utilité pour combattre l'analphabétisme en stipulant que chaque joueur, à son tour, marquerait sur une ardoise les points gagnés et les particularités de la lutte; enfin en organisant dans les communes des concours pourvus de récompenses.

Rien ne serait plus facile que d'arriver rapidement à une organisation complète de jeux de cette nature, avec les instituteurs anciens sous-officiers dont nous avons parlé. Ceux-ci, dressés en quelques mois dans les casernes, deviendraient pour les populations des instructeurs incomparables.

Sur le littoral très étendu de l'Italie, la population côtière trouve dans les travaux et les jeux maritimes un entraînement précieux. Il convient de le stimuler en encourageant les régates à voile ou à rame et les jeux nautiques auxquels les jeunes gens se livrent déjà avec succès.

Les courses de chevaux prennent depuis quelque temps un développement normal. Elles ont besoin de prix encourageant les éleveurs aux gros sacrifices nécessaires pour améliorer la race chevaline, dans l'intérêt de l'armée, du travail et de l'agriculture.

La chasse à courre importée d'Angleterre au siècle dernier, acquiert en Italie des partisans de plus en plus nombreux. Sa faveur à Rome s'explique surtout par le terrain particulièrement propice que lui fournissent les environs. La campagne romaine paraît uniformément plate mais on constate, en la parcourant à cheval, qn'elle est fort accidentée et entrecoupée d'obstacles offrant au cavalier maintes occasions de déployer son énergie. A chaque saison des accidents assez graves

prouvent que cet exercice a ses périls comme ses attraits. Ne songeons pas à les déplorer, car ils sont une des rançons du perfectionnement physique et moral nécessaire à un peuple.

Nous voyons avec satisfaction les jeunes officiers de cavalerie prendre une part de plus en plus active et brillante à ces fêtes du sport qui sont aussi celles de l'adresse et du courage.

CHAPITRE VI

ARMÉE — MARINE

Avec l'Armée et la Marine, nous touchons à la dernière étape de l'entraînement patriotique qui doit faire un peuple fort.

L'Italie peut être fière des résultats obtenus sous ce rapport, surtout si l'on tient compte des obstacles multiples qui contrariaient sa tâche; les principaux étaient l'inexistence du sentiment militaire chez une bonne partie de la population italienne et la limitation d'un budget étroit, forcé de parer simultanément à toutes les exigences d'un État en formation.

Au moment de la prise de Rome, lorsque l'Italie venant de se constituer, M. Thiers demanda à Victor-Emmanuel son concours contre l'invasion prussienne, le roi, dont les sentiments personnels étaient très affectueux pour la France, aurait volontiers accédé à cette demande, mais l'armée italienne ne comptait alors que 100.000 hommes,

dont l'intervention n'aurait pu changer les destins d'une nation amie. Aujourd'hui, l'Italie dispose d'une force de plus d'un million d'hommes de l'armée permanente et de près de 3.500.000 hommes en y comprenant la milice territoriale. Ces chiffres indiquent l'importance de l'œuvre accomplie en quarante ans.

Tout Italien valide est engagé, à vingt ans, pour trois années de service actif et passe ensuite dans la réserve.

L'Italien fait, en général, un soldat excellent : sobre, agile, intelligent, disciplinable. Cette dernière qualité aide merveilleusement à l'action morale que le service militaire doit exercer sur les jeunes hommes. Lors de la dernière éruption du Vésuve, tandis que la masse du peuple, affolée, se livrait à toutes les manifestations bruyantes du désespoir, les troupes, composées cependant de ce peuple même, montrèrent un calme et un courage admirables en face du cataclysme qu'on les avait appelées à combattre.

L'ivresse est à peu près inconnue dans l'armée. C'est là un beau témoignage que la plupart des armées peuvent envier.

Les officiers, non seulement font preuve de toutes les qualités militaires, mais encore se dévouent à l'éducation de leurs hommes avec une passion sincère.

A ce point de vue, nous ne saurions trop louer l'admission dans les concours hippiques de soldats choisis, concourant avec leurs officiers à des exercices qui établissent entre eux une fraternité militaire remplie d'avantages.

§ 1. — Entraînement militaire.

Nous approuvons pleinement aussi les cours pratiques d'agriculture que l'on commence à organiser auprès d'un certain nombre de casernes.

Le gouvernement montre un souci réel d'assurer dans de bonnes conditions l'éducation militaire. Malheureusement ses efforts sont trop souvent paralysés par l'appréhension de la démagogie parlementaire.

Il serait désirable que tout ce qui concerne l'armée soit soustrait à cette influence. Cependant on ne saurait sans injustice méconnaître que le Parlement est animé lui-même de sentiments louables à l'égard de la formation militaire de la nation. En général, il ne marchande pas les crédits qui lui sont demandés dans ce but.

Ces crédits, qui s'élèvent pour le département de la guerre à 364 millions, et pour celui de la marine à 186, constituent une part importante du budget. Ils sont, du reste, trop faibles et ne permettent pas de pousser avec autant de rapidité

qu'il le faudrait l'organisation complète de la défense des frontières et du littoral.

L'entraînement militaire du pays a subi un véritable désastre à la suite de la défaite d'Adoua, non pas que l'échec essuyé fût par lui-même très considérable, mais il eut une répercussion démoralisatrice.

Les troupes de l'Érythrée s'étaient vite ressaisies. Le général Baldissera, qui avait succédé dans le commandement au malheureux Baratieri, télégraphiait au gouvernement, quelques jours à peine après le combat, demandant l'autorisation d'attaquer l'ennemi qu'avait épuisé sa propre victoire et répondant du succès.

Le ministère, retenu par des considérations politiques, refusa d'écouter son avis.

S'il avait été suivi, l'Italie serait très probablement devenue maîtresse de l'Abyssinie. Pouvant alors organiser cette race éminemment guerrière, elle aurait été l'arbitre d'une vaste région de l'Est africain.

Mais à ce moment, l'Italie exploitée par certains politiciens dévorés d'ambition et soucieux avant tout de se mettre en évidence, n'eut pas l'attitude désirable. Les parlementaires ne virent dans ces événements qu'une occasion de renverser le ministère et de capter quelques portefeuilles. Crispi dut se retirer du pouvoir.

Il succomba d'ailleurs sous une manœuvre semblable à celle dont il avait usé pour le conquérir : sous son prédécesseur, trois compagnies, surprises à Dogali, ayant subi des pertes, Crispi en avait profité pour faire éclater une crise de cabinet. Mais le fait n'eut pas alors d'autres conséquences, tandis que la défaite d'Adoua démoralisa le pays et entraîna un retard néfaste dans la préparation matérielle et morale de la nation à la guerre. Or, cette préparation est indispensable à tout peuple qui veut vivre.

L'armée n'est aguerrie que si elle s'exerce; sinon, comme tout organe inutilisé, elle s'atrophie. L'Abyssinie aurait pu et dû lui être, par la continuation de l'effort tenté, un excellent terrain d'entraînement, comme a été l'Algérie pour les troupes françaises.

Nous n'insisterons pas sur l'organisation technique de l'armée. On s'accorde, en général, à louer le régime militaire institué de toutes pièces dans l'Italie unifiée. Mais ce côté de la question nous préoccupe moins que l'adaptation morale de la nation à l'esprit militaire, sans lequel il ne saurait y avoir pour elle ni sécurité dans le présent, ni grandeur dans l'avenir.

§ 2. — Méthode d'équitation de la cavalerie italienne.

La cavalerie italienne s'est améliorée en profitant de l'expérience des grandes armées voisines.

Elle a, en outre, depuis vingt ans, travaillé à la constitution d'une méthode d'équitation qui se différencie assez sensiblement des autres méthodes pour qu'il soit utile d'en dire quelques mots.

Jusqu'aux environs de 1890, rien ou presque rien n'avait été modifié dans les systèmes en honneur dans l'armée piémontaise. Les exercices n'avaient d'autre but que la régularité des parades, la précision des quadrilles de carrousel. Le travail en pleine campagne était complètement négligé. La fondation d'une école de cavalerie à Rome, due à l'initiative du marquis de Roccagiovine, et la nécessité pour les jeunes officiers de suivre les chasses à courre, assez dures dans cette région, fit sentir l'utilité de quelques innovations.

Peu après, un homme remarquablement doué à ce point de vue, le capitaine Caprilli, ayant étudié les méthodes pratiquées en France et en Belgique, entreprit un travail d'adaptation aux conditions locales et établit des principes, tant pour la position du cavalier que pour la direction du cheval, spécialement en vue de l'obstacle. On peut discuter ces théories, mais leurs résultats sont intéressants.

D'accord avec le comte de Gontaut-Biron et le docteur Gustave Le Bon, il établissait comme principe fondamental la nécessité de ne pas déranger

le cheval avant, pendant et après l'obstacle. Mais pour arriver à ce résultat, il préconisait deux moyens qui lui sont, que nous sachions, absolument personnels.

Afin d'alléger les reins du cheval dans l'effort de l'obstacle, il exigeait du cavalier une position approchant de celle dite à l'américaine qui, portant le corps très en avant, permet d'éviter tous les contrecoups sur les reins du cheval. D'autre part, pour laisser la tête libre et permettre au cou de l'animal de balancer, ce qui lui rend l'équilibre, au lieu de laisser glisser les rênes à travers les doigts, il voulait que le corps entier s'inclinât en avant tant qu'il est nécessaire pour ne pas gêner la bouche de la monture.

Grâce à ce système le cavalier reste toujours dans les conditions voulues pour être prêt à parer à toutes les surprises possibles.

On peut discuter à perte de vue ces subtilités techniques : mais qui a étudié nos jeunes officiers aux prises avec la réalité, est fort inclin à admirer la méthode qu'ils ont adoptée.

Une critique que l'on pourrait faire de l'entraînement actuel, c'est qu'il porte à négliger peut-être un peu trop la place d'armes et la haute école, pourtant si nécessaires à une cavalerie bien ordonnée.

Mais qui peut le plus peut le moins, et les offi-

ciers de la cavalerie italienne combleront aisément cette lacune momentanée.

§ 3. — La marine.

On peut dire que le jeune royaume d'Italie a débuté presque sans marine. Ce que le désastre de Lissa avait laissé subsister des anciennes marines piémontaise et napolitaine présentait bien peu de valeur.

C'est de 1873 que date l'effort de l'Italie pour se constituer une puissance maritime digne de son rang et répondant à sa situation dans la Méditerranée et sur l'Adriatique.

Elle fut une des premières à entrer dans la voie des grands tonnages.

L'insuffisance de ses budgets devant les immenses et multiples besoins d'un pays en train de se constituer, empêcha les réformateurs ou plutôt les créateurs de la flotte italienne d'aller aussi vite et aussi loin qu'ils l'auraient voulu. Néanmoins, le gouvernement sut demander, et le Parlement accorder des fonds importants qui furent bien utilisés.

Si l'effet démoralisateur de la défaite d'Adoua produisit un ralentissement dans le bel effort soutenu depuis le commencement de l'institution de la marine italienne, cet effort fut heureusement

repris après quelques années. Le lancement de l'éclaireur rapide *Quarto* est la plus récente manifestation de l'activité vigoureuse avec laquelle on travaille à réaliser le programme naval de 1908, dans les quatre arsenaux de Spezia, Castellamare, Venise et Tarente. Ce programme ajoute aux unités déjà existantes : quatre cuirassés du plus puissant modèle, type dreadnought ; trois éclaireurs rapides, douze destroyers, trente torpilleurs, une douzaine de submersibles. Il contribue à assurer à l'Italie un rôle convenable dans la Méditerranée et une force redoutable du côté de l'Adriatique dont elle se préoccupe de plus en plus.

L'importance des constructions doit se compléter, comme le faisait justement observer l'amiral Bettolo, par l'éducation et l'entraînement des équipages. Le littoral très étendu de l'Italie fournit au recrutement maritime des éléments assez nombreux, mais inégaux de valeur. C'est la tâche de la discipline et de l'éducation de les harmoniser.

Aux officiers sortis de l'Académie navale de Livourne, nous pouvons rendre le même témoignage qu'à ceux de l'armée de terre. Ils se montrent à la hauteur de leur mission par les capacités professionnelles et par le dévouement qu'ils y apportent.

En un mot, des efforts considérables et assez heureux sont accomplis pour développer la force maritime.

Mais il faut à l'Italie plus d'efforts encore et plus de résultats, pour se maintenir au niveau sans cesse progressant des autres marines.

Elle doit pouvoir continuer, non seulement à défendre ses droits stricts, mais à soutenir ses légitimes ambitions. Il n'existe pas, du reste, à notre époque, de démarcation bien définie entre les uns et les autres.

Les inévitables exigences de cette race prolifique et le protectionnisme de la main-d'œuvre, réclamé contre les ouvriers italiens dans les pays où ils sont obligés d'aller travailler, imposent à l'Italie la nécessité de s'assurer une expansion croissante.

Elle ne pourra y parvenir qu'en fortifiant dans des proportions importantes, et au prix des sacrifices indispensables, son armée et sa marine, en même temps que l'énergie nationale dont ces dernières sont les instruments et les résultantes.

§ 4. — L'occupation en Tripolitaine s'imposait.

Indiquons d'abord pourquoi cette occupation s'imposait à l'Italie comme une nécessité vitale.

Puissance méditerranéenne de par sa position géographique, qui lui donne sur la Méditerranée 6.000 kilomètres de côtes, alors que la France n'en possède que 600, elle courait le danger d'y devenir étrangère. Sa marine de guerre et de com-

merce, non encore suffisamment développées, avaient besoin de ports rapprochés pour s'entraîner en vue de missions plus lointaines.

Ses populations méridionales devaient trouver en Tripolitaine des cultures et un climat familiers sans être obligées d'aller mendier un pain plus riche, mais aussi plus amer, en des pays qui les tolèrent aujourd'hui et peuvent demain les bannir.

Ajoutons à ces conditions politiques et sociales la tradition, cette âme des ancêtres toujours vivante au cœur de leurs descendants, et nous aurons les causes générales qui entraînaient fatalement l'Italie vers les côtes africaines encore toutes imprégnées des traces de sa domination.

A ces causes générales, et par cela même peu dépendantes des volontés humaines, venaient se joindre d'autres circonstances particulières qui devaient préciser le moment de l'action.

Un homme au coup d'œil pénétrant[1] avait su, depuis des années, créer entre l'Italie et la Tripolitaine des intérêts économiques qui peu à peu prenaient une telle importance que le fatalisme endormi de Constantinople en fut secoué.

Le ministère des Affaires étrangères était dirigé par des personnalités siciliennes, habituées à regarder par delà les horizons de leur île.

1. M. Ernesto Pacelli, président du Banco di Roma.

A la tête du gouvernement siégeait un dictateur plutôt qu'un président du Conseil, tenant dans son poing d'acier les deux Chambres, la presse et le pays tout entier.

Cette dictature a été le facteur essentiel du succès. Sans elle, au 23 d'octobre 1911, lorsque les Turco-Arabes forcèrent la ligne trop clairsemée des avant-postes et martyrisèrent ignominieusement leurs prisonniers, on aurait vu, comme après Saati et Adoua, des candidats aux portefeuilles exalter la défaite, présentée comme une panique par les journaux et supposée telle par le peuple.

En muselant les ambitions mesquines des députés, en paralysant l'action délétère du parlementarisme, en maintenant la presse sur le terrain patriotique, le président du Conseil fit accomplir au pays tout entier un pas gigantesque vers cette unité de pensée, plus agissante que l'unité effectuée par la politique ou la géographie.

Toutes les élites se sont accordées pour prêcher d'exemple à un peuple qui ne demandait qu'à les suivre.

Les hauts commandements de la Guerre et de la Marine avaient tout prédisposé avec sagacité.

La question budgétaire était si bien organisée, que les rentes de l'État et le crédit national n'ont pas ressenti de secousses appréciables.

Les froissements inévitables avec les autres puissances avaient été amortis du mieux possible par le marquis de San Giuliano.

Car le décret d'annexion, seule critique qu'on ait pu faire en l'occurrence à ce fin diplomate, s'imposait. La France et l'Angleterre ont joué avec bonheur du protectorat, parce qu'elles retenaient en otage le chef présumé des territoires conquis. Mais le sultan de Constantinople eut été moins souple que ceux de Fez ou de Tunis.

§ 5. — Attitude de l'armée et du clergé.

Les troupes de terre et de mer se sont montrées remarquables par la discipline, l'endurance et la bonne humeur. Une camaraderie, qui ne nuisait en rien aux droits hiérarchiques, a complété entre officiers, sous-officiers et soldats l'entente parfaite indispensable au succès.

Cet heureux accord et ces résultats si consolants nous entraînaient à revenir sur la question de l'éducation traitée plus haut.

Si tous les sous-officiers, immédiatement en contact avec le soldat, ont réussi en quelques mois à l'entraîner aux rudes dangers de la guerre, combien l'action de ces mêmes hommes pourrait-elle devenir plus efficace quand on leur confierait l'éducation de la jeunesse. La croix bril-

lant sur leur poitrine leur donnerait un prestige que les patentes magistrales ne sauraient égaler ; ayant offert leur vie pour la défense de la patrie, ils sauraient prêcher cet idéal et le faire vivre dans le cœur des générations nouvelles.

Quant au clergé, son attitude pendant la dernière guerre fut de tous points parfaite, nous le disons sans hésitation. Elle était pourtant fort délicate, si l'on tient compte de la mission internationale des souverains pontifes et de leurs réclamations pour obtenir l'indépendance nécessitée précisément par une telle mission.

L'Église en est sortie, grâce à un tact exquis des nuances. Pie X, en tant que Père de tous les fidèles, a déclaré vouloir rester neutre dans la lutte engagée, parce qu'il voyait dans les deux camps des enfants également chéris.

Même réserve a été imposée aux cardinaux, et mal en prit à ceux qui tentèrent de s'écarter de cette neutralité.

Mais tous les autres membres du clergé, à commencer par les archevêques et évêques jusqu'aux plus humbles des curés, ont pu s'abandonner sans contrainte à leur élan patriotique, car, n'étant pas représentants de l'Église universelle, leurs actes ne pouvaient la compromettre.

On a fait mieux : d'accord avec le gouvernement, de nombreux aumôniers suivirent les campements

militaires, accomplissant noblement leur fonction charitable.

Au point de vue de l'épanouissement de l'âme italienne, que nous avons vue progressivement se développer dans le cours de cet ouvrage, pareille atténuation d'antagonisme entre l'idéal matériel et l'idéal moral, doit donner de l'espoir.

Quand les élites, dans toutes les branches de l'activité humaine, auront compris que pour approcher de la perfection elles doivent se spécialiser, l'harmonie surgira du chaos dans lequel se débattent les esprits d'aujourd'hui.

La guerre a donc été, ainsi qu'il en arrive toujours, la crise bénie fortifiant la cohésion de ce peuple, vieux dans l'histoire, mais si jeune au point de vue politique.

Deux seules notes discordantes ont essayé de troubler ce consolant accord ; la maçonnerie et le socialisme proclamaient, au début, leurs théories internationales, mais la désapprobation populaire en eut vite raison

CHAPITRE VII

ÉMIGRATION — COLONISATION

Nous avons fait allusion, dans un chapitre précédent, à l'émigration italienne. L'Italie, en effet, est caractérisée par une expansion extraordinaire de ses nationaux à travers le monde. Un tel phénomène s'explique aisément. Dans ce pays à pein né aux exigences de la vie moderne, à peine échappé aux institutions du passé, la classe moyenne est très peu nombreuse. Un prolétariat immense reste seul en face d'une petite quantité de riches. Si le développement économique extrêmement rapide de l'Italie étend la richesse, ou tout au moins l'aisance, à un nombre de plus en plus considérable de citoyens, le peuple est tellement prolifique qu'il fournit toujours une quantité de travailleurs disproportionnée aux besoins courants du royaume. La nécessité s'impose donc d'écouler au dehors cette surproduction.

En 1861, aussitôt après l'unification, l'Itali

comptait à peine 21.000.000 d'habitants. Elle en possède aujourd'hui 35.000.000, malgré une émigration constante qui a créé dans divers pays d'importants noyaux italiens. La densité de la population est de 122 habitants par kilomètre carré, c'est-à-dire plus élevée qu'en Allemagne et en France ; seuls parmi les États européens, la Belgique, l'Angleterre et les Pays-Bas, tous placés dans des conditions exceptionnelles, ont une densité supérieure.

L'émigration italienne présente différents aspects. Temporaire chez beaucoup, elle est définitive pour quelques-uns. Une partie des émigrants se dirige vers les États européens ; les autres vont chercher fortune dans des contrées exotiques. Ce mouvement offre en ses conséquences des avantages et des inconvénients.

On évalue à 500.000 le nombre des Italiens quittant annuellement leur pays, où la majorité revient après un laps de temps plus ou moins prolongé.

En Europe, c'est de préférence dans les pays méditerranéens qu'ils vont s'établir, notamment dans le sud de la France. Ils fournissent surtout des ouvriers terrassiers. On les rencontre nombreux partout où s'exécutent de grands travaux de voirie ou de construction. La plupart des lignes du réseau des chemins de fer français ont été

et continuent à être construites avec le concours de leur main-d'œuvre. Il en est de même pour les routes, les forts, toutes les entreprises publiques ou privées nécessitant l'ouverture de grands chantiers.

L'ouvrier italien, très sobre, économise une bonne partie de son salaire. Certains reviennent en Italie avec des pécules parfois assez importants. La plupart envoient à la famille qu'ils ont laissée au pays natal l'argent économisé.

A Tunis, où les ouvriers italiens sont très nombreux, il a fallu ouvrir à la poste des guichets spéciaux où se pressent, surtout les jours de départ des navires postaux italiens, des foules de clients. Ceux-ci veulent expédier en Sicile, en Sardaigne, dans l'Italie méridionale, des mandats qui dépassent rarement 10 francs, mais dont l'ensemble annuel représente un capital considérable.

Aux États-Unis, où le travailleur italien touche facilement un dollar et demi par jour, il met un dollar de côté, ce qui lui permet d'acquérir rapidement une petite fortune.

Le retour des émigrés exerce, notamment dans certains villages de la haute Italie, une influence heureuse sur la prospérité générale. En raison de l'attachement instinctif au sol natal, chacun y veut posséder sa maisonnette entourée d'un lopin de terre. Cette ambition porte le prix des terrains

à un cours inattendu, aussi élevé que dans les grandes villes.

Il y a peu d'années encore, ce vaste mouvement d'émigration était pour ainsi dire abandonné à lui-même. De graves abus naquirent d'une telle négligence. La misère des émigrants se trouvait exploitée par des trafiquants sans scrupules qui en tiraient des bénéfices illicites. Ils étaient entassés sur des bateaux et parqués comme on n'aurait pas osé le faire pour des animaux. Dans les pays où ils s'établissaient, les malheureux étaient à peu près délaissés ou réduits à la tutelle problématique des agents consulaires.

Des réformes récentes ont heureusement été opérées. Un bureau d'émigration est institué. Il fonctionne bien et rendra d'utiles services, à condition de ne pas devenir tyrannique comme le sont aisément les administrations dans les pays latins.

Des règlements protecteurs déterminent les conditions d'hygiène que doivent remplir les navires employés au transport des émigrants.

L'effort privé est venu s'ajouter à l'effort officiel. Des comités de patronage des émigrants se sont fondés aussi bien dans la métropole que dans les pays d'émigration italienne où des compatriotes, arrivés à une situation sociale prospère, avocats, médecins, négociants, s'occupent avec beaucoup

de zèle et de dévouement des nouveaux arrivants. Ils surveillent les conditions de travail qui leur sont faites, en assurent l'exécution consciencieuse de la part des employeurs, organisent des œuvres d'assistance matérielle et morale, telles que bureaux de placement, écoles, hôpitaux.

On ne peut qu'applaudir à cette solidarité nationale, tout en regrettant peut-être que la rivalité des partis se soit affirmée jusque dans sa manifestation. Il existe, en effet, deux grandes sociétés s'occupant de l'assistance des travailleurs italiens à l'étranger : l'une est catholique, l'autre socialiste.

La première opère sous la direction de Mgr Bonomelli; son nom a été souvent prononcé dans les discussions sur le modernisme, dont les intransigeants l'accusent d'être imprégné. Quant au patronage socialiste, les largesses d'un opulent bienfaiteur en ont assuré le fonctionnement.

Dans certaines régions frontières, les deux institutions se disputent la clientèle des émigrants. Cette concurrence n'est pas sans engendrer en pure perte des efforts et des dépenses qu'on voudrait voir coordonnées et unifiées. Mais ne serait-il pas un peu chimérique de prêcher l'entente à des hommes partant de principes aussi différents, tout en se proposant le même but ?

§ 1. — Colonies italiennes.

Les colonies que l'émigration a constituées à l'Italie et qui, si elles ne sont pas abritées sous son drapeau, n'en profitent pas moins à son commerce et à ses relations mondiales, sont beaucoup plus importantes que ses possessions coloniales officielles.

L'Italie est venue trop tard dans un monde déjà partagé et elle a dû faire face d'abord à des intérêts plus immédiats qu'à des visées coloniales. Ce n'est pas une raison, toutefois, pour qu'elle les néglige dans l'avenir.

En dehors de la Tripolitaine, l'Italie ne possède actuellement que deux colonies, situées toutes deux sur le littoral oriental du continent africain : l'Érythrée et le Benadir ou Somalie italienne. Elle y voisine avec l'Angleterre et la France.

La première de ces colonies est réduite depuis les funestes événements d'Adoua à une bande de terrain assez importante le long de la mer Rouge, mais sans pénétration suffisante vers l'intérieur. Il faut espérer que l'accord avec l'Abyssinie permettra d'étendre notre influence. La seconde comprend un territoire plus vaste que l'Italie et, du reste, mal délimité. Il compte quelques centres d'une certaine importance. De courageux pionniers

y ont déjà entrepris des exploitations agricoles qui, encouragées avec beaucoup d'intelligence par le gouverneur, M. de Martino, promettent de brillants résultats.

Au point de vue de l'expansion coloniale comme à tous les autres, nous voulons voir l'Italie affirmer sa vitalité et son énergie. Et cela nous ramène une fois de plus à l'idée que nous ne cessons de répéter, parce que nous voudrions en faire la préoccupation toujours présente à la pensée de nos compatriotes : l'Italie ne pourra affirmer sa vitalité et son énergie que moyennant une armée et une marine puissantes, moyennant aussi le dévouement viril des Italiens à la Patrie, toujours plus grande et plus fière.

CHAPITRE VIII

L'AGRICULTURE

Dans la complexité de la vie nationale, tout se tient et s'enchaîne. L'Italie a besoin d'augmenter sa force militaire : pour y parvenir, il lui faut un budget plus large, des ressources financières plus étendues. De telles ressources, elle ne peut les trouver que dans l'essor prospère de ses diverses activités sociales. Nulle de ces dernières ne s'impose avec plus de droits à la sollicitude du gouvernement que l'agriculture.

Un bon tiers de la population du royaume est occupé à la culture qui comprend environ vingt millions d'hectares.

Cet immense territoire produit annuellement, en moyenne, cent millions d'hectolitres de céréales, blé, maïs et riz; quarante millions d'hectolitres de vins; dix mille quintaux d'huiles et de fruits. A ces énormes productions s'ajoutent encore, pour des quantités considérables : les produits de l'in-

dustrie laitière, les bêtes d'engrais, la soie brute et diverses autres denrées. L'ensemble représente par an une valeur de cinq milliards.

De pareils chiffres indiquent à eux seuls la place prépondérante que l'agriculture occupe dans le pays. Ils soulignent l'inconséquence par suite de laquelle ses intérêts ne figurent qu'au deuxième ou troisième rang dans les préoccupations du Parlement.

Le ministre de l'agriculture jouit d'une considération fort relative auprès des députés. Le plus souvent, c'est un avocat ou un médecin, dont le choix n'a nullement été dicté par une compétence agricole quelconque, mais seulement par le désir d'assurer au cabinet la bienveillance d'un groupe turbulent de la Chambre[1]. De son côté, il se préoccupe souvent beaucoup plus des combinaisons politiques que des intérêts agricoles.

Le pays, certes, n'attend pas l'impulsion ministérielle pour vivre. Néanmoins, cette indifférence ou cette ignorance du parlementarisme coûte à l'Italie quelques milliards qu'elle pourrait tirer, chaque année, de sa terre fertile, si le pouvoir savait intervenir utilement.

Rien que pour le blé, des spécialistes de valeur affirment que la récolte en serait aisément doublée

1. Cette observation serait inexacte pour le ministère actuel dans lequel M. Nitti représente une véritable notabilité comme science théorique et pratique de l'agriculture.

par une culture en rapport avec les connaissances agronomiques actuelles.

Il faut reconnaître qu'on rencontre les plus grands obstacles, dès qu'il s'agit de modifier les coutumes héréditaires du paysan ou l'égoïste routine des propriétaires. Mais les obstacles sont une raison d'accroître les moyens de vaincre.

Il faut pour y parvenir savoir braver le mécontentement immédiat de la masse agricole. Cet héroïsme est au-dessus des forces du parlementarisme, et c'est en cela surtout qu'il est néfaste à l'agriculture italienne. A la moitié de l'agriculture italienne, devrions-nous dire, car nulle part plus qu'en cette matière ne se vérifie la division, conforme aux grandes règles de l'évolution humaine que nous avons signalées en Italie dès avant la fondation de Rome.

L'Italien du Nord, stimulé par le climat, en perpétuel contact avec les nations étrangères, ayant acquis de longues traditions de discipline, est énergique, prévoyant, capable d'apprécier et d'appliquer les méthodes rationnelles. Dans la partie méridionale, les habitants déprimés par la mollesse de la température et le contact des races méditerranéennes, sont dans une situation inférieure des plus regrettables, qui s'étend de l'agriculture à l'ensemble de la vie sociale.

§ 1. — Modes de culture en Italie.

Du pied des Alpes jusqu'à la Toscane, la campagne produit l'effet d'un vaste jardin, s'étendant à perte de vue. Elle se divise, généralement, en petites fermes de dix à quinze hectares, pour l'exploitation desquelles le métayage est le procédé ordinaire.

Les contrats varient légèrement de province à province, le fond en reste identique : le propriétaire apporte tout le capital, le métayer toute la main-d'œuvre, et les bénéfices sont recueillis à parts égales. On reproche parfois à ce système de ne pas inciter le propriétaire à faire les frais d'amélioration dont il devrait partager les résultats avec le cultivateur. Toutefois, le métayage, excellent au point de vue social, est sans grand inconvénient au point de vue agricole. L'ancien territoire pontifical et celui des Deux-Siciles, où il n'était pas pratiqué, n'ont pas lieu de se réjouir de cette différence de régime.

A l'exception de la Campanie et des plaines environnant le Vésuve, où l'irrigation est aisée et qui trouvent un débouché immédiat, grâce au voisinage de Naples, propriétaires et paysans vivent péniblement sur un sol qui, bien cultivé, pourrait leur assurer l'aisance et même la richesse.

§ 2.— Conflits entre propriétaires et ouvriers agricoles.

Une mention toute spéciale est due à la Romagne, où la question agricole prend chaque jour davantage le caractère d'une lutte sociale. On y trouve un avant-goût de ce que serait l'existence dans une société régie par les syndicalistes.

Les ouvriers agricoles, dits journaliers, plus nombreux ici qu'ailleurs, s'efforcent d'appliquer à cette contrée la loi du nombre dans toute sa brutalité. Celle-ci dirigeant, hélas ! le parlementarisme, le gouvernement ne fait rien pour désavouer ceux qui s'en réclament.

Toutes les lois économiques se trouvent ainsi faussées. La province est livrée au choc des intérêts. Journaliers, métayers, propriétaires, dont l'entente assurerait la prospérité générale, sont en lutte constante. Le journalier prétend imposer, non seulement le taux des salaires, mais encore les travaux obligatoires et le monopole de ces travaux aux syndicats.

Les propriétaires et les fermiers refusant de subir leurs ukases sont boycottés. L'État intervient pour contrarier la balance régulatrice de l'offre et de la demande en ouvrant lui-même des chantiers sur lesquels les journaliers trouvent des salaires élevés contre un travail problématique.

La propriété n'est même pas protégée matériellement. Dans cette partie de l'Italie, le droit du propriétaire se trouve réellement mis en jeu.

Pareille épreuve est des plus dangereuses pour l'ordre social tout entier. Il paraît à craindre qu'elle conduise le gouvernement à exercer dans un très prochain avenir des répressions regrettables, et cela pour n'avoir pas su combattre le mal à ses débuts.

Quant aux collines et aux montagnes, nul ne songe à les administrer rationnellement ; malgré des lois négligées et de beaux discours prononcés sur la question, on ne fait rien pour en assurer le reboisement. Aussi se dégarnissent-elles des terres végétales, entraînées par les eaux des pluies que ne retient plus la végétation. Ces eaux coulent en torrents dans la plaine qu'elles inondent et ravagent.

A tous les points de vue, de sérieux efforts seraient donc nécessaires pour améliorer l'agriculture. Mais on peut douter que le Parlement suffise jamais à cette tâche. Elle implique, en effet, un souci de l'intérêt général du pays auquel ses législateurs ne semblent guère capables de s'élever.

Les représentants des villes se préoccupent fort peu des questions agricoles; les députés ruraux ne veulent les concevoir que sous l'aspect qu'elles revêtent dans les limites de leur circonscription.

Une seule solution leur tient à cœur : celle qui satisfera le mieux les intérêts immédiats, souvent mal compris, des électeurs. C'est presque la solution contraire qui importerait à la prospérité nationale, à l'avenir même de ces masses rurales dont il faudrait savoir, pour leur bien, braver les récriminations momentanées.

Rien ne démontre mieux l'effet de cette ignorance technique du Parlement que la situation actuelle de la « province romaine » qui est, du reste, à peu près celle de toute l'Italie méridionale.

Deux questions essentielles se présentent au sujet de cette province : l'amélioration de la culture de la grande plaine qui entoure immédiatement Rome et le règlement des droits des communes sur les terres dites féodales.

Jusqu'ici, on n'a su résoudre ni l'une, ni l'autre. La « Campagne de Rome » représente pour l'observateur superficiel une sorte de désert inculte où rien ne germe, sinon l'inspiration qui fait chanter aux poètes les constrastes de l'antique gloire avec l'actuel dénuement de cette terre. Et, comme conclusion, les bardes se lamentent sur l'abandon dans lequel la laissent les grands seigneurs égoïstes et ignorants qui la possèdent.

Les députés, si souvent réfractaires aux envolées de la poésie et aux sentiments qu'elle exalte,

se sont mis, cette fois, d'accord avec elle. Ils acceptent sa version, la plus commode pour eux et, l'ayant adoptée, l'amalgament à trois considérations qui leur sont personnelles : crainte de se montrer moins actifs que les papes, leurs devanciers dans l'administration de ce territoire ; certitude de pouvoir légiférer en maîtres, même quand la nature du sol se refuserait à leurs prescriptions; enfin, cette idée banale, importée de leurs cités respectives, qu'il faut aux grandes villes une ceinture de potagers.

Voilà quelles considérations les ont fait se prononcer. Ils en ont négligé d'autres qui ont bien leur importance. Les terrains des environs de Rome, par exemple, sont pour une bonne moitié formés de tuf, pierre très spongieuse, ayant la propriété de faire remonter, par capillarité, l'humidité des profondeurs à la mince couche d'humus dont elle est recouverte.

Grâce à cette humidité, la prairie naturelle prospère à merveille sur le sol ainsi constitué, tandis que le soc de la charrue s'émousse ou se brise sur la pierre du sous-sol lorsqu'on veut tenter les cultures qui demandent un travail profond de la terre.

Telle quelle, cette plaine est très recherchée des propriétaires de troupeaux, qui y trouvent de précieux pâturages d'hiver et les louent jusqu'à

75 francs l'hectare. Au printemps, les brebis retournent à la montagne. La légère fumure laissée par les troupeaux permet de retirer encore de ces terres de riches coupes de foin et de leur faire rapporter, dans leur état actuel, une centaine de francs par hectare, résultat estimable étant donné ce que nous avons dit de leur constitution.

MM. les parlementaires ont prétendu changer tout cela, comme les grands médecins de Molière, en se guidant sur les mobiles que nous avons indiqués.

Ils ont inventé une loi d'après laquelle cette périphérie va se couvrir, dans un rayon de 10 kilomètres, de fermes établies sur le modèle de celles de Toscane. Le premier résultat de cette combinaison est de grever la propriété d'une charge de 1.000 à 2.000 francs par hectare pour les constructions et les travaux nécessités par la transformation.

Quant à la main-d'œuvre, indispensable à la culture de ces fermes, elle n'existe pas sur place. Il faut l'attirer par des concessions que le voisinage de la grande ville rend très onéreuses.

Le résultat que nous prévoyons est une diminution sensible de la richesse collective, car les capitaux engloutis dans l'application de cette réforme ne pourront pas rapporter plus de 2 à 2,50 %, alors qu'ils trouvent aisément une rémunération plus forte.

Il eût peut-être mieux valu encourager la culture là où elle se développait déjà naturellement, autour des villages des monts Albains, de la Sabine et des monts Lépins, en facilitant l'introduction de leurs produits à Rome. L'augmentation des habitants dans la ville, en accroissant la valeur des terrains du voisinage, aurait contraint l'industrie maraîchère à s'éloigner un peu. La grande plaine n'eût pas tardé à se transformer. Le libre jeu des intérêts et des expériences aurait ainsi résolu d'une façon naturelle et économique un problème auquel on veut imposer une solution artificielle.

Le législateur italien se trouve en face d'une autre difficulté avec les *usi civici*. On désigne ainsi des droits que prétendent avoir les habitants des villages, non pas sur les terres de la commune, ce qui se comprendrait, mais sur toutes les propriétés comprises dans le territoire communal.

Là, les conditions sont l'inverse de celles des terrains de la banlieue romaine, où le sol est parfois peu fertile et la population clairsemée. Ici, au contraire, la main-d'œuvre est surabondante sur un terrain qui, bien cultivé, serait productif.

Aussi, la situation est plus grave. La réforme tentée dans la Campagne romaine ne risque qu'un échec; là, on peut provoquer de sérieux désordres, en laissant s'accréditer chez les paysans ignares

et besogneux une doctrine favorable à leurs appétits et que des avocats de mauvaise foi travaillent à propager parmi eux.

De plus en plus, et dans des régions de plus en plus étendues, le propriétaire se voit en butte à des persécutions, à des hostilités qui entravent toute la bonne volonté dont il pourrait être animé. On le considère comme un usurpateur, en dépit des titres d'achats les plus réguliers et d'une possession séculaire.

Le gouvernement, loin de réprimer ces troubles et de protéger les propriétaires, se montre plutôt favorable aux paysans. Ne sont-ils pas les plus nombreux? Ne représentent-ils point cette masse électorale dont on veut avant tout capter la faveur et s'assurer la clientèle? Aussi, les propriétaires seraient-ils constamment et complètement sacrifiés si parfois l'action du magistrat ne s'élevait pour les défendre contre les pressions gouvernementales.

Pourtant, des mesures s'inspirant de la justice et de l'expérience auraient pu trancher la question en assurant à la population un peu du bien-être dont elle a le légitime désir et en procurant au pays un surcroît de richesse.

Mais pour concevoir, pour décider et réaliser de pareilles mesures, il faudrait s'élever au-dessus des petites intrigues, des contingences immédiates etm esquines, au-dessus de ce niveau électoral qui

rabaisse toute chose. Il faudrait étudier le problème, et dans ses données historiques pour en apprécier la justice, et dans ses données sociales pour en tirer la solution conforme aux intérêts du plus grand nombre.

L'histoire montre que dès les débuts de l'époque romaine, cette propriété collective, réclamée par les agitateurs socialistes, avait cessé d'exister : Tacite écrit à propos des Germains ces lignes significatives :

« Ces barbares tiennent toutes leurs terres en commun. Une partie, ils la cultivent en la tirant au sort chaque année; l'autre ils la laissent en jachère pour les troupeaux. Vous vous imaginez ce que deviendraient, avec de tels procédés, les riches potagers, les splendides jardins d'Italie. » Comment Tacite se serait-il exprimé de la sorte, si la culture de Rome eût ressemblé à celle des Germains?

Or, c'est à ce mode d'exploitation, tourné en ridicule il y a deux mille ans, que les palinodies électorales voudraient ramener la contrée voisine de la capitale.

Les invasions des barbares et les perturbations du Moyen Age ont bouleversé les conditions de la propriété. Les perpétuelles invasions des pillards avaient dépeuplé les campagnes et l'herbe poussait devant les maisons des villes.

Il est probable qu'en ces époques troublées les plus vaillants organisaient la résistance en se fortifiant sur des points escarpés d'où ils dominaient la plaine. Peut-être alors recevaient-ils, en cas de danger, dans l'enceinte protectrice de la forteresse, les manants qui leur fournissaient du travail en temps de paix et des hommes armés pour la guerre.

Mais on ne saurait dire qu'il y eut de contrat passé entre les uns et les autres. « Les féodaux » ne connaissaient que le droit du plus fort.

A partir du XVI[e] siècle, l'ordre s'établit, et la propriété s'achemine vers sa forme actuelle : on vend ou on achète la terre en raison du rapport qu'elle peut représenter. Pour augmenter ce rapport, les propriétaires du sol s'entendent avec certains travailleurs et leur *concèdent* la faculté de cultiver moyennant une redevance en nature. Ils encouragent par des *concessions* l'élevage des bœufs de labour. Ils tolèrent le ramassage du bois mort qui, à cette époque, n'a pour ainsi dire aucune valeur.

Pareil état de choses subsista sans grandes difficultés jusqu'à l'unification de l'Italie.

Alors, le régime de la propriété subit le contrecoup de la transformation du pays. Les majorats sont supprimés, les impôts s'appesantissent sur la propriété. Le coût de la vie augmente sensible-

ment. Les propriétaires sont amenés à exercer une vigilance plus sévère sur leurs biens. D'un autre côté, les paysans poussés par les fauteurs de désordre s'efforcent de tirer le plus de profit possible de la situation.

Propriétaires et paysans, au lieu de chercher l'amélioration dont ils ont besoin les uns et les autres, dans un surcroît de production, la demandent, par une erreur réciproque, les premiers à un redoublement d'exigences, les seconds au pillage.

Des conflits qui ne laissèrent pas d'être sanglants à diverses reprises, naissent de cette opposition et soulignent l'urgence d'une réglementation légale des points en litige.

C'était donc au parlementarisme qu'il appartenait d'intervenir. L'incohérence du système se révèle ici d'une façon inquiétante.

Les premières mesures législatives tiennent peu compte des intérêts des travailleurs. Elles accordent aux propriétaires la faculté de se libérer de toute prétention des communes par le payement d'une indemnité en espèces ou la cession d'une partie des terrains contestés.

Pareil procédé aurait été acceptable si les cultivateurs s'étaient trouvés en mesure d'exploiter avec fruit les terres livrées à la communauté. Mais ils en restaient loin, ces paysans encore réduits

à leur charrue de bois et aux antiques méthodes chantées par Virgile. Ne disposant pas du moindre capital, ils ne pouvaient tirer aucun avantage d'une telle solution.

Cette première législation est restée lettre morte. On cherche actuellement celle qui devra lui être substituée.

Les indices de la période préparatoire et les tendances actuelles de la Chambre font prévoir qu'elle tombera cette fois dans l'abus contraire, et que l'on ne reculera pas devant l'injustice pour satisfaire la masse. Le but électoral fascine tellement le regard des parlementaires qu'ils ne sauraient en viser un autre.

Encore, cette partialité pourrait-elle être supportable s'il devait en résulter un soulagement pour les misères dont souffrent les populations des campagnes. Mais le système de la propriété collective ne permet guère de le présager.

Laissons de côté les ravages causés par le libre pâturage encore imposé. En dehors de cet inconvénient, la propriété collective porte en elle le germe de l'infériorité et de la stérilité parce qu'elle ne stimule pas l'effort. Le père de famille qui travaille sur son champ, pour sa femme et ses enfants, est soutenu par des joies et des espérances que ne peut ressentir le coïntéressé dans une association d'indifférents.

L'erreur fondamentale des idéologues du passé, ressuscitée par les collectivistes et les syndicalistes, consiste à ne pas voir l'humanité telle qu'elle est, avec ses qualités et ses défauts, mais à vouloir la faire entrer de force dans le cadre rigide de leur conception mathématique.

La pratique oblige tôt ou tard à reconnaître l'aberration de pareilles utopies. Tous ces systèmes s'écrouleront comme se sont évanouies les nobles folies de Lycurgue et les tentatives de socialisme religieux des Jésuites au Paraguay. Mais combien de souffrances seraient évitées, combien l'évolution humaine pourrait conquérir d'avance, si tous s'efforçaient de mettre à profit les leçons de l'expérience pour marcher d'accord vers la réalisation du meilleur avenir.

Pour préparer un tel avenir, en ce qui concerne la province de Rome dont l'exemple peut s'étendre à une grande partie de l'Italie méridionale, il faut d'abord préciser le but à atteindre et observer les obstacles qui s'y opposent.

Sur les terres disponibles, il s'agit d'assurer au plus grand nombre possible d'hommes une existence de vivifiant labeur et de perfectionnement moral. Contre ce programme, se dressent à la fois l'égoïsme ou l'insouciance des propriétaires, l'ignorance et la routine des paysans, auxquels cependant on doit reconnaître une admirable énergie pour le travail.

Nous ne pouvons entrer dans l'examen et la discussion des deux termes de cette exposition, il y faudrait consacrer un volume. Bornons-nous à indiquer quelques mesures suggérées par des esprits indépendants.

Un des inconvénients de la propriété autour des villages romains est son extrême morcellement. Pour y remédier, il conviendrait d'obliger par échanges et expertises les petits propriétaires à réunir les parcelles que possède chacun d'eux. D'excellents résultats ont été obtenus de cette façon en Allemagne par la législation et en France par l'initiative privée. On conçoit, en effet, les difficultés de travail que rencontre le paysan possédant un ou deux hectares en huit ou dix lambeaux dispersés à travers la commune.

Lorsque l'on se heurterait à l'inconvénient opposé, c'est-à-dire à la trop grande propriété, on la morcellerait graduellement en fermes d'étendue restreinte, mises à la disposition des paysans qui pourraient en devenir propriétaires par des amortissements annuels.

Le gouvernement devrait provoquer de la part des sociétés d'assurances l'extension, à ces petites fermes, du contrat qu'elles pratiquent pour les maisons ouvrières.

Ainsi, les jeunes ménages entreraient bientôt en jouissance de leur *home* familial, garanti grâce

au *homestead.* Afin de parer à son fractionnement par le fait des successions, une autre forme d'assurance, actuellement à l'étude en France, permettrait au père de famille, quel que soit le nombre de ses enfants, de laisser à l'un d'eux le foyer intangible, les autres recevant leur part en argent.

Des chiffres, que nous avons tout lieu de croire exacts, donnent à penser que ces petites fermes laisseraient aux mains des cultivateurs, toutes assurances payées, un millier de francs de bénéfices. Il faut naturellement ajouter à cet avantage le logement, les produits du jardin, du verger, du poulailler et les diverses facilités que procure la plus modeste exploitation rurale.

Ces moyens n'ont rien de compliqué. Pourquoi ne les met-on pas en pratique? C'est qu'il faudrait les imposer aux propriétaires et aux agriculteurs. On n'hésiterait guère à violenter un peu les premiers, mais on s'arrête, respectueux, devant l'inintelligence des seconds.

En attendant que nos législateurs trouvent l'énergie de braver leur mécontentement, les environs de Rome, ainsi que les provinces de l'Italie méridionale, sont dans des conditions matérielles et morales analogues à celles des populations sauvages du centre de l'Afrique.

La vivacité même avec laquelle nous signalons

certains côtés de la question agricole qui nous paraissent sacrifiés, nous fait un devoir de rendre justice aux quelques efforts réalisés pour répandre l'instruction agricole. Le roi d'Italie a prouvé par son initiative dans la création d'un Institut international, l'intérêt qu'il porte à l'agriculture. Le gouvernement a institué des écoles spéciales et même des facultés consacrées à l'enseignement agricole.

Tout cela est bon, mais plane un peu dans la théorie et, en matière d'agriculture, c'est l'application pratique qu'il faut surtout regarder.

CHAPITRE IX

COMMERCE — INDUSTRIE — FINANCES

---

§ 1. — Marine de commerce.

Si nous avons insisté sur la place considérable qui revient à l'agriculture dans l'Italie contemporaine, ce n'est certainement pas pour diminuer celle qu'occupent à bon droit le commerce et l'industrie. Leur magnifique essor nous est, au contraire, un motif de fierté nationale.

Nous avons déjà dit que nous ne faisions ici ni statistique ni documentation. Des ouvrages spéciaux et remarquables existent, auxquels doivent recourir ceux qu'intéresse ce genre de travaux. Toutefois, nous citerons ici quelques chiffres, car, pour le commerce, l'industrie et les finances, ils sont encore les meilleurs arguments.

En 1860, la Péninsule possédait 2.198 kilomètres de chemins de fer. En 1909, le réseau atteignait 18.000 kilomètres, auxquels il faut

ajouter près de 5.000 kilomètres de tramways et de nombreux services d'autobus.

Les routes ordinaires qui, à l'unification étaient limitées à 48.000 kilomètres, dépassent aujourd'hui 140.000 kilomètres.

On relevait, en 1862, dans la marine marchande de toute l'Italie, 57 navires à vapeur jaugeant 10.228 tonnes et 9.356 voiliers représentant 643.996 tonnes. En 1908, elle comptait 626 vapeurs d'une capacité de 566.738 tonnes et 4.701 voiliers donnant ensemble 453.324 tonnes.

La diminution des voiliers, quant au nombre, porte sur des embarcations de peu d'importance, devenues inutilisables en raison du développement pris par la navigation à vapeur.

Les ports italiens enregistraient, en 1861, 190.550 entrées et sorties sous pavillon national et 23.837 sous pavillons étrangers. Ce mouvement se chiffrait, en 1909, par 246.246 pour le pavillon national et par 27.434 pour les étrangers.

Sous le rapport du tonnage, le pavillon national donnait, en 1861, 9.136.529 tonnes qui passaient à 53.668.007 en 1909. Les pavillons étrangers arrivaient de 5.161.116 tonnes à 40.196.632 tonnes.

Tous les ports participent à cette formidable augmentation. C'est d'abord Gênes, où l'ensemble des marchandises embarquées ou débarquées était de 2.077.703 tonnes en 1862, et de plus de 7 mil-

lions en 1909. Naples, Livourne, Venise, Palerme, offriraient, avec des chiffres moins élevés, des proportions aussi édifiantes.

L'Italie avait à son service 8.000 kilomètres de réseau télégraphique en 1860; elle en a actuellement 54.000 kilomètres, auxquels il faut ajouter les câbles sous-marins et les stations radiotélégraphiques.

En outre, un important réseau téléphonique est venu apporter à la vie sociale ses facilités de communication rapide.

Le service des postes, qui, au moment de l'unification, n'existait pour ainsi dire pas dans certaines régions de l'Italie, fonctionne aujourd'hui partout avec une activité sans cesse accrue. Son produit, qui était de 16 millions en 1886, atteignait 107 millions en 1910.

§ 2. — Industries diverses.

L'industrie, au début de l'Italie unifiée, n'était exercée que dans le Piémont et la Lombardie. Aujourd'hui, elle prospère partout.

C'est principalement dans ces trente dernières années qu'on a pu constater son essor prodigieux. En 1889, une seule fabrique de sucre existait en Italie, à Rieti; aujourd'hui, il y en a 32.

Le tissage de la laine, du coton, de la soie; la

métallurgie, la carrosserie, l'automobilisme, ont pris un développement considérable.

L'électricité a trouvé en Italie un milieu éminemment favorable, grâce à ses cours d'eau rapides. Ils fournissent une force précieuse mise au service de l'industrie et transportée souvent à de grandes distances. On compte plusieurs milliers d'usines consacrées à cette transformation de puissance.

La grande industrie est surtout représentée par des établissements métallurgiques dont l'importance s'accroît chaque jour. Au premier rang, les aciéries de Terni dont l'installation date de 1884, et dont l'outillage perfectionné permet la fabrication de produits variés. Les hauts fourneaux de Porto-Ferrajo; les usines de Naples; les établissements de Savone; ceux de la Ligurie.

Les établissements Ansaldo, dans la région de Gênes, arrivent à fournir tout ce qui concerne la construction et l'armement des grands navires modernes, depuis les plaques de blindage jusqu'aux turbines des cuirassés.

Les chantiers Orlando, à Livourne; ceux de la Société Odero, à Sestri Ponente et à La Foce; ceux de la Fiat-San-Giorgio; les ateliers de la Société Industrielle Napolitaine figurent dans l'organisation récente mais puissante de la grande industrie italienne. Celle-ci est maintenant capable

non seulement de satisfaire aux besoins de l'État pour son armement et ses constructions navales, mais encore elle occupe un rang avantageux, sous ce rapport, parmi les fournisseurs des pays ne pouvant se suffire à eux-mêmes.

La matière première qui alimente les usines métallurgiques d'Italie leur vient surtout des mines de l'île d'Elbe; celles de la Sardaigne y ajoutent un appoint appréciable.

Toute cette activité commerciale et industrielle vient se joindre à la richesse agricole et foncière pour constituer la fortune de l'Italie. Une remarquable étude de M. Michel Santoro évalue cette fortune à 75 milliards. En dépit de l'incessant accroissement de population que nous avons signalé, la moyenne par tête est passée de 1.420 fr. en 1860 à 2.200 francs en 1910.

§ 3. — **L'épargne publique.**

L'augmentation du bien-être est prouvée par les dépôts des caisses d'épargne élevés progressivement de 158 millions à 2 milliards et demi rien que pour les caisses ordinaires et auxquels il faut ajouter ceux de la caisse d'épargne postale, se montant à 1.700 millions.

Enfin, les dépôts dans les banques, et dans les

coopératives représentent aussi une part importante de l'épargne populaire.

Les institutions de crédit, sauf en Piémont, étaient à peine connues avant l'unification. Aujour d'hui des établissements financiers de tout premier ordre comme le Banco d'Italia, le Banco di Napoli, le Banco di Sicilia, le Banco di Roma, d'autres encore, permettent une circulation de plus de 2 milliards de francs dont répond leur réserve métallique d'un milliard et demi.

Le Crédit Foncier, le Crédit Agricole ont leurs organismes. Les Sociétés commerciales par actions, les sociétés industrielles coopératives de crédit, de production, de consommation voient croître chaque année l'importance de leurs opérations.

Aux budgets déficitaires des premières années du royaume, a succédé une situation qui s'accuse, pour le budget de 1911, par 2 milliards 216 millions en dépenses et 2.304 millions en recettes[1]. Avec les droits locaux, le pays fait preuve d'une puissance contributive de 3.300 millions.

Tous ces chiffres, auxquels nous pourrions ajouter beaucoup d'autres, attestent une situation économique dont l'ensemble doit inspirer quelque confiance et même quelque fierté au jeune royaume d'Italie. Il a dû, pour y parvenir, surmonter des obstacles que n'ont pas connus les vieux États

1. En 1912, le montant des recettes a été de 2.645 millions.

dotés de rouages depuis longtemps en mouvement. Il a traversé des difficultés auxquelles ceux-ci ne sont pas exposés et en est sorti victorieux, y trouvant ainsi la preuve de ses forces.

Un économiste clôturerait ici ce chapitre. Il aurait dû, d'ailleurs, en renforcer la partie didactique. Pour nous, qui n'envisageons pas seulement les questions économiques, mais encore et surtout les questions morales et psychologiques, certaines considérations s'imposent sur le sujet que nous venons de traiter.

Les crises économiques qui se sont produites en Italie permettent de se réjouir de la façon dont la nation en a triomphé; elles n'ont pas été cependant sans faire quelques victimes; mais ces victimes, en succombant, justifièrent les lois de l'entraînement, principe applicable à l'industrie, au commerce, aux affaires, comme à toutes les formes de l'activité humaine.

Nous voulons parler de ces descendants de vieilles familles patriciennes qui, à un certain moment, se jetèrent avec ardeur dans les entreprises commerciales et industrielles. Ils croyaient y trouver le moyen de maintenir la prépondérance d'une situation que sapait le nouvel ordre de choses. Habitués à dominer partout jusqu'alors, ils s'imaginaient n'avoir qu'à paraître pour triompher. L'événement détrompa cruellement leurs illusions.

Le coup le plus rude leur fut porté par le krach de 1890.

Nous le rappellerons brièvement, car il est caractéristique et tient une place particulière dans la vie à la fois économique et politique, intérieure et extérieure de l'Italie.

Plusieurs des grandes villes de la péninsule, voulant moderniser leur aspect, s'étaient lancées dans de vastes projets de constructions avec autant d'élan que d'inexpérience. D'habiles hommes d'affaires avaient peu à peu accaparé sans bruit tous les terrains propres à l'édification de nouveaux quartiers. Quand ils s'en furent assuré la possession, ils commencèrent une adroite réclame pour les projets à la réussite desquels ces terrains étaient indispensables.

Quelques ventes plus ou moins authentiques savamment divulguées, donnèrent à penser qu'il y avait dans ces affaires de terrains des fortunes à réaliser. Les grands noms étaient recherchés comme susceptibles de capter la confiance publique. Beaucoup de jeunes patriciens se laissèrent prendre à des combinaisons si ingénieuses et qui du reste, présentaient un caractère d'utilité publique indiscutable bien fait pour les attirer.

Le succès semblait assuré, lorsqu'une complication politique, difficile à prévoir, vint tout compromettre.

Le désastre eut pour point de départ le voyage de M. Crispi à Friedrischruhe en septembre 1887. On a prêté à ce grand patriote une antipathie contre la France qu'il n'avait point. Mais, chez lui, un sentiment primait jusqu'à étouffer toutes les autres considérations : il souffrait de ne pas voir son pays au premier rang et rêvait d'accomplir rapidement l'œuvre de résurrection qui pourrait l'y porter. Pour cela, il lui fallait des ressources pécuniaires. Son manque d'aptitude en matière de finances ne lui faisait voir le moyen de se les procurer que dans une conflagration européenne.

Les armements de l'Italie et de l'Allemagne se trouvaient à ce moment-là en excellent état ; la France était, sous ce rapport, dans une situation évidente d'infériorité. Hypnotisé par son rêve de grandeur patriotique, M. Crispi entrevoyait dans une guerre victorieuse la possibilité de puiser à même le légendaire bas de laine, les millions dont il avait besoin.

Il exposa ce plan à M. de Bismarck, mais le chancelier de fer n'approuva pas sa conception d'un machiavélisme juvénile. Cette démarche aurait dû rester secrète ; elle fut connue, dès le lendemain, du gouvernement français.

On conçoit que ce dernier ait su peu de gré à l'auteur d'un tel projet et qu'il ait pris une revanche sur le gouvernement italien imprudemment engagé.

Cette revanche s'offrait d'autant plus facile que l'Italie ne disposait alors comme ressources financières que du marché français.

Toutes les spéculations relatives aux importants travaux entrepris dans les villes italiennes avaient pour base des reports de titres dans les grands établissements parisiens. Une indication secrète du gouvernement français suffit pour que les guichets se fermassent un à un devant les demandes de renouvellement de l'Italie.

Comme, d'autre part, la condition de toutes ces entreprises était de ne rembourser les capitaux que par des amortissements comportant d'assez longs délais; l'obligation de réaliser rapidement ces capitaux rendit le krach fatal.

La catastrophe fut générale, non seulement pour les sociétés de construction, mais encore pour les banques compromises directement ou indirectement.

La Banque Nationale elle-même se trouva tellement menacée qu'on dut pour la sauver de tout affront, changer son nom, et la transformer en une nouvelle institution qui, sous le titre de Banque d'Italie, put reprendre vigueur, grâce à des privilèges importants.

Quant aux individus imprudemment engagés, ils n'eurent pas les mêmes moyens d'échapper à leur destin. Ceux qui s'étaient laissés prendre à

l'appât des spéculations en furent victimes. Ni leur hérédité, ni leur éducation ne les avait préparés aux opérations financières.

§ 4. — La question sémite.

A l'inverse, et par le même mécanisme, ces lois de l'hérédité et du milieu ont permis aux Israélites de jouer en Italie un rôle considérable qui mérite de retenir un instant notre attention.

Leur succès dans les affaires prouve comme nous l'avons répété, que le progrès vient seulement des spécialistes, car, spécialisés dans le commerce et le maniement de l'argent, ils y ont acquis une habileté sans égale.

Chez eux s'est maintenue, respectée, l'autorité du père de famille que les modernes institutions sociales tendent à diminuer.

Même dans leurs établissements industriels et commerciaux, la discipline semble mieux conservée qu'ailleurs. Les grèves y sont beaucoup moins fréquentes. En même temps leurs entreprises donnent des résultats supérieurs aux autres.

Ce maximum de rendement avec un minimum de grèves est caractéristique. Il s'ajoute à tant d'autres faits pour démontrer avec quelle intelligence les Israélites savent utiliser toutes les énergies et toutes les valeurs.

D'où leur vient cette supériorité? De ce que, toujours persécutés, ils ont lentement acquis les qualités qu'engendre la persécution chez ceux qui la subissent : force de résistance, sentiment de la solidarité, souplesse et adaptation aux conditions de la vie.

En Italie, outre leur grande influence économique, les Sémites ont conquis dans le domaine politique une place disproportionnée à leur nombre restreint, mais justifiée tant par l'aide qu'ils ont apportée à l'unification du royaume que par les capacités remarquables dont ils ont fait preuve dans l'administration des affaires publiques.

En peu d'années, la plupart des ministères ont eu des juifs à leur tête et leur gestion n'a certes pas été la plus mauvaise.

L'action sémite se manifeste dans toute la vie italienne. Elle se fait sentir dans les arts comme dans les sports où son intervention est facilitée par la richesse.

Cette action n'aurait d'inconvénients que si les Israélites s'avisaient de propagande anticatholique, heurtant ainsi les tendances sentimentales de la grande majorité de la population. Mais il faut reconnaître qu'en général leurs hommes politiques savent éviter ce travers.

M. Luzzati, par exemple, lors de la formation du dernier ministère, a su tenir tête aux démagogues de l'extrême-gauche et leur refuser l'inscrip-

tion dans son programme, du divorce qui répugne à l'esprit populaire, et de l'enseignement primaire laïque qui froisserait de nombreuses consciences. D'autre part, il repoussait non moins énergiquement les suggestions de certains esprits, partisans de concessions exagérées aux ultra-conservateurs. Dans les études philosophiques par lesquelles le ministre se repose des chiffres et des agitations de la politique, il manifeste une élévation de pensée et une tolérance qui ne sont que trop exceptionnelles.

Grâce au tact dont les Israélites ont fait preuve jusqu'ici et aussi à la répugnance du tempérament italien pour les exagérations confessionnelles, l'Italie ne connaîtra probablement pas les troubles de l'antisémitisme. Les quelques tentatives faites dans ce sens n'ont pas réussi à provoquer l'injuste persécution pratiquée dans d'autres pays.

Au lieu de reprocher aux Juifs le succès de leurs entreprises, un peuple doit y trouver un stimulant à son propre essor.

Dans les pays qui s'ouvrent à la vie libre, ils prennent dès le début les premières places parce qu'ils sont déjà entraînés, mais si la population de ce pays est énergique, une noble émulation en résultera.

Leur action bienfaisante est démontrée par ce fait que les nations où ils sont traités à l'égal des autres citoyens marchent à la tête du progrès et évoluent rapidement.

CHAPITRE X

ÉLÉMENTS SUBVERSIFS. — SOCIALISME, SYNDICALISME

Les efforts accomplis pour le développement économique de l'Italie ont produit des résultats dont nous venons d'indiquer l'importance appréciable. Mais ces résultats auraient pu être beaucoup plus merveilleux encore si des influences hostiles n'avaient contrarié l'œuvre générale qui les préparait et les réalisait.

Au premier rang de ces facteurs néfastes, il convient de placer l'influence délétère exercée dans les populations par les théories socialistes.

Leurs apôtres trouvent un milieu trop favorable dans la masse populaire dont la mentalité n'en est encore qu'à l'aspiration primitive vers le bien-être matériel.

C'est, comme dans l'antique Rome, la lutte aveugle de la plèbe contre toute supériorité surgie au-dessus d'elle.

Pareille lutte est aujourd'hui d'autant moins justifiable que notre société ne connaît plus de barrières entre citoyens. Chacun peut progresser par ses propres qualités d'intelligence et d'énergie, au service desquelles l'enseignement gratuit, les institutions de crédit, les assurances, mettent toutes sortes de facilités inconnues des prolétaires d'autrefois.

La foule ignare ne prend pas la peine de considérer ces changements. Elle n'envisage pas davantage la portée des revendications qu'elle émet et leurs répercussions économiques et se contente de les formuler avec un absolutisme brutal, contre lequel la raison s'émousse au moindre essai d'intervention.

Il faut reconnaître que les conditions dans lesquelles s'est constituée l'Italie contemporaine ont préparé cette situation. Le royaume est effectivement issu, nous l'avons vu, d'une origine révolutionnaire.

Les champions de l'unité avaient dû, afin d'obtenir l'adhésion de la masse populaire, peu susceptible de s'enthousiasmer pour des principes, promettre à tous une amélioration considérable de leur sort.

Impuissant à réaliser du jour au lendemain cette amélioration, le nouveau royaume s'est en outre trouvé aux prises avec des nécessités fiscales traduites par un système d'impositions assez rude.

Puis, la discipline indispensable à un grand État a dû être appliquée tant à la populace des villes qu'à celle des campagnes, aussi incapables l'une que l'autre d'en comprendre les motifs et d'en apprécier les bienfaits.

Sur ces ferments de mécontentement vinrent tomber les théories socialistes. Le peuple en prit ce qu'il pouvait s'adapter, c'est-à-dire les idées rudimentaires sans aucun correctif.

Les foules accoururent avec enthousiasme vers les esprits ambitieux ou rêveurs qui se réclamaient de ces doctrines séduisantes. Mais une déception nouvelle devait encore ici heurter les espérances. La transformation sociale promise n'était ni assez rapide ni assez sensible pour répondre aux impatiences et pour satisfaire l'avidité des appétits. Le syndicalisme vint ajouter sa surenchère à celle du socialisme politique et parlementaire, dont il détourna à son profit une bonne partie des adeptes.

Les descendants des vieilles corporations tyranniques de Florence durent sentir au fond d'eux-mêmes tressaillir d'aise les traditions ancestrales que le syndicalisme ressuscitait, en les accommodant aux idées modernes.

L'opposition entre socialistes et syndicalistes a été bien des fois signalée; elle se manifesta nettement au congrès socialiste de Florence (1908),

puis au congrès syndicaliste de Modène. Les deux influences continuent à se disputer le prolétariat.

Instruits par l'expérience, les chefs attitrés du socialisme, renonçant à baser leur espoir sur des violences inefficaces, sont devenus transformistes. Le socialisme s'est constitué en parti politique. Il lutte pour obtenir une place importante au Parlement. Il est entré dans l'orbite national et veut triompher par la loi conquise. Ses apôtres ont déjà enregistré quelques succès et leurs idées se réaliseront en proportion de l'expansion dynamique qu'elles pourront acquérir dans le pays.

Le syndicalisme, au contraire, se préoccupe peu de légalité et de justice. Il ne croit qu'à la violence et attend seulement de se sentir le plus fort pour imposer sa volonté à la société. Cette volonté n'est d'ailleurs autre que d'arriver à toutes les jouissances, sans tenir compte des efforts nécessaires pour les mériter.

A vrai dire, tous les syndicats n'en sont pas encore à cette conception ; mais tous comptent sur la violence ou tout au moins sur la pression des grèves pour réaliser, soit leur programme général resté des plus vagues, soit des avantages matériels pour un corps de métier ou une catégorie d'individus.

Par une étrange aberration, on a vu des capitalistes recourir à ce moyen inventé contre eux et

s'unir aux syndicalistes pour essayer, grâce à une telle coalition, d'en imposer à la machine gouvernementale.

Les riches par leur influence, la classe ouvrière par la menace de violences et de sabotages, s'efforcent d'entraîner à leur profit le gouvernement hors de la voie où devraient le maintenir le sentiment de l'équité et surtout celui de l'intérêt général dont il a la charge. C'est un perpétuel assaut de tous les appétits individuels contre la société.

La faiblesse du gouvernement a toléré en Italie, comme ailleurs, la création de syndicats jusque parmi ses propres agents chargés des grands services publics. Employés des postes et télégraphes, personnel des chemins de fer, instituteurs, se sont ainsi constitués en groupements grisés de l'importance qu'ils s'attribuent dans l'organisme social et faisant servir à la satisfaction de leurs exigences égoïstes les forces mêmes dont ils ont accepté le dépôt.

Cette satisfaction, du reste, n'est jamais atteinte, car aussitôt un avantage obtenu, d'autres revendications sont formulées. On l'a vu notamment à propos des employés de chemins de fer, auxquels furent accordées, il y a trois ans à peine, d'importantes améliorations constituant une lourde charge pour l'État et qui n'en menacent pas moins, à tout

moment, de se mettre en grève pour arracher de nouvelles concessions.

Les agents des services publics jouissent d'une situation privilégiée. Ils sont à l'abri des aléas menaçant tous les autres travailleurs. Ils considèrent eux-mêmes comme un grand bonheur d'entrer dans une place stable, et connaissent, en l'acceptant, les conditions qui leur sont faites non seulement pour le présent, mais pour la durée de toute leur carrière.

Par voie de compensation et au nom de la chose publique, il devrait donc leur être interdit de se coaliser et de se mettre en grève, abusant ainsi, contre la société, de la confiance qu'elle leur témoigne et des armes qu'elle dépose entre leurs mains.

Nous en sommes, hélas! à ne pouvoir guère compter que sur les abus monstrueux résultant de cet état de choses pour produire dans le pays la réaction salutaire qui en arrêtera le développement. Sans quoi, nous verrons les magistrats suspendre le cours de la justice, pour imposer le relèvement de leurs honoraires; l'armée et la marine s'organiser en syndicats, pour réclamer une existence plus luxueuse et à l'abri des dangers de la guerre.

Le syndicalisme mène ainsi le pays vers l'anarchie.

Le socialisme y tend aussi, malgré le correctif apporté à ses tendances par le contact que ses chefs prennent avec les réalités politiques et sociales, au moyen de la vie parlementaire. Mais ces divergences subtiles nous importent peu. Ce n'est point sur elles que nous établissons l'échelle de notre estime. Nous considérons comme à peu près aussi néfaste, les écoles sociales ou politiques sous quelques étiquettes qu'elles se présentent, qui remettent toute autorité, toute initiative, tout pouvoir à la loi stupide du nombre.

Elles sont la négation même du progrès, qui n'a jamais été réalisé par la foule, mais bien, répétons-le, par une élite dont la masse vient ensuite rabaisser le niveau des idées en adoptant ces dernières, rendant alors nécessaire l'œuvre d'une autre élite, pour continuer le mouvement ascensionnel de l'humanité vers les cimes de science et de beauté.

Ces élites ont pu accomplir leur mission à travers les siècles, en dépit des fanatismes et des tyrannies. Le penseur se demande parfois tristement si les démagogies modernes, avec leur haine aveugle de toute autorité, ne sont pas plus nuisibles que les fanatismes et les tyrannies de jadis.

CHAPITRE XI

CRIMINALITÉ ET JUSTICE

Le socialisme et le syndicalisme, malgré leurs exagérations, ont une fonction sociale utile. Pour les combattre, la société est en effet amenée à atténuer les injustices, les abus, à tenir compte de tout ce qu'il peut y avoir de légitime dans leurs revendications.

Tel n'est pas le cas pour les crimes vulgaires.

L'Italie, depuis son unification, a vu sensiblement augmenter les statistiques criminelles. C'est une rançon à laquelle ne saurait se soustraire aucun pays au premier contact de la liberté. L'affaiblissement du sentiment religieux, la diminution de l'autorité paternelle, la licence de la presse et de la rue, l'indulgence des tribunaux, la complication des lois, incitent les déséquilibrés à prendre le chemin du crime.

Mais comme l'Italie se trouve à ce point de vue dans des conditions analogues à celle des autres

États civilisés, nous ne faisons qu'indiquer le sujet et nous arrêterons seulement sur certaines associations criminelles qui lui appartiennent en propre et exclusivement. Nous voulons dire : la Camorra et la Maffia.

§ 1. — **La Maffia et la Camorra.**

La Maffia en Sicile, la Camorra à Naples, ne diffèrent entre elles que par des détails créés par le milieu dans lequel elles se sont développées, mais ont un trait commun : l'exploitation organisée du faible par l'audacieux sans scrupules.

Les humbles travailleurs sont les premières victimes sur lesquelles ces audacieux font régulièrement peser leur joug, par le prélèvement systématique d'une dîme sur les salaires et sur les bénéfices.

C'est l'exploitation de la faiblesse par la force. Après une promenade sur le golfe de Naples, un touriste demandait à son batelier s'il était satisfait du gain de sa journée : « Je le serais certainement, répondit le brave homme, s'il ne me fallait partager avec l'individu que vous voyez m'attendre là-bas sur la berge. — Pourquoi donc ne le dénoncez-vous pas à la police ? — Eh ! monsieur, si je le dénonçais, il attraperait un mois de prison, mais ensuite il brûlerait ma barque, et moi, je

n'aurais plus qu'à mourir de faim avec ma femme et mes enfants. »

Ce petit tableau donne une idée exacte de la plaie sociale, constituée par ces monstrueuses associations. Toutes les corporations leur paient cette rançon honteuse. Ni l'élégant cocher de la *carrozzella* à San Carlo, ni la prostituée traînant dans les ruelles de Naples, ne sauraient s'en affranchir.

Les criminels non affiliés à ces sociétés pactisent eux-mêmes en tremblant avec les tyrans, que du reste ils admirent et jalousent.

§ 2. — **Mentalité des populations méridionales.**

On ne saurait s'étonner que de pareilles sociétés aient pu se constituer dans les régions méridionales de l'Italie. L'effet amollissant du climat, le manque d'éducation, la misère, tout a contribué à abaisser le niveau de ces populations.

Pour se faire une idée de leur mentalité, il faut lire la magnifique description si admirablement vivante qu'en fait Gabriele d'Annunzio, dans une de ses nouvelles intitulée : *San Pantaleone.*

Présage sinistrement interprété, depuis plusieurs jours des lueurs sanglantes persistent dans le ciel après le coucher du soleil, illuminant tragiquement la campagne où les hurlements des chiens

troublent la paix de la nuit. Anxieuse, la population du bourg de Raduse s'amasse le soir sur la grand'place, près de l'église massive dont les vitraux ont des reflets d'incendie.

Les femmes crient et gesticulent; des propos inquiets s'échangent. Tous attendent l'arrivée des cierges qu'un d'entre eux est allé chercher à la ville pour célébrer demain la fête de leur Saint Protecteur qui seul pourra conjurer le péril redouté, éloigner la grêle des récoltes, l'épidémie des troupeaux.

Voilà qu'arrive sur la place le chariot de leur messager, victime durant la route d'un attentat; il gît agonisant sur les planches; les cierges qu'il apportait ont été enlevés.

Alors, ce sont des cris de délire; les suppositions les plus absurdes sont les mieux acceptées, répétées avec fureur ou consternation. Un fanatique se lève : pour lui la certitude est faite, le crime a été commis par les hommes du village voisin, par les ennemis séculaires, clients de San Gonsalvo, un saint rival du leur et au profit duquel on a détourné les cierges. Il suggestionne cette masse ardente, et anime d'une fureur vengeresse les fidèles de San Pantaleone contre ceux de San Gonsalvo.

Des hommes taillés en hercules prennent sur leurs épaules le buste d'argent du saint outragé.

Il faut le venger. Il faut aller le placer victorieux sur l'autel de son rival. Et c'est, dans la nuit, une marche funèbre d'hallucinés; c'est l'assaut terrible du village ennemi; la lutte affreuse devant l'église défendue et attaquée avec une rage égale. C'est l'incendie, le massacre, la mort. C'est la bête déchaînée, le triomphe du *monstrum infandum* que le poète Lucrèce dénonçait il y a bien des siècles.

Cette mentalité des vengeurs de San Pantaleone s'est manifestée encore dernièrement pour la suppression d'une fête locale; sous la menace d'un danger ou l'apparition du choléra, on vit le peuple se précipiter à l'assaut de l'église et de la mairie, soulevé contre les représentants de l'ordre et de l'autorité, et, à Verbicaro, allant jusqu'à les massacrer, trempant leurs mains dans le sang des victimes pour en marquer leurs portes d'un signe protecteur.

Des hommes enlevèrent les cholériques du lazaret, dans une procession sinistre, et les rapportèrent à leur demeure, répandant insconsciemment la contagion et la mort, contre lesquelles ils accusaient le ciel de ne pas les protéger.

La masse populaire garde la conviction que le choléra est répandu par le gouvernement, contaminant les eaux, pour décimer une population trop nombreuse à son gré, et c'est alors la ruée de brutes contre le pouvoir assassin.

Tout ceci prouve à quelle mentalité en sont encore restées certaines parties de l'Italie. Comment s'étonner si les malfaiteurs réussissent facilement à dominer des natures aussi frustes, à les suggestionner, à les terrifier et même à s'en faire admirer par leur audace. La plupart des victimes se taisent, craignant de s'exposer, par des dénonciations, à de terribles représailles, ou préférant attendre l'occasion de se venger personnellement.

Dans les villes, la Maffia et la Camorra ont leur code, leur hiérarchie, leur administration. Elles exercent même une influence politique à laquelle plus d'un candidat a fait appel ; ce qui leur valait, en haut lieu, des protections et des appuis, souvent nécessités par la reconnaissance.

Le gouvernement paraît enfin entré dans la voie de la répression ; mais, parmi la police, la magistrature, les municipalités, il rencontre parfois des obstacles, là où il ne devrait trouver que des auxiliaires.

Du reste, les membres de cette « honorable société », comme s'intitulent les affiliés, montrent devant le danger un courage indéniable, pratiquent entre eux une solidarité remarquable, surtout au point de vue du secret qu'ils se gardent les uns aux autres. Ils acquièrent ainsi une force et un prestige qui déroutent les recherches de la police et les poursuites judiciaires.

Quelques audacieux malandrins ont essayé d'importer en Lombardie une association analogue sous le nom de *Teppa*, mais ils avaient affaire à une population toute différente, dont la moralité et l'énergie eurent vite raison de leur tentative.

Jusqu'à ces dernières années, les campagnes ont connu un autre fléau, celui du brigandage. Il en reste peut-être quelques traces dans les Calabres et en Sicile, mais les routes et les voies ferrées permettent aujourd'hui à la police de pénétrer dans certaines contrées naguère inaccessibles et d'y organiser la répression.

Le brigand était généralement un individu qui, après avoir commis un premier crime, le plus souvent un meurtre passionnel, se réfugiait dans les montagnes ou les forêts, pour en éviter les conséquences. Désormais au ban de la société, il entendait vivre à ses dépens.

Parfois seuls, parfois se réunissant en bandes, les brigands réussissaient à faire accepter tacitement leur voisinage par la région sur laquelle ils vivaient et qui leur payait une sorte de dîme de garantie. De ce côté, les plaintes étaient rares; quant aux passants qui devenaient leurs victimes, le plus souvent leur disparition restait inexpliquée. Les poursuites étaient difficiles dans un pays peu habité, accidenté et où du reste personne ne mettait beaucoup de zèle aux recherches.

Lorsque les provinces méridionales furent annexées à l'Italie en 1861, les débris des troupes bourboniennes apportèrent au brigandage un contingent inquiétant. Ce fut d'abord une guerre de guérillas qui gardait un caractère de fidélité politique. Peu à peu, les derniers réfractaires désorganisés, affamés, traqués, descendirent au niveau des détrousseurs de grand chemin. Ils se tenaient sur les frontières de l'État pontifical et des provinces napolitaines, se soustrayant aux poursuites en passant d'un État dans l'autre.

La législation italienne s'inspire, est-il besoin de le constater, du vieux droit romain, auquel toutes les civilisations ont emprunté une bonne part de leurs institutions judiciaires. Quant aux détails, c'est surtout le code français, tout imbu du droit romain, qui a servi de modèle aux jurisconsultes et aux législateurs de l'Italie nouvelle. L'esprit d'imitation y a fait introduire la peine suspensive, dont la loi Bérenger a doté la France. Souvent l'imitation a été moins heureuse. Avec ses bons côtés, la législation française nous a transmis ses imperfections et ses faiblesses. Il est vrai qu'elles tiennent beaucoup à la mentalité latine. C'est ainsi que les offenses à l'honneur, n'étant pour ainsi dire pas réprimées, ou n'étant appréciées que selon le dommage matériel qui en découle, le duel reste la seule réparation. C'est

ainsi que l'adultère, que la loi anglaise punit avec une grande sévérité, au point de vue pécuniaire, ne trouve dans la loi italienne, comme dans la loi française, qu'un châtiment dérisoire.

Une pire analogie des mœurs judiciaires italiennes et françaises, c'est l'infiltration de la politique dans les tribunaux. L'influence du député se fait sentir jusque dans le prétoire. Un grand nombre d'avocats ambitionnent la députation, car leur intervention dans les procès est alors beaucoup mieux rétribuée.

Il en résulte une regrettable confusion entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir gouvernemental. Il faut souhaiter une nette et rapide réaction contre cette tendance. Une justice sans indépendance n'est pas la justice.

Les postes élevés de la magistrature sont occupés par des personnalités qui s'imposent à l'estime par leur caractère et à l'admiration par leur talent. L'impulsion qu'ils donnent au monde judiciaire est donc excellente, mais il ne faut pas qu'elle soit contrariée par l'intervention d'autres facteurs.

Il y a peu de temps, à Rome, lors de l'inauguration du vaste Palais de Justice, le sénateur Quarta, premier président de la Cour de Cassation, disait, en un beau langage, que la magistrature italienne ne devait jamais perdre de vue le splen-

dide exemple et les traditions légués par l'antique Rome.

Nous pensons avec lui que nos magistrats ne sauraient, en effet, trouver nulle part un plus bel exemple d'énergie, de grandeur et de sagesse.

LIVRE II

DÉVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET SENTIMENTAL

CHAPITRE I

LES ARTS

Après avoir considéré le développement matériel de l'Italie, nous devrons maintenant étudier son évolution artistique et sentimentale, traduction fidèle de son âme moderne, comme l'art antique fut celle des premiers Romains.

L'art, c'est en effet l'expression de l'homme tout entier, de ses instincts, de ses sentiments, de sa raison. L'instinct nous fait sympathiser avec certains types, certaine nature de paysages, correspondant à notre race et à notre milieu; le sentiment nous porte à préférer la représentation des émotions que nous pouvons imaginer; la raison analyse ces impressions personnelles et les rectifie au besoin.

Ce dernier point seul devrait être le sujet de la critique, le reste étant un fait individuel qui échappe au raisonnement proprement dit.

Mais pareille observation, vraie pour la critique objective, serait une erreur quand on recherche ce qui constitue l'essence même de l'art, ce dernier devant être considéré en tant qu'inspiration et en tant que réalisation. La réalisation, à part les dispositions indispensables à l'artiste, exige un entraînement de métier conférant la maîtrise de l'instrument spécifique d'un art déterminé. Quant à l'inspiration, elle a sa source dans un sentiment inné de l'harmonie que tous les traités ne sauront jamais définir, à moins d'admettre qu'on puisse enfermer dans des formules le génie d'un Léonard, d'un Shakespeare ou d'un Gœthe.

Si nous descendons maintenant de ces considérations générales sur l'art, à l'étude du développement artistique de l'Italie, nous verrons que les explosions d'art, dont elle a été soulevée au cours de l'histoire, correspondaient à des périodes de grande richesse, telles que la première et la seconde Renaissance.

La raison en est simple. L'art est une fleur de luxe qui ne peut fleurir que dans une atmosphère de richesse et de goût.

La sélection des œuvres artistiques réclame encore la direction intelligente de Mécènes, gui-

dant et favorisant l'inspiration des artistes, permettant l'essor de productions parfois géniales qui, sans eux, restent forcément étouffées.

Or, à notre époque, l'Italie est peu fertile en Mécènes. Les grandes fortunes sont devenues l'apanage d'hommes que ni leur atavisme, ni leur dispositions personnelles n'ont préparés à ce rôle.

§ 1. — La peinture.

Les écoles de Venise et de Naples sont actuellement les deux centres principaux où s'affirment des tendances et des caractéristiques intéressantes.

Celles de l'école de Naples lui viennent de l'influence très puissante que Domenico Morelli exerça, il y a quarante ans, sur les jeunes.

Ce grand coloriste avait une imagination telle qu'il voyait par la pensée sa peinture avant de la réaliser. Avec une exactitude surprenante, il montrait à son interlocuteur étonné une toile blanche, lui décrivant les personnages et sujets encore absents comme s'il les avait eus sous les yeux... Sa manière novatrice avait abandonné la technique et les conventions qui faisaient loi chez ses prédécesseurs. Il subissait toutefois l'influence de la tradition en continuant à traiter de préférence des sujets religieux, qu'il interprétait d'ailleurs d'une façon toute personnelle.

Sa *Tentation de saint Antoine* est l'exemple le plus frappant de son genre. L'ascète y est représenté en proie aux hallucinations dans sa grotte sauvage, au milieu de rochers abrupts; l'image de femmes de volupté vient l'assaillir. Les anfractuosités du roc et ses reliefs se transforment en corps féminins. Le rude tronc d'arbre qui lui sert d'appui devient un bras souple qui l'enlace, tandis qu'une tête aux cheveux d'or se penche vers lui.

Un des élèves du maître, Michetti, donnait, il y a trente ans, de grandes espérances. Le premier tableau qu'il exposa à Naples, en 1878, fut l'objet d'une admiration unanime. Il représentait dans le fond une vieille église; quelques marches conduisaient à son triple porche par lequel s'écoulait la foule, tandis que, sous les arcades de la basilique, une procession s'avançait gravement avec toute la pompe méridionale. Les hommes revêtus des pittoresques costumes de leurs provinces, des enfants demi-nus, couronnés de fleurs, courant en des poses gracieuses, donnaient à l'ensemble une intensité de vie et de lumière justifiant l'accueil que reçut cette œuvre.

Un autre joli tableau de Michetti est intitulé *la Figlia di Jorio*. Au milieu d'un paysage encadré par les crêtes arides de l'Apennin, un groupe de chasseurs déjeune en échangeant de joyeux propos.

Devant eux passe, douloureuse, angoissée, mais se raidissant dans une fierté farouche, une fille-mère. Et l'on devine qu'ils la poursuivent de leurs sarcasmes.

Comment se sont réalisées les espérances que donnait un artiste évidemment doué de qualités exceptionnelles ? A-t-il apporté une preuve de plus à la loi formulée dans *l'Étape*, de Paul Bourget, sur l'impossibilité de s'élever sans se briser, dans la vie sociale, à un niveau trop différent de celui du départ ? Triste loi qu'expérimenta douloureusement cette infortunée élève de Roybet Juana Romani' partie enfant de son village, comblée d'honneurs et de richesses en ce Paris toujours hospitalier à tous les mérites et dont l'intelligence faiblit sous le poids de son trop rapide succès.

Quoi qu'il en soit, Michetti, qui s'affirmait magistralement à ses débuts, n'a pas continué son ascension. Comme fatigué, il s'est arrèté dans un vallon riant, mais que le soleil de la gloire illumine faiblement. Depuis longtemps, nous n'avons vu de lui que des œuvres empreintes, certes, d'un sentiment agréable, mais dépourvues du mérite qui s'impose.

C'est une erreur de vouloir, en peinture, faire de la philosophie; le pinceau doit laisser à la plume de l'écrivain le souci d'exposer des thèses morales et sociales.

M. Ferrari, lui, vise au rationalisme dans la religion. C'est pourquoi, représentant les Saintes Femmes à leur descente du Calvaire, sous prétexte qu'elles étaient des femmes du peuple, il en fait de vulgaires et frustes paysannes.

Il oublie le droit et la force des symboles et comment, dans l'histoire, les sentiments apportent une vérité plus haute que l'histoire elle-même.

Pour conclure, on doit reconnaître que le moment n'est pas, en Italie, des plus favorables à la peinture. Nous avons indiqué les causes générales qui contrarient son essor. Il faut en considérer quelques-unes plus spéciales, telles que le manque de formation première chez ceux qui auraient encore fort à apprendre; le besoin d'argent poussant à une production précoce et hâtive, la vanité vraiment sans bornes de quelques artistes qui prennent d'heureuses dispositions pour du génie; l'absence d'idéal résultant surtout de l'ambiance, enfin l'oubli des traditions dont les maîtres français ont su allier le respect avec les tendances modernes. Tout ceci explique pourquoi les meilleurs de nos artistes n'arrivent guère à dépasser la simple habileté.

Ceux qui font preuve d'un talent supérieur vivent à l'étranger, comme MM. de Nittis, Segantini, Boldini.

§ 2. — L'école de Venise.

La tradition d'art n'a pas manqué à Venise. Quelles que fussent les conditions de sa vie politique et économique, des maîtres de valeur maintenaient allumé le flambeau qui avait jeté tant d'éclat depuis le XVe siècle jusqu'à Tiepolo, le dernier des grands peintres vénitiens.

Avec l'invasion française l'école de Venise subit l'engouement du style Empire. Puis ce fut du romantique à la Byron ou à la Musset et, malgré cela, presque sincère. La tradition ne fut retrouvée pleinement qu'avec Cabianca et Favretto qui, durant le XIXe siècle, revinrent à la vérité dans la technique aussi bien que dans l'inspiration. Cependant la vitalité de l'école s'affaiblissait et peut-être aurait disparu sans deux éléments de rajeunissement venus à propos pour galvaniser la ville des doges.

Ce fut d'abord la vogue remise en honneur par les touristes raffinés, pour ses beautés incomparables. Son accès, devenu facile, draina vers elle tout ce que l'Europe et l'Amérique comptent de riches voyageurs. Leur apport a sensiblement amélioré les conditions économiques de Venise et par là même favorisé la production artistique.

En dehors de cet avantage très réel, l'élément

étranger anime et réveille la pensée de la dormante lagune. Le contact avec des artistes de valeur venus de tous les pays développe l'émulation ou suscite des efforts nouveaux; l'encouragement de Mécènes éclairés permet aux sculpteurs, aux architectes et aux peintres de se livrer consciencieusement à leur art sans trop de préoccupations matérielles. Grâce à cet ensemble de circonstances, on a pu fonder dans un site enchanteur une Exposition biennale d'un intérêt croissant.

Une jeune pléiade d'artistes la prépare et s'efforce courageusement de retrouver les secrets qui ont fait de ses illustres devanciers des maîtres universellement reconnus.

Fiers à juste titre de leur ville, ils saisissent toutes les nuances de ses divers aspects, non seulement pour en reproduire les émouvantes oppositions d'ombres et de lumières, de splendeur et de délabrement, mais encore pour traduire les mœurs de cette population restée fort heureusement attachée aux usages d'autrefois.

Tous les genres de peinture y sont représentés, sans toutefois révéler actuellement des talents exceptionnels.

Un artiste toutefois mérite une attention spéciale pour quatre panneaux décoratifs représentant *le Réveil de Venise*. M. Pieretto Bianco a choisi comme sujets les travaux de réparation de Saint-

Marc, la réédification du Campanile, le port de commerce et l'Arsenal où se construisent les cuirassés modernes; sa facture est large et rappelle en peinture celle de Constantin Meunier. Les ouvriers, groupés avec talent, se détachent sur un fond de lumière changeante.

Nous avons vu à cette même Exposition une grande salle décorée par M. Sartorio, où se manifestait un véritable talent.

Est-il besoin d'ajouter qu'à ces noms cités au hasard des souvenirs pourraient se joindre beaucoup d'autres, si nous n'avions d'autre but que celui d'indiquer sommairement la direction du mouvement artistique?

Continuant sa tradition historique, l'Italie a dans chaque ville des représentants estimables de ses anciennes gloires.

Malheureusement, elle connaît aussi cette pègre du pinceau et du scalpel, cataloguée sous les titres de cubisme, futurisme et autres enseignes.

Nous préférons les passer sous silence par respect pour le lecteur et par commisération pour ces apaches de la renommée, qui essaient de terroriser grâce à leurs outrecuidantes manifestations un public trop tolérant.

CHAPITRE II

SCULPTURE. — ARCHITECTURE

§ 1. — Sculpture.

Gemito représentait, il y a trente ans, la grande espérance de la sculpture en Italie.

Depuis longtemps, aucun artiste n'avait montré un sens aussi complet que lui de la valeur des plans. Aussi ses maquettes sont-elles fort recherchées par les connaisseurs. Hélas! lui non plus, comme tant d'autres, ne sut pas résister aux effets pernicieux d'une gloire trop rapide. Avec l'âge, cependant, il semble redevenir maître de son talent. Dernièrement, il a pu se remettre au travail. Puisse cette reprise tardive nous compenser le douloureux arrêt de son inspiration.

Napolitain, comme le précédent artiste, M. Parbella avait débuté brillamment par une terre cuite, *Canto d'amore*, qui fit sensation. Elle représentait trois jeunes filles du peuple descendant

entrelacées un sentier abrupt, en chantant une chanson d'amour.

Toute l'œuvre resplendissait de l'insouciance de leurs vingt ans, de l'abandon langoureux et fort de leurs attitudes, de la joie de vivre et d'aimer sous le beau ciel de Naples. Une incomparable grâce parait cette moderne Tanagra. De pareils débuts annonçaient un maître, qui ne s'est pas affirmé.

Parmi les jeunes, M. Canonica modèle avec une particulière délicatesse les bustes de femme. Il sait donner à la matière le moelleux et la grâce de la vie par une heureuse composition des formes, en même temps que par la patine dont il adoucit la crudité du marbre. Le jeune artiste a prouvé qu'il pouvait également traiter avec succès la sculpture monumentale.

De même que pour la peinture, à côté des noms que nous venons de citer, d'autres mériteraient certainement de figurer. Mais ce n'est pas ici le lieu d'une nomenclature didactique ni même d'une revue d'art. Nous notons des impressions personnelles qui peut-être trouveraient leur place dans une œuvre d'ensemble que nous n'envisageons pas. Omettre d'autres noms n'est donc nullement les dédaigner. Cette abstention ne comporte que le regret pour nous de n'avoir pas eu l'occasion d'apprécier certains talents.

§ 2. — Statuomanie funéraire et politique.

Il faut bien que les sculpteurs soient nombreux en Italie pour suffire à la statuomanie qui se donne plus que jamais carrière sous les deux formes funéraire et politique.

La première, alimentée par la vanité des héritiers, arrive à des fantaisies d'un ridicule outrancier ne révélant qu'une absence totale de goût et de sentiment artistique, en même temps qu'une lamentable vulgarité de conception. Le cimetière de Gênes renferme un modèle bien caractérisé de ce genre déplorable. Un bas-relief en marbre représente, presque grandeur nature, la chambre d'un mourant, avec tous les membres de sa famille éplorés autour de lui. Les vivants ont ainsi trouvé un ingénieux moyen de faire admirer leur effigie.

La statuaire politique se traduit par les monuments officiels. Victor-Emmanuel et Garibaldi en font surtout les frais. Les sculpteurs les apprécient comme sujets, pouvant, en effet, les représenter à cheval et revêtus de costumes décoratifs. Cavour et Mazzini sont beaucoup moins recherchés, simples piétons aux vêtements un peu bourgeois. Avec les statues équestres, les artistes réussissent plus facilement à impressionner le gros public.

Toute appréciation a son point de vue. A côté de ces considérations utilitaires, l'esprit de parti intervient encore pour nuire au développement régulier de l'art sculptural.

Il y a quelques années, la municipalité de Rome avait fait ériger, devant le palais des Thermes, une fontaine monumentale représentant quatre femmes étendues sur des monstres marins. Les bien-pensants crièrent à l'immoralité, alors que cette inspiration banale ne méritait qu'une bienveillante indifférence. Mais le sculpteur était connu pour ses idées avancées.

§ 3. — L'architecture.

C'est peut-être sur l'architecture que l'unification de l'Italie a eu sa principale répercussion. On se l'explique aisément. Les villes et même les villages ont dû se pourvoir de constructions adaptées aux nouveaux besoins administratifs et sociaux. Il en est résulté un mouvement très important au point de vue des charpentes édifiées, des moellons entassés, mais dans lequel l'art a trouvé moins de profit que les entrepreneurs.

Dans la plupart des cas, en effet, l'esthétique semble avoir été complètement négligée par des faiseurs de projets qui, souvent, ne savaient même pas approprier leur bâtisse à sa destination.

C'est à Rome que ce mouvement a eu le plus d'importance, comme conséquence de sa nouvelle fonction de capitale du royaume italien. L'effort privé n'y a pas été moins considérable que l'effort gouvernemental.

L'initiative particulière débuta même par l'élan inconsidéré qui aboutit au krach de 1889. Mais, dans cette fièvre, ne se glissa pas la moindre préoccupation d'art. Tout fut spéculation dans ce débordement de maisons dites de rapport, qui n'ont guère justifié leur titre à l'égard de ceux qui les firent construire.

Au point de vue de l'art, on pourrait presque dire qu'ils avaient mérité leur sort par les horreurs prodiguées dans tous ces immeubles, où les faux marbres, les fausses pierres, l'ornementation de pacotille surchargent les façades.

Nous ne saurions guère mentionner que deux palais particuliers ayant été construits à Rome durant ces quarante années : les palais Brancaccio et Piombino.

Ce dernier, actuellement résidence de S. M. la reine Marguerite, est remarquablement bien placé, dominant la belle avenue qui va de la villa Borghèse à la place Barberini. Il profite ainsi d'une circonstance beaucoup trop fréquemment négligée en architecture, où l'on oublie que l'œuvre d'art doit être en harmonie avec le cadre qui l'entoure.

Les maîtres des bonnes époques se gardaient bien de méconnaître ce principe.

La façade, style romain du XVII[e] siècle, sobre et majestueuse, produit grand effet. Mais là s'arrête la splendeur. Si l'on pénètre dans l'intérieur, au lieu de la cour somptueuse qu'auraient certainement ménagée les hommes du XVII[e] siècle, le visiteur se trouve en présence d'un escalier quelconque donnant accès à des couloirs de dégagement, bordés d'une double rangée de pièces.

Les anciens palais romains avaient plus d'harmonie dans l'ensemble et plus d'inattendu dans les détails. La réalité répondait mieux à l'apparence. Les préoccupations économiques contemporaines font sentir leurs conséquences.

Le palais Brancaccio est moins heureux. Sa masse noire et prétentieuse, en imitation de pierres de taille vieillies par de savants artifices, écrase des rues trop étroites pour la perspective. La disproportion de la hauteur de ses étages révèle un aménagement motivé par des considérations utilitaires.

Dans les nouveaux quartiers Ludovisi, l'architecture n'a que peu d'importance au point de vue de l'art. Tous les styles s'y donnent carrière, hors le style romain. Le florentin, le mauresque, le style français d'époques diverses, voisinent suivant le caprice des propriétaires. Personne n'a

paru comprendre que l'architecture est un fruit du sol et doit lui être propre comme sa flore ou sa faune.

Les particuliers se trouvent limités en matière d'architecture par les dépenses à supporter. Les grandes banques, les municipalités, le gouvernement que cet obstacle ne saurait arrêter, parce qu'ils ne connaissent généralement en fait de faillite que celle des autres, ont-ils été plus heureux? Dans tous les cas, ils ont participé d'une façon sensible au mouvement architectural. La Banque d'Italie, la Caisse d'épargne se sont fait édifier des immeubles dont l'aspect symbolise l'état florissant de ces institutions, mais qui n'ont rien de bien remarquable comme esthétique.

Le *Banco di Roma* a préféré acheter un joli petit palais en plein Corso, s'assurant ainsi une belle demeure en réalisant une notable économie.

A l'actif de la municipalité, citons la restauration mieux intentionnée que réussie d'une maison attribuée à Raphaël, aux environs du palais Farnèse. Il semble, en effet, que l'on aurait pu facilement et avec une exactitude minutieuse reproduire dans les parties neuves les motifs élégants de la partie ancienne. On a peut-être cru le faire, mais les légères modifications apportées ont suffi pour transformer un bijou de style en une chose médiocre.

§ 4. — Négligence des traditions classiques. Défaut de perspective.

La municipalité a fait aussi construire, *via Nazionale*, un grand palais destiné aux expositions artistiques annuelles. C'est une bonne œuvre d'école. Le gouvernement a fait beaucoup plus; cela ne veut pas dire beaucoup mieux. Nous nous limiterons à examiner ses deux efforts les plus importants qui ont abouti à l'édification du Palais de Justice, élevé près du château Saint-Ange, et du monument de Victor-Emmanuel.

La première impression qu'éveille le Palais de Justice, c'est qu'aucun souci d'économie n'a présidé à sa construction. On a cherché, croirait-on, à battre un record de dépenses. Les pierres de belle qualité s'y entassent. Assemblées avec simplicité, elles auraient du moins pu plaire par la beauté de leur matière. On les a cruellement creusées, fouillées. Une perversité maladive semble s'être appliquée à les tourmenter ou avoir eu comme but d'augmenter la main-d'œuvre dans une proportion absolument inutile. Quant au style, on ne saurait le définir, c'est un chaos de tous les styles entrechoqués.

Nous ne connaissons de plus monstrueux que l'église de Saint-Basile à Moscou. Mais là-bas, l'au-

teur avait une excuse. C'était, en effet, un modeste ouvrier italien auquel Ivan le Terrible avait imposé la construction de la basilique, avec la condition, sous peine de mort, de produire une œuvre absolument originale. L'artisan s'appliqua à sauver sa vie aux dépens du goût. Il acheva son église par une terrasse sur laquelle poussait toute une forêt en maçonnerie. Mais l'architecte de Rome n'a pas eu comme excuse un péril semblable.

Le monument de Victor-Emmanuel est un peu plus heureux. Il relève de l'inspiration classique. Les détails finement exécutés peut-être, manquent absolument de goût et d'harmonie. Cette façade a une certaine grandeur. Cependant, nous ne pouvons que regretter, tant au point de vue historique que topographique, l'emplacement choisi.

On a fait remarquer, pour répondre à la critique, que ce monument rappelait dans ses grandes lignes le temple fameux qui s'élevait près de l'ancienne Præneste, aujourd'hui Palestrina.

C'est précisément à nos yeux son véritable défaut. Le temple de Palestrina s'adossait à la montagne solitaire, dominant une vallée encadrée, d'un côté, par les monts Albains, de l'autre par la chaîne des monts Lépins, entre lesquels s'ouvrait une merveilleuse échappée sur la mer lointaine. Cette situation explique les dimensions du temple et surtout son élévation qui le mettait en har-

monie avec les beautés naturelles environnantes.

Il n'en est pas ainsi pour le monument de Victor-Emmanuel, écrasant de sa lourdeur la motte de terre immortelle du Capitole, dont il semble vouloir cacher la gloire.

L'école de Michel-Ange était mieux inspirée en dessinant dans des proportions harmonieuses la petite place du Capitole.

On peut encore reprocher aux auteurs du monument de Victor-Emmanuel d'avoir mutilé le palais de Venise, intéressant à la fois par les événements historiques qu'il évoque et par son architecture marquant la transition entre les forteresses du Moyen Age et les palais du XVII[e] siècle.

A quelles conclusions ces observations nous amèneront-elles? Peut-être à constater qu'actuellement bien rares sont, en Italie, les privilégiés réunissant la fortune et le goût.

Notre époque ne semble pas dans les conditions voulues pour égaler le siècle d'Auguste, de saint François ou de Léon X.

CHAPITRE III

LA MUSIQUE

§ 1. — Origines.

Quand Alfred de Musset chantait :

> Fille de la douleur, harmonie, harmonie,
> Langue que pour l'amour inventa le génie
> Qui nous vint d'Italie et qui lui vient des cieux,

il commettait plusieurs inexactitudes, fort excusables d'ailleurs pour un poète. Car la musique italienne, telle que nous la révèle son évolution historique, semble lui venir du doux pays de Provence. De plus, le trait caractéristique de cette musique, d'aussi loin que nous pouvons l'étudier, consiste dans la mélodie et non dans l'harmonie; enfin, si elle a été, dans cette contrée ensoleillée, l'interprète de l'amour, cet amour se montre généralement sentimental et joyeux, plutôt que douloureux ou mélancolique.

C'est encore Dante qui fournira la preuve de nos affirmations.

On connaît ses rapports avec les troubadours de la *Gaie science*, dont le souvenir se retrouve dans quelques-unes des poésies mineures du divin poète. Suivant leur exemple, il aima faire mettre en musique ses chansons d'amour. Lorsque, au Purgatoire, il rencontre le célèbre chanteur et musicien Casella, son fidèle ami, il le supplie, « s'il n'a pas « perdu la mémoire ou l'usage des chants amou- « reux qui apaisaient tous ses désirs, de consoler « un peu son âme, oppressée d'être venue jusqu'ici « avec son corps ».

Et Casella chanta sans hésiter une des plus belles « canzoni » de l'Alighieri, *Amor che nella mente mi ragiona* et le fit si « dolcemente » que la « douceur vibre encore en dedans de moi », continue le poète, et que Virgile et les autres en oublièrent où ils étaient. Heureusement, Caton se trouve là pour les rappeler au devoir.

Le charme pénétrant de la musique résidait donc aux yeux de Dante, ce prototype de l'Italien, dans la mélodie amoureuse, telle que la chantaient les troubadours.

§ 2. — **A travers les rues d'Allemagne et d'Italie.**

Le voyageur attentif peut facilement constater ce goût permanent chez le peuple, surtout dans

l'Italie péninsulaire. Depuis Florence jusqu'au fond de la Sicile, pendant les moissons ou les vendanges et particulièrement à travers les villes, petites ou grandes, les chants qui frapperont son oreille seront presque toujours de simples mélodies, à peine accompagnées de faibles guitares ou de mandolines.

Tout au contraire, en Allemagne, les chansons des rues consistent habituellement en chœurs assez compliqués, révélant un entraînement spécial et une préférence marquée pour l'harmonie.

En Italie, la mélodie un peu sensuelle envahit tout le chant musical, non seulement dans les réunions profanes, mais encore dans les églises, en faisant négliger le sévère chant grégorien.

Cette confusion entre des émotions si différentes apparut tellement grave, que le Concile de Trente dut s'en occuper et proscrire des cérémonies religieuses, comme on s'y efforce aujourd'hui encore, les chants trop profanes.

Pier Luigi, de Palestrina, « le prince de la musique », rendit cette transformation possible en puisant dans son génie les formes d'un art captivant et nouveau, où l'harmonie vocale et instrumentale remplaçait la mélodie facilement sensuelle.

Mais cet art était si peu conforme au goût italien que ses imitateurs devinrent bien vite des pédants

du contrepoint, ne sachant composer que des acrobatismes sonores, répudiés avec ennui, aussi bien par la mélodie que par l'harmonie.

Ceci pour le chant d'église.

Le chant profane n'étant pas soumis à la liturgie, ses représentants purent se laisser aller à leur tempérament.

Le grand Lulli, l'inspirateur peu connu de la *Marseillaise*, profita d'autant mieux de cette liberté qu'écrivant en France, sous la protection du roi, il n'avait d'autre souci que de le satisfaire.

Un danger différent guettait la musique de théâtre, influencée par les artistes désireux de montrer la souplesse de leur voix. Les fugues et les contre-fugues faisaient perdre le sens de la pure mélodie.

Scarlatti réagit avec succès contre cette nouvelle erreur, et, quoique vaincu par son rival Hændel, il eut la gloire d'avoir, comme élèves, Pergolèse, Piccini et l'émule de Gluck, Paisiello.

§ 3. — L'œuvre de Rossini.

Ce dernier mourut en 1816, après avoir écrit un *Barbiere di Siviglia*. Gioachino Rossini, né en 1792, en écrivait un autre qui devait effacer le souvenir du premier.

Rossini a influencé l'Italie musicale du XIXe siècle, parce que son inspiration répondait au goût

du public et favorisait également lajoyeuse paresse du maître.

Ayant trouvé une mesure capable de susciter l'émotion qu'il voulait éveiller dans l'auditoire, il la tournait et retournait indéfiniment en l'accompagnant d'accords aussi pauvres que bruyants. Une fois trouvée, « sa mesure », la romance, la cantate étaient faites.

Ce procédé flattait la vanité du public qui sortait du théâtre en sifflotant tout un acte d'opéra qu'il venait d'entendre pour la première fois. Il se supposait ainsi des dispositions remarquables à la musique, sans se douter qu'il répétait toujours la même phrase.

Certes, on trouve dans l'œuvre de Rossini, comme chez ses successeurs immédiats, des pages de prenante mélodie; mais le défaut général des compositeurs de l'époque, c'est la répétition de la phrase musicale et son accompagnement mécanique.

Cette erreur dépassa les Alpes, elle contamina l'Europe entière et, pour ne citer qu'un exemple, Beethoven lui-même s'y laissa prendre,

Qu'on relise sa *Gondola Nera* et on verra avec quel mépris de l'auditoire il redit impitoyablement la même chose.

Tout cela est si connu, d'ailleurs, qu'il est inutile d'insister.

Quand, au milieu de cette stagnation, faite de sensualité et de petits intérêts, éclata la révélation wagnérienne, Verdi, ébloui, transforma à soixante-dix ans sa manière et tous les jeunes l'imitèrent avec enthousiasme.

Aujourd'hui, le génie mélodique des Italiens s'allonge en cadences qui s'efforcent de rendre en la serrant de près l'émotion toujours changeante. L'orchestration y participe par la création d'une atmosphère musicale appropriée.

Le succès est possible aux maîtres contemporains, pourvu qu'ils sachent harmoniser la grande œuvre de Bayreuth avec le génie national.

Cette espérance devient presque une certitude quand on pense aux Perosi, Leoncavallo, Boito, Puccini et à Mascagni, l'heureux compositeur de la *Cavalleria Rusticana*.

CHAPITRE IV

LA LITTÉRATURE

---

§ 1. — Évolution de la langue italienne.

Parmi les innombrables efforts qu'a dû accomplir l'Italie contemporaine, pour regagner le temps perdu pendant les derniers siècles, on néglige souvent celui de la création d'une langue nationale.

Il est admis généralement, et d'ailleurs fort justement, que la langue italienne, depuis Dante, est constituée et que rien n'y manque pour l'expression de la pensée.

Les grands littérateurs du Trecento et du Cinquecento l'avaient, en effet, rendue capable de traduire, avec une harmonieuse précision, la vie et les nécessités de l'époque.

Mais, pendant les trois siècles qui suivirent, l'Italie demeura isolée et enfermée entre d'innombrables barrières d'ordres divers qui venaient

s'ajouter à la difficulté déjà considérable des communications, résultant de sa configuration géographique. Il s'ensuivit qu'alors que les dialectes, déjà très développés, s'enrichissaient progressivement de toutes les adaptations à la vie nouvelle et restaient par conséquent langue vivante, la langue italienne, privée de ces éléments de rajeunissement, tombait au niveau de langue morte, que la jeunesse cultivée apprenait dans les écoles sur des textes classiques, en même temps que le grec et le latin.

Les choses se passaient encore ainsi, il y a cinquante ans, et si maintenant, grâce à la facilité des communications et à l'influence du service militaire, l'italien est compris dans tout le pays, on ne pourrait dire qu'on le parle partout de la même façon.

Les dialectes sont loin de disparaître et retardent le travail d'adaptation de la langue commune aux exigences de la pensée contemporaine.

Il y eut donc une langue italienne parlée, influencée par les dialectes locaux, et une langue italienne écrite que seuls savaient manier les meilleurs écrivains.

L'unification de l'âme italienne exigeait une langue écrite pour tous.

Cet effort fut d'abord accompli par deux romantiques, au début du XIX[e] siècle : Alessandro Man-

zoni avec ses *Fiancés* et Silvio Pellico avec *Mes Prisons*.

Ces ouvrages causèrent un scandale dans le monde officiel des lettres et une révolution enthousiaste dans le public qui comprenait enfin ce qu'on imprimait pour lui.

Cependant, ces deux auteurs avaient peut-être trop accordé au laisser-aller populaire et commis des négligences inutiles.

Tout l'effort des littérateurs au siècle dernier a été de trouver l'accord entre la forme classique et les exigences de la pensée moderne.

Le dernier grand prosateur et grand poète de l'Italie classique a été Giosué Carducci. Eperdument épris de l'antiquité païenne, dont il n'apercevait que les beautés, rêvant de la voir renaître, en Italie, combattant tout ce qui s'opposait à son retour, il a chanté en des vers magnifiques ses amours et ses haines.

Pour mieux faire revivre le passé, il a plié le rythme de la poésie italienne à la métrique latine. Son indiscutable talent lui a permis de résoudre avec bonheur cette difficulté, mais son succès a malheureusement perdu nombre d'imitateurs qui, sous prétexte d'écrire comme lui des iambes ou des épodes, attristent les Muses et les lecteurs.

Nul plus que nous n'admire certaines des poésies de Carducci, mais les transpositions dont il a abusé,

l'exagération des citations classiques, la tonalité ne répondant pas toujours à l'harmonie de la langue italienne, nous font supposer qu'un oubli respectueux l'attend d'ici peu.

L'œuvre qui rendit le nom de Carducci populaire aux yeux du grand public, c'est principalement son *Hymne à Satan*. Le titre seul était déjà un coup de grosse caisse destiné à faire trembler les âmes dévotes. Le texte est une glorification de toutes les applications scientifiques contemporaines, personnifiées par le grand poète dans le brillant Lucifer.

Les gens de goût trouvent que cette poésie manque peut-être de la mesure nécessaire pour en faire une œuvre durable. C'est du médiocre Voltaire moins l'esprit.

Dans ses ouvrages en prose, Carducci se montre passionné et sectaire; sa critique, toute de sentiment, ne peut s'élever aux sérénités objectives. Pareille tendance, se trouvant d'accord avec la mentalité alors en vogue, lui a valu des admirateurs enthousiastes.

De profonds penseurs, parmi lesquels nous citerons Benedetto Croce, semblent aujourd'hui vouloir analyser son œuvre d'une manière plus objective et lui enlever quelques lauriers.

Celui qui, après l'incomparable Léopardi, a su le mieux rendre la pensée moderne, italienne, tout

en ne sacrifiant rien de la beauté antique de la forme, est Gabriele d'Annunzio.

En France, on ne le connaît que par ses romans et quelques pièces de théâtre, parfaitement traduites d'ailleurs, ou écrites en français.

Ses œuvres italiennes sont remarquables par une langue merveilleusement assouplie jusqu'à rendre les nuances les plus fines ou les plus hardies de sentiments que l'on supposerait parfois informulables. Son théâtre a été généralement assez peu goûté, d'Annunzio ignorant et voulant ignorer les exigences de la scène et du public.

Ce que le lecteur français ne pourra jamais apprécier, parce qu'elles restent intraduisibles, ce sont ses poésies.

Fidèle élève de Nietzsche, épiant avec délices ses sensations et ses sentiments, devinant ceux de sa victime, car, pour faire vibrer ce sadique génial, il faut toujours une victime, mère, sœur ou amante douloureuse, le poète, profond psychologue, rend toutes les émotions en des rythmes exquis.

Et les décors où se déroulent ces angoisses inouïes, ces luxures magnifiques, sont dignes de leur sujet : côteaux ensoleillés de l'Adriatique, encadrant sa vie de faune licencieux, ou bois effeuillés d'automne, témoins de la rupture égoïste d'avec la femme délaissée.

Dans ces vers frémit une émotion vécue et par conséquent contagieuse.

Un peu trop convaincu peut-être de sa surhumanité, il veut imposer son idéal et méprise les Philistins qui ne le comprennent pas. Lui-même publia cette opinion à la veille de la représentation à Paris de son *Saint Sébastien* et de sa *Pisanelle*. Il déclarait alors que ses compatriotes n'étaient pas arrivés à une évolution suffisante pour interpréter le sens de telles œuvres.

Paris, avec son accueil mesuré, doit lui avoir paru également retardataire.

Au théâtre, d'Annunzio se laisse entraîner par son génie lyrique; il caresse voluptueusement l'idée qui s'agite en lui et, pour rendre son relief plus saisissant, il en développe les contours avec une complaisance un peu oublieuse des justes proportions.

Pourtant que de beautés! Qu'on relise sa *Phèdre* en la comparant à celles d'Euripide, de Sénèque et de Racine, peut-être ne la trouvera-t-on pas la moins belle.

Et *La Nave!* Des critiques pédants y ont découvert des erreurs historiques et ont reproché à l'auteur certaines exagérations lascives dans le rôle de Basiliola, la princesse byzantine. La conception du poète est pourtant admirable. Il veut exprimer, dans son rêve de grandeur nationale, que pour conquérir le monde on doit vaincre en

soi les sentiments qui peuvent distraire de la tâche immense. Basiliola est l'incarnation de toutes les faiblesses, de tous les débordements. Aussi veut-il que les Vénitiens la crucifient sur la proue du navire qui symbolise leur futur empire de la mer.

Nous avons nommé Carducci et d'Annunzio comme les meilleurs représentants des tendances littéraires actuelles en Italie.

Il faudrait citer encore Pascoli, Fogazzaro, De Sanctis, Ferrero et un grand nombre de littérateurs moins connus peut-être à l'étranger, mais très dignes de l'être.

Parmi ces écrivains de talent, il nous est impossible de ne pas nommer quelques-unes des femmes de lettres qui font honneur à l'Italie. Mmes Serrao, Ossani, Deledda, au premier rang d'un groupe déjà nombreux, rivalisent avec les hommes, non seulement dans le roman, mais aussi dans le théâtre et le journalisme.

Ces deux branches de l'activité intellectuelle sont en plein épanouissement en Italie.

§ 2. — Le théâtre.

Le bien-être généralisé permet à un nombre toujours croissant de spectateurs de fréquenter les théâtres et la diminution de l'analphabétisme a augmenté les lecteurs des journaux.

Ce sont là des éléments précieux pour accélérer le perfectionnement de la langue vivante, puisque le théâtre comme la presse, s'ils veulent être compris dans le pays entier, doivent trouver des formes communes à tous.

Les compagnies théâtrales récitant dans leurs dialectes particuliers atteignent le même but quoique moins directement. Elles aussi ont besoin de parcourir les différentes provinces en quête d'un public nouveau. Elles sont obligées de modifier leur langage pour le rendre partout compréhensible; d'où une adaption qui se rapproche de l'italien, bien que gardant l'essentiel pittoresque et vibrant de son origine.

Que ce soit en italien ou dans les dialectes, les auteurs sont du reste encouragés à écrire par les qualités exceptionnelles des acteurs; qualités qui tiennent probablement à la race.

Les exigences scéniques réclament un jeu varié de la physionomie et de toute la personne accompagnant les paroles. Gestes et expressions semblent un peu dépendre du climat. A mesure qu'on remonte vers le Nord ou qu'on descend vers le Midi, le geste tend à devenir plus sobre; les traits s'immobilisent jusqu'à présenter l'impassibilité d'un Anglais ou d'un Arabe. Dans l'Italie, au contraire, pays des zones tempérées, la physionomie vive, mobile, changeante, trahit inconsciemment les

émotions les plus diverses de l'âme, et l'habitude chez les meilleurs artistes de ne pas se farder, met en valeur cette disposition naturelle.

Ceux qui ont vu Mme Duse à Paris ne peuvent avoir oublié l'intensité communicative de son expression dramatique. Sa principale préoccupation est de serrer du plus près possible la vérité.

C'est là une différence avec la tradition française, personnifiée en Mme Sarah Bernhardt. Un exemple suffira à le démontrer.

La *Dame aux Camélias* a été interprétée par ces deux grandes artistes. Observons-les dans le dernier acte, quand la triste abandonnée agonise sans ressources et sans espérance.

Pour Mme Sarah Bernhardt, Marguerite, malgré ses douleurs, reste toujours la femme désirable et désirée. La pauvreté, la maladie sont esquissées plutôt que représentées et l'impression du spectateur reste d'élégance et de beauté.

Mme Duse, au contraire, abdique toute prétention féminine. Son lit est un grabat, sa robe suinte la misère, sa toux soulève presque la répugnance.

Pour l'une, le but à réaliser c'est la beauté; pour l'autre, la vérité.

A la suite de Mme Duse, se meut une pléiade d'artistes de valeur, tous stimulés d'ailleurs par la sincérité et l'indépendance si caractéristiques du

public italien, qui ne mesure aux acteurs ni l'enthousiasme ni la réprobation.

Quant aux auteurs, leur nombre et leur qualité augmente de jour en jour. Mathilde Serrao, Roberto Bracco, Sem Benelli, Giannino Antona Traversi et tant d'autres, fournissent à la scène italienne des pièces originales et puissantes que tout pays peut envier.

Il convient de nommer aussi M. Enrico Corradini, dont nous allons parler comme journaliste et qui s'est révélé dernièrement dramaturge de talent.

§ 3. — Le journalisme.

Indiquer les traits caractéristiques du journalisme italien n'est point tâche aisée. Pour la forme et le fond, il ressemble beaucoup à la presse de tous les pays. Le reportage du fait divers y prend une place toujours grandissante au détriment des analyses sérieuses et des rédactions littéraires. Là, comme partout, il s'agit de produire la marchandise demandée par le client.

Le récit détaillé des crimes et la pornographie en général restent les sujets préférés.

Les journaux catholiques s'en défendent tant qu'ils peuvent, ce qui limite leur tirage; les conservateurs pactisent avec le fruit malsain et sub-

sistent médiocrement; les esprits avancés le recueillent à pleines mains, y ajoutent une forte pointe d'anticléricalisme et prospèrent à merveille.

Il convient de mettre à part une publication nouvelle, noble tentative de M. Enrico Corradini, que nous citions à l'instant, et d'un groupe de jeunes écrivains, dont l'organe a pris le nom de *Idea Nazionale*.

Leur journal représente le nationalisme italien, lequel n'a de commun avec le nationalisme français que le nom. Ces enthousiastes rêvent d'abolir ou au moins d'atténuer tout ce qui peut diviser leurs compatriotes et de les grouper autour d'un programme généreux visant à la grandeur de la patrie.

La littérature attire nombre d'inexpérimentés qui s'illusionnent sur la facilité de s'y frayer un chemin vers la fortune et la gloire. Beaucoup échouent et disparaissent dans l'oubli. Mais ce déchet inévitable n'empêche pas la bienfaisante influence de cette activité littéraire, qui contribue à unifier la pensée et la langue italiennes.

CHAPITRE V

L'IDÉAL MORAL

---

§ 1. — Son essence.

Le sentiment, qui est l'essence même de l'art, se retrouve également à la base de l'idéal moral. L'émotion que ce dernier fait naître en nous, est comme l'émotion artistique, une intuition mystérieuse dépassant la raison. Mais ces deux manifestations sentimentales diffèrent tellement comme importance que ce serait une erreur de les assimiler.

L'art ne perçoit qu'une harmonie particulière et non obligatoire; l'idéal moral est un sens impératif d'harmonie universelle. Impératif parce que celui qui l'a entrevu se sent obligé de s'y soumettre; universel parce que ses aspirations ne connaissent point de bornes et que l'harmonie qu'il rêve embrasse toutes les activités de l'âme.

Les matérialistes supposent cette harmonie réa-

lisable sur la terre, mais l'expérience nous montre l'impossibilité d'une telle entreprise.

Les spiritualistes placent cette harmonie universelle dans un monde supérieur, entrevu seulement par la foi.

Au point de vue de la science expérimentale, source unique d'arguments irréfutables, ces deux opinions doivent se ranger parmi les hypothèses. La part de métaphysique positive ou négative qu'elles contiennent l'une et l'autre, les placent en dehors du cadre, fort limité, de la science proprement dite.

Les causes qui entraînent les uns vers la confiance au bonheur terrestre et les autres vers l'espérance de l'au delà, naissent de l'instinct ou du sentiment, par conséquent échappent au raisonnement direct.

Dans l'Italie contemporaine, les représentants attitrés de ces deux tendances irréconciliables, sont l'Église catholique et la Franc-Maçonnerie.

Nous allons esquisser maintenant l'œuvre de chacune de ces institutions et indiquer leurs résultats au point de vue politique et social, le seul qui puisse trouver place en cette étude.

§ 2. — **Le Catholicisme**.

Condorcet, dans son *Progrès de l'esprit humain*, écrit ce qui suit : « J'exposerai comment la reli-

gion de Mahomet, la plus simple dans ses dogmes, la moins absurde dans ses pratiques, la plus tolérante dans ses principes, semble condamner à un esclavage éternel, à une incurable stupidité toute cette vaste portion de la terre où elle a étendu son empire; tandis que nous allons voir briller le génie des sciences et de la liberté sous les superstitions les plus absurdes, au milieu de la plus barbare intolérance. » Les superstitions absurdes et la barbare intolérance, c'était le catholicisme.

Ne nous occupons pas des appréciations personnelles du farouche conventionnel et retenons seulement ses aveux, peu suspects, sur le rôle social du catholicisme.

Ce rôle est gigantesque.

Tandis que ses dogmes répondent au sentiment d'universelle harmonie dont beaucoup d'hommes éprouvent le besoin, sa morale a progressivement libéré la civilisation européenne de l'esclavage, consacré la dignité de la famille et de la femme par la monogamie, muselé un peu l'égoïsme de la bête humaine en prêchant la compassion pour toutes les souffrances.

Notre mentalité moderne lui doit encore deux idées très fécondes en applications inattendues : l'égalité des hommes quant à leur nature, principe que la démocratie voudrait déformer par la suppression des élites, et la supériorité de la jus-

tice sur la légalité, vérité trop souvent oubliée.

Le rôle social et moral du catholicisme s'est encore accentué en ces derniers temps.

Déjà Léon XIII, par son encyclique « *Rerum novarum* », s'était placé à la tête des novateurs sociaux en accordant l'appui de sa parole aux tentatives accomplies en faveur des classes moins fortunées.

La grande œuvre de son pontificat fut un puissant effort politique destiné à rendre au catholicisme sa splendeur traditionnelle par l'accord avec les gouvernements. Le plan était grandiose, mais il ne pouvait réussir à une époque où l'élite est rationaliste et le peuple tout absorbé par les intérêts matériels. Non seulement donc ce plan devait échouer, mais son essai seul fut nuisible à l'idéal religieux, obligé de pactiser avec des adversaires sceptiques, l'entraînant souvent à des compromis regrettables.

Nous avons lieu de penser que « l'anneau d'améthyste » n'est pas une fiction complète et que M. Anatole France en a trouvé certains éléments dans la vie réelle.

La politique a beau vouloir se mettre au service des plus nobles idéalités, elle n'en reste pas moins soumise aux conditions que Machiavel a si complaisamment détaillées dans son *Prince* et Cavour magistralement appliquées plus tard.

Ces conditions s'accordent mal avec les principes absolus du catholicisme, dont les ministres ne peuvent oublier l'ordre du Maître : « Est, est; non, non ».

Nous avons vu de quelles armes se servirent les premiers chrétiens pour transfigurer la société mourante; ce n'était pas la politique. Nous avons vu également que la faillite des trois civilisations successives de l'Italie provint des empiétements de l'une des trois tendances fondamentales de l'humanité sur l'autre, en sorte que l'on pourrait dire plus justement faillite de l'oligarchie matérialiste, idéaliste, rationaliste.

C'est ce qu'a senti le Souverain Pontife actuel qui, aussitôt élu, prit soin de préciser lui-même son programme dans la formule : *instaurare omnia in Christo.* D'une façon toute personnelle et par des moyens différents, il n'a fait que continuer l'œuvre de son prédécesseur.

La mentalité de Pie X est vraiment celle d'un apôtre. Des hauteurs de sa vision mystique les biens de la terre et la science profane revêtent un aspect transitoire et mesquin. Rejetant tous les moyens humains, il ne compte, pour atteindre son but, que sur la puissance et le développement des vertus évangéliques : foi et charité.

Profondément pénétré de sa croyance, il veut la faire vivre au cœur de tous les fidèles sans se pré-

occuper des calculs de l'humaine sagesse. Pratiquement, il fortifie la discipline ecclésiastique dès le séminaire, d'où sont bannis maintenant tous les échos de ce monde, y compris même les journaux catholiques. L'ordination sacerdotale est, par ses prescriptions, retardée pour mieux éprouver les vocations.

Cette attitude se trouve tellement opposée au courant de la pensée moderne que rares sont ceux qui la peuvent comprendre, même parmi les esprits les plus soumis.

Aussi Pie X a-t-il dû lutter dès les premiers jours de son Pontificat contre certains mouvements dictés par des intentions respectables sans doute, mais qui menaçaient de replonger l'idéal religieux dans la fâcheuse promiscuité des contingences matérielles ou scientifiques.

Du côté des tendances matérielles le danger prit le nom de « démo-christianisme », du côté scientifique, celui de modernisme. Les démo-chrétiens rêvaient de ramener les masses au catholicisme en flattant leurs instincts de bien-être matériel; les modernistes se faisaient l'illusion de croire qu'ils pourraient réduire à la mesure de la science perfectible des phénomènes, le sentiment universel de l'absolu. C'étaient toujours les anciennes erreurs renaissant sous des noms rajeunis.

Le danger était grave des deux côtés, comme

arrive fatalement lorsque la foule s'empare d'une idée et, par son interprétation, la rend méconnaissable. Tel le « *panem et circenses* de la populace romaine, réclamant le bien-être sans comprendre que la discipline et l'énergie en sont les conditions indispensables; tels encore les fanatiques des guerres de religion, s'imaginant que les sentiments sincères peuvent s'inculquer par la force; tels enfin les littérateurs du XVIII[e] siècle, déguisant la science expérimentale de Galilée en un rationalisme universel.

Le Vatican a réprimé sans hésiter les mouvements démo-chrétien et moderniste, avec une sévérité qui, par moment, a pu paraître excessive, mais qui était nécessaire à l'intégrité de l'idéal chrétien.

§ 3. — Syndicalisme religieux.

Les circonstances ne permettent point au zèle religieux de Pie X de se limiter comme il le voudrait à ces questions d'ordre purement ecclésiastique.

Quoique la politique lui apparaisse dangereuse et haïssable par elle-même et aussi parce qu'elle réussit à défigurer le sens purement évangélique de ses paroles, Pie X est obligé de s'en occuper bien souvent.

Naturellement, il y apporte son caractère et ses habitudes de pensée théologique et se manifeste là encore vertueux, sincère, dogmatique, trois qualités plus nécessaires à un saint qu'à un homme politique.

Le vœu du Pontife serait de voir s'accroître en Italie, dans toutes les branches de l'administration publique, le nombre des hommes respectueux du sentiment religieux. Sachant, par une longue expérience, combien la discipline est indispensable au succès et tenant en main toute la hiérarchie ecclésiastique du pays, il incline à utiliser ces cadres, déjà organisés, d'une façon quelquefois trop directe.

Peut-être sur ce terrain l'Église aurait-elle avantage à se restreindre à son noble rôle de juge dans les questions de foi et de morale, abandonnant aux laïcs les luttes et les transactions, souvent inévitables dans la vie courante.

De nombreux croyants regrettent cette ingérence qu'ils estiment imprudente.

La condition de tout perfectionnement dépend de l'entraînement et plus l'effort est concentré plus le résultat en devient remarquable. Ce qui porterait à conclure, d'accord avec l'expérience de l'histoire, qu'un clergé restant le plus possible en dehors de la mêlée politique et uniquement occupé à propager par la parole et par l'exemple les vertus chré-

tiennes ne perdrait rien de son influence bienfaisante et même tendrait à l'augmenter.

LA FRANC-MAÇONNERIE

En opposition à l'idéal chrétien se dresse l'idéal maçonnique. La conception philosophique dont il procède, exclut toute hypothèse supra-terrestre. La seule espérance qu'il offre aux hommes est la foi dans un avenir d'où seront bannies, grâce à la science, les douleurs présentes. Le devoir, d'après cette théorie, est de collaborer à l'effort universel avec toute l'énergie dont chacun est capable.

Une telle mentalité s'inspire à la fois du stoïcisme et du rationalisme du XVIIIe siècle. Rien d'étonnant donc à ce qu'elle ait été répandue en Italie par les armées françaises de la République et du Premier Empire. Ces conceptions convenaient à des hommes enivrés de gloire, insoucieux de la mort, et jugeant réalisables les ambitions les plus audacieuses.

Leur enthousiasme devait être contagieux, comme tout sentiment héroïque.

Avant eux, cependant, il y avait bien eu en Italie quelque initié à la foi nouvelle. Le plus lointain essai d'association maçonnique remonte,

croyons-nous, à 1750, mais il avait misérablement échoué sous la risée publique.

Autour du noyau formé par les adhérents aux idées françaises vinrent successivement se grouper en se transformant, d'abord les Carbonari, puis la Giovane Italia de Mazzini. Ces sociétés filiales ajoutaient aux principes généraux communs à tous les Maçons, l'idée patriotique de l'indépendance de l'Italie.

Ayant réussi dans cette œuvre, les Francs-Maçons se trouvèrent naturellement à la tête de l'Italie nouvelle. Parmi eux se recrutèrent exclusivement pendant de longues années les ministres du nouveau royaume. Le comte de Robilant, lorsqu'il fut nommé ministre, ne cachait pas son étonnement d'être parvenu à une dignité que seuls jusque-là des Francs-Maçons avaient pu conquérir.

Ces derniers ne lui pardonnèrent pas, d'ailleurs, une telle indépendance. Lors du guet-apens de Saati, trois compagnies s'étant fait imprudemment décimer, le .·. Crispi, profitant de l'incident, lui reprit le portefeuille indûment possédé.

Appuyé officieusement par la Franc-Maçonnerie, le socialisme fit de rapides progrès. Ce fut un déchaînement de folles espérances que dépassaient encore les plus imprudentes promesses.

Peu d'années après, les esprits réfléchis devaient atténuer l'idéal marxiste, tandis que les masses

ouvrières et agricoles ne voyant pas se réaliser les rêves du début, s'embrigadaient dans le syndicalisme.

Cependant, à mesure que le souvenir des efforts accomplis pour l'indépendance de la Patrie s'estompait dans la mémoire des générations nouvelles, la suprématie maçonnique s'affaiblissait. La participation toujours plus nombreuse du peuple dans la gestion de la chose publique menaçait également cette suprématie. La masse, exaltée par des avocats sans causes et par la misère, s'enflammait pour les théories socialistes.

Captivantes utopies, malgré leurs échecs renouvelés tant de fois, elles trouvent toujours des adhérents parmi les rêveurs en chambre et le peuple qui voudrait améliorer son sort. Le problème s'imposait à la Franc-Maçonnerie, ainsi d'ailleurs qu'à ses adversaires les catholiques, de s'assurer l'appui des masses électorales. Modifiant son attitude bourgeoise primitive, elle s'efforça de prendre la direction du mouvement populaire et y parvint en partie, spécialement avec les partisans du socialisme transformiste.

Actuellement, l'Italie comme la France, est couverte d'un réseau de syndicats, représentant chaque groupement d'intérêts particuliers et toujours prêts à utiliser la force du nombre pour imposer leur volonté et menacer l'ordre public. Cette transfor-

mation violente des théories maçonniques est très naturelle. Elles auraient eu besoin pour se réaliser d'être interprétées par des hommes fortement convaincus de la possibilité d'une humanité exempte de douleur et de tristesse et assez stoïques pour sacrifier leur personnalité à cette foi. Mais tombées entre les mains des foules encore réduites aux seuls instincts égoïstes et matériels, ces théories devaient inévitablement se déformer.

Les multitudes ne peuvent s'élever aux distinctions subtiles, à la portée peut-être de quelques individus d'exception. Quand le but qu'on leur propose est la satisfaction sur la terre, elles n'ont garde de se sacrifier, mais veulent cette satisfaction immédiate et à leur profit.

C'est là un problème capital que les hommes de bonne foi devraient s'efforcer de résoudre sans parti pris.

L'autre grand espoir de la Franc-Maçonnerie, d'arriver par l'école exclusivement laïque à former une jeunesse meilleure, grâce à une morale indépendante, ne nous paraît justifié ni par les enseignements de l'histoire ni par l'expérience présente. Sur ce point pourtant se livre la bataille la plus acharnée. Nous avons trop nettement indiqué, pour avoir besoin de la redire, notre position en ce débat.

Un idéal religieux est indispensable à tout peuple.

Lui seul donne aux actes une valeur qui les projette dans l'infini. Cet idéal ne se transformant qu'avec une extrême lenteur, ne saurait être autre pour l'Italie que le catholicisme. Vingt fois séculaire, il représente le legs d'une longue série d'ancêtres.

LIVRE III

DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE

CHAPITRE I

L'AGE DE LA SCIENCE EN ITALIE

§ 1. — Nécessité d'une délimitation entre les domaines religieux et scientifique.

Au point de vue intellectuel, la phase que traverse l'Italie contemporaine est la continuation de celle qu'inaugura Galilée. C'est toujours à lui, en effet, qu'il faut remonter pour trouver nettement indiquée la séparation indispensable entre la mentalité scientifique et la mentalité religieuse.

On ne saurait trop insister sur l'importance de son œuvre. Grâce à elle, l'esprit humain put se dégager du principe d'autorité admis jusqu'alors comme unique base de la certitude. Le génial penseur démontra que, dans le domaine de la contin-

gence, elle peut s'établir par l'observation et l'expérience.

Avant lui, le prestige du maître imposait seul la conviction aux disciples : après lui on ne s'inclinera plus, dans l'ordre phénoménal, que devant la preuve, preuve renouvelable et vérifiable par tous.

Mais en même temps que Galilée ouvrait ces vastes horizons aux investigations de la raison humaine, il leur assignait des limites infranchissables.

Le domaine de l'absolu échappera toujours, et il le sentait bien, aux argumentations rationalistes.

L'essentiel était donc, pour la science une fois affranchie, de rester soigneusement et exclusivement sur son propre domaine.

Il arriva en Italie que le clergé, d'accord avec les autorités politiques, voulut conserver à l'Église le monopole de la direction scientifique. Ces prétentions exagérées amenèrent une réaction exagérée elle aussi.

Pendant les deux siècles de passivité intellectuelle que nous avons signalés, la science demeura l'apanage de quelques personnalités exceptionnelles et ne rencontra guère d'écho.

Ce fut seulement à partir de l'invasion française qui ramenait en Italie les idées de Galilée, que le culte de la science prit un essor triomphal.

Les procédés de l'expérience et de l'observation

portèrent des fruits abondants et ouvrirent aux esprits superficiels des espérances indéfinies qui leur firent entrevoir la possibilité de résoudre tous les problèmes de l'humanité, par une série de découvertes toujours perfectionnées.

§ 2. — Déformation de l'idée de Galilée.

La science ne se contentait plus d'être indépendante, elle prétendait maintenant régir les deux autres ordres d'aspirations fondamentales et à mesure que faiblissait la foi religieuse, les âmes se tournaient naïvement vers la croyance scientifique, supposant y trouver une panacée universelle.

Ainsi qu'il arrive toujours, l'esprit simpliste des foules, en généralisant l'idéal primitif, le faisait dévier dans un sens trop absolu.

Les savants eux-mêmes, pris de vertige, ne voulurent plus admettre que ce qui rentrait dans le domaine de leurs investigations.

Ainsi fut amenée la fameuse faillite de la science. Elle n'eut pour cause que sa prétention de répondre à toutes les questions et de satisfaire toutes les aspirations humaines.

Brunetière qui, le premier, avait dénoncé cette faillite dans le sens nettement déterminé que nous venons d'indiquer, fut bientôt suivi par tous ceux

que l'entraînement technique ne rendaient pas réfractaires à l'évidence.

Et bientôt la science elle-même, après tant d'admirables découvertes dans le monde du connaissable, dut s'avouer vaincue par le monde mystérieux de l'inconnaissable. Son ascension rapide vers les plus merveilleuses réalisations, le perfectionnement sans cesse croissant de ses moyens d'investigation, lui firent constater rapidement qu'il y aura toujours des bornes à son vaste empire et par là même la rendit plus tolérante.

D'autre part, les grands esprits religieux restreignent chaque jour davantage leurs efforts au développement de la foi et des vertus chrétiennes. Le conflit semble donc tendre vers l'apaisement. En dehors des sectaires, prêtres et savants restent maintenant chacun sur leur terrain.

Les Italiens qui au cours du XIX[e] siècle s'étaient trouvés entraînés sur la pente de l'irréligiosité, ne l'avaient pas été seulement par leurs illusions à l'égard de la toute-puissance scientifique. La préoccupation absorbante de la reconstitution de la Patrie, l'opposition que ce sentiment rencontrait dans certaines sphères ecclésiastiques y contribua également.

Cette hostilité contre les choses religieuses ne épondait cependant pas au sentiment du pays. On s'en rendre compte d'une façon éclatante, par

l'enthousiasme que souleva chez tous les Italiens, en 1846, l'attitude franchement patriotique de Pie IX, proclamant l'harmonie entre l'amour de la Patrie et la foi ancestrale.

Mais quand se dissipa ce beau rêve, la déconvenue s'empara des esprits et les rationalistes pour l'exploiter habilement.

CHAPITRE II

LA CULTURE INTELLECTUELLE

Avant d'étudier le rôle de l'Italie dans les grandes découvertes modernes qui sont les ultimes conquêtes de la science, indiquons d'abord sur quel terrain plus modeste peuvent se développer, dans notre pays, les premiers germes de la culture scientifique.

Ceci nous amène forcément à un rappel des méthodes d'instruction employées en Italie. Nous les avons examinées dans une autre partie de cet ouvrage, au point de vue de l'éducation et du développement de l'énergie nationale. Nous les étudierons maintenant comme les degrés progressifs pouvant conduire aux merveilleuses réalisations de la science moderne.

§ 1. — L'instruction élémentaire.

Le fétichisme à l'égard de la science, fétichisme partagé par presque tous les hommes ayant con-

tribué à l'unification de l'Italie, s'est, dès le début, attaqué à l'analphabétisme que les gouvernements précédents considéraient d'un œil indulgent.

De 1 million attribué par le budget de l'État à l'instruction en 1861, on est arrivé, cinquante ans après, à dépasser le chiffre respectable de 100 millions et ceci sans tenir compte d'innombrables écoles fondées par des congréganistes ou des particuliers. Cependant les statistiques ne semblent pas indiquer une diminution proportionnelle entre l'analphabétisme d'antan et celui de ces dernières années.

La nouvelle loi électorale, qui a étendu le suffrage universel aux analphabets, les seuls privés jusqu'ici du droit de vote, porte à 120.000 pour la ville de Rome le nombre des électeurs qui était antérieurement de 40.000.

Les résultats n'ont donc pas été très satisfaisants, puisque le 75 °/₀ d'analphabets existant au début ne serait réduit, dans la capitale même, qu'au 65 °/₀. D'ailleurs, la diminution de l'analphabétisme n'amène pas généralement un sensible progrès moral. A ce sujet, un juge investigateur fit une remarque troublante. Il constata que la grande majorité des jeunes criminels savaient couramment lire et écrire. Ce fait n'a rien d'étonnant quand on réfléchit à l'action délétère que

peut exercer sur les jeunes imaginations une presse immorale, guidée uniquement par l'amour du lucre.

La pauvreté ou la gêne encore existantes parmi les classes populaires, explique aussi la difficulté de faire bénéficier tous les enfants du bienfait de l'instruction primaire. Dans les campagnes surtout, ils peuvent, dès cinq ou six ans, rendre à leurs parents des services appréciables que les rudiments d'instruction recueillis à l'école ne sauraient compenser que bien faiblement.

Cependant, l'affluence dans les écoles primaires a doublé depuis quarante ans, passant de 1.500.000 élèves en 1861 à plus de 3 millions en 1911.

Bien entendu, l'Italie, comme la France, a vu s'agiter la question de l'instruction religieuse. Elle ne pouvait pas ne pas se poser. La lutte politique soutenue pendant de longues années par l'Église contre l'Italie unifiée et l'abstention voulue des catholiques en matière politique dans ce pays, avaient créé des tendances absolument opposées que l'État ne pouvait négliger. Ces considérations, ajoutées à l'idéal rationaliste dont nous avons déjà parlé plusieurs fois, rendaient inévitables les contestations entre ces deux pouvoirs.

Sous le prétexte de la liberté de conscience, les rationalistes ont réclamé d'abord le droit pour le père de famille de pouvoir refuser l'enseignement

religieux. Comme personne ou presque personne n'éprouvait le besoin d'exercer ce droit, ils ont modifié l'ordre d'intervention de l'autorité paternelle et maintenant, pour que l'enfant reçoive à l'école l'enseignement religieux, il faut que le père ou l'ayant droit en fasse une demande positive.

Étant donnée la négligence de la population pour une question dont elle ne sent pas toujours l'importance et la non-valeur de cet enseignement pour les examens, on conçoit que l'instruction religieuse dans les écoles tende à disparaître.

L'histoire de l'évolution italienne nous a trop clairement montré la nécessité d'une telle instruction pour que nous puissions considérer l'avenir sans inquiétude. Aussi, le clergé et les catholiques ont-ils pris sur ce point une attitude décidée. Ces derniers n'acceptent comme candidats que les députés qui se déclarent en faveur de l'instruction religieuse.

De plus, confier l'éducation, auxiliaire indispensable de l'instruction et nécessitant un pur et actif dévouement, à de jeunes instituteurs, préoccupés surtout de leurs ambitions personnelles, nous paraît un danger.

Quand on aura compris que la raison n'est pas la base unique d'une personnalité humaine et que l'idéal moral est indispensable à sa formation, peut-être alors attribuera-t-on la part qui lui

revient à cet essentiel facteur social et aura-t-on recours pour l'inculquer aux représentants de la religion.

Malgré les apparences contraires, l'Italie n'est probablement pas éloignée de résoudre ce problème si inquiétant pour l'avenir, car, de part et d'autre, on peut observer une diminution des conflits regrettables qui, d'ailleurs, n'ont jamais présenté la même acuité qu'en France.

Le gouvernement fournit souvent des subsides aux écoles congréganistes. Plusieurs établissements libres ont des cours de gymnase et de lycée et la faculté de faire passer à leurs élèves les examens reconnus par l'État. On voit même subsister certains de ces établissements dirigés par les Jésuites, quoique légalement supprimés en Italie depuis de longues années.

D'un autre côté, les écoles congréganistes se soumettent de bon cœur à l'inquisition gouvernementale, parfois importune, et ne discutent presaue plus le fait politique accompli.

Cette modération réciproque constitue peut-être un trait caractéristique de la race et fortifie notre conviction que l'Italien n'est pas sectaire de sa nature, mais plutôt tolérant pour les opinions d'autrui.

§ 2. — Instruction moyenne.

L'instruction moyenne en Italie est divisée en deux branches distinctes : le cours classique donné dans les gymnases et les lycées; l'instruction pratique, dans les écoles et les instituts techniques.

L'augmentation des élèves dans ces deux cours a été remarquable depuis 1871.

Les cours classiques sont passés de 12.000 élèves à 41.000 l'année dernière et, résultat plus satisfaisant encore, les cours pratiques d'où doivent sortir tous les jeunes gens qui se destinent aux multiples branches de l'industrie nationale, se sont élevés de 6.000 élèves en 1871 à presque 100.000 en 1911.

Ces méthodes d'enseignement ont trop d'analogie avec celles de France pour que nous en décrivions longuement les détails.

En Italie comme en France, on discute beaucoup pour savoir s'il ne conviendrait pas de sacrifier une bonne partie de l'étude du grec et du latin à celles des langues vivantes.

L'argument des partisans de l'ancien système est que la gymnastique intellectuelle rendue nécessaire par l'étude du grec et du latin et le contact avec les grands penseurs et littérateurs de l'antiquité, constituent des éléments de perfectionnement intellectuel que rien ne saurait remplacer. Les autres, sans nier la partielle justesse de ce raisonnement

réclament une instruction plus pratique et trouvent dangereux de lancer dans la vie une jeunesse incapable de parler les langues étrangères.

Il faut ajouter aux élèves des cours dont nous venons de parler l'apport fourni à l'instruction moyenne par les collèges dont le nombre des élèves est peu inférieur à 60.000.

La remarque que nous faisions tout à l'heure s'applique également à ces institutions. Prêtres et laïques s'y sont partagé la besogne, animés d'une louable émulation. Mais, d'après l'avis de M. Masi, directeur général du Ministère de l'Instruction, il semblerait que « les collèges dirigés par des congréganistes se trouvent en conditions meilleures et font une victorieuse concurrence aux laïques parce que les jeunes prêtres qui habituellement occupent la place d'instituteurs sont, par l'esprit d'abnégation et par leur idéalité spirituelle, plus aptes à bien exercer leur mission en cette partie essentielle de l'éducation ».

Ces conclusions ne sauraient étonner ceux qui ont lu l'ouvrage du docteur Gustave Le Bon sur la *Psychologie de l'Éducation*, ouvrage dans lequel l'auteur arrive aux mêmes constatations.

§ 3. — Instruction supérieure.

L'Italie qui, avant l'unification, était fort peu favorisée pour l'enseignement élémentaire et assez

médiocrement pour l'enseignement moyen, se trouvait, quant à l'instruction supérieure, en des conditions de pléthore inquiétante. Chacune des fractions politiques qui la subdivisaient, tenant à paraître aussi importante que les fractions voisines, voulait avoir une université.

Malgré les efforts accomplis depuis cinquante ans, il n'a guère été possible d'en diminuer le nombre, car le même esprit régionaliste se dressait à l'encontre de toute modification.

L'Italie a donc encore aujourd'hui dix-sept universités reconnues, d'où sortent des phalanges de déclassés et de mécontents. Ceci sans compter les nombreux instituts supérieurs pour les hautes études littéraires et scientifiques dont chaque grande ville est gratifiée.

Si le nombre des universités et des instituts supérieurs paraît exagéré, la contribution économique que l'État leur apporte est par contre trop modeste. Tout compris, l'instruction supérieure n'obtient du pays qu'un peu moins de 4 millions.

En revanche, par une prodigalité naturelle aux peuples jeunes ou rajeunis, on dissipe des trésors pour des édifices dont le luxe dépasse le véritable besoin. Les divers établissements d'enseignement réclament déjà du gouvernement pour plus de 60 millions de constructions, sans tenir compte des contributions des provinces et des communes.

A Rome seulement, la grande clinique dernièrement construite a englouti une vingtaine de millions; pour l' « Universitas studiorum » le devis porte la dépense à une trentaine de millions, et on sait ce que valent les devis. Dans tous ces beaux palais passent actuellement 26.000 ou 27.000 jeunes gens.

En résumé, au point de vue intellectuel, l'Italie accomplit des progrès qui lui permettront de reconquérir prochainement la place que son passé glorieux semble lui assigner pour l'avenir.

Pendant le cours du XIX[e] siècle, des préoccupations d'ordre politique avaient distrait la jeunesse de l'étude; les universités poussaient souvent plus au patriotisme qu'aux méditations littéraires. Il ne faut donc pas s'étonner si, dans ce laps de temps, l'Italie a semblé suivre avec quelque lenteur le merveilleux mouvement que l'Angleterre, l'Allemagne et surtout la France ont accompli sur le terrain scientifique.

CHAPITRE III

LA PART DE L'ITALIE DANS LES GRANDES DÉCOUVERTES MODERNES

---

§ 1. — Cosmopolitisme de la science contemporaine.

Pour apprécier à sa juste valeur l'apport de l'Italie à l'œuvre scientifique, pour lui attribuer la part qui lui revient dans les récentes découvertes, il convient de jeter d'abord un rapide coup d'œil sur les méthodes de la science contemporaine.

Grâce aux nouveaux moyens de communication qu'elle a su créer, toutes les barrières politiques et géographiques qui la limitaient autrefois se sont écroulées.

Reconstituer de nos jours la genèse d'une découverte scientifique c'est en suivre le développement à travers la terre entière. Dès qu'une hypothèse se présente, d'innombrables chercheurs s'acharnent à la préciser ou à la combattre. Rarement le pays qui

la voit naître est celui où elle prend sa forme définitive.

Les étonnantes découvertes de notre époque sont ainsi habituellement soumises à des étapes bien définies. D'abord, un savant de laboratoire trouve une loi nouvelle, en formule la théorie et la communique au monde, sans même prévoir ses applications possibles.

Il est bientôt suivi d'un autre qui les entrevoit et les indique théoriquement. Enfin surgit le savant qui sait utiliser pratiquement la découverte au profit général et souvent au sien propre.

Étant donnée cette lente évolution sujette à tant d'influences diverses, il nous faut maintenant rechercher quel rang l'Italie contemporaine a le droit de revendiquer dans ces conquêtes scientifiques internationales.

Pour plus de précision, examinons son rôle en quelques-unes des admirables découvertes qui ont fait la gloire de la science moderne.

§ 2. — La théorie microbienne de Pasteur.

La théorie microbienne qui, après avoir rendu célèbres les Audouin, les Schonlen, les Gruby, les Lister et les Koch, devait prendre sa forme parfaite sous l'impulsion de l'illustre Pasteur a connu la lente mise au point dont nous parlions tout à l'heure.

Le savant qui, le premier, eut l'intuition que l'agent des contagions est un être vivant, a été Agostino Bassi (1773-1856). Par une coïncidence curieuse ce savant fut mis sur la voie de ses découvertes en étudiant une maladie du ver à soie, ainsi que plus tard devait le faire Pasteur. Les expériences réalisées par Bassi pour démontrer que cette maladie était due à une cryptogame sont de tous points remarquables, surtout si on songe à quelle époque elles avaient lieu.

Les oppositions qu'il rencontra dans presque tout le monde savant, ne découragèrent pas cet homme d'étude. Une des objections principales qu'on lui faisait, c'est que la contagion pouvait provenir non d'une propriété essentielle de la cryptogame découverte par lui, mais d'une substance inconnue qui lui serait associée. Il répondit par l'inoculation des germes obtenus au moyen de cultures pratiquées en dehors des animaux vivants sur des corps organiques et inorganiques. Malheureusement à cause des mauvaises conditions du laboratoire ces expériences ne purent réussir. Bassi n'en fut cependant pas découragé et non seulement il resta convaincu de la réalité de sa découverte, mais en soupçonna de plus amples applications et eut l'intuition de la nature parasitaire de toutes les maladies contagieuses de l'homme : petite vérole, peste, syphilis, gonorrhée, rage canine. En 1844 il

écrivait même que « quelques plaies quoique profondes sont, sinon causées, du moins entretenues pour très longtemps par des parasites et que la gangrène est causée par eux ».

Conséquent avec sa théorie il proposait pour la préservation et la cure de toutes les maladies infectieuses l'usage des antiseptiques tels que le feu, l'eau bouillante, les remèdes à base de mercure, y compris le sublimé corrosif. Élargissant toujours plus le champ de ses recherches il en venait à propos d'une infection générale des pommes de terre, à conclure que la théorie parasitaire devait s'étendre à tout le monde végétal aussi bien qu'au monde animal.

Pour appuyer ses inductions géniales le grand savant faisait appel à l'observation scientifique. Ayant constaté que le charbon est contagieux par simple contact, tandis qu'on peut manger impunément la chair des animaux, morts de cette maladie pourvu qu'elle soit cuite, il attribuait cette immunité à la haute température qui avait détruit les germes de la contagion.

Bassi eut donc le premier une claire intuition de la nature des maladies à base microbienne et cette intuition fait de lui un précurseur.

L'Italie peut ainsi réclamer une place honorable dans la théorie microbienne des maladies, théorie qui a sorti la thérapeutique médicale et chirurgi-

cale de toutes les erreurs qui l'entravaient avant elle.

§ 3. — L'électrotechnie.

Le rôle de l'Italie dans l'électrodynamique a été différent. La grande facilité avec laquelle la force électrique peut se transformer en d'autres formes d'énergie, telles que lumière, chaleur, travail chimique et mécanique, et l'avantage qu'elle a de pouvoir être transmise aisément et sûrement à distance, poussèrent les savants et les empiriques à chercher les moyens de produire le courant électrique d'une façon industrielle.

Comme il ne convenait pas de produire cette énergie par des piles, le problème était de la pouvoir créer par travail mécanique.

Dès l'année 1820 on connaissait, grâce aux merveilleux travaux d'Ampère, d'Œrsted et d'Arago, les actions que les courants et les aimants développent entre eux. Cependant les phénomènes sur lesquels se base la construction des machines électriques furent mis en évidence par le physicien anglais Faraday.

Celui-ci démontrait en 1831 la possibilité d'obtenir des courants induits de courants ou d'aimants. En rendant mobile un circuit d'un champ magnétique on obtient des courants induits qui se peuvent recueillir et utiliser; le problème conditionnant

l'existence des industries électriques fut résolu par le génie de Michel Faraday.

Sa machine à disques, construite en 1831, marque .e premier degré de l'énorme développement pris en peu d'années par l'électrotechnie. Énonçons-en brièvement les étapes.

En septembre 1832, Hippolyte Pixii présente à l'Académie des Sciences à Paris une machine magnéto-électrique dans laquelle la partie mobile était l'aimant. Quatre ans plus tard, en 1836, Clarke communiquait à la Royal Society de Londres un autre type de machine dans lequel étaient mobiles les bobines induites. Cette communication fut cause d'une célèbre polémique entre Clarke et Saxton qui avait présenté en 1833 à la British Association de Cambridge une machine peu différente. Cette polémique mit en évidence la part de mérite qui revenait à Saxton.

D'autres améliorations furent tentées avec des résultats douteux par Page, Wheatstone, Ettingehausen, Stohrer. En 1849 seulement fut construite la première machine industrielle inventée par Nollet et perfectionnée ensuite par Van Malderen. On constitua même une société qui s'intitulait l'Alliance dans le but de construire ces machines pour décomposer l'eau et utiliser le gaz obtenu. Le projet échoua, mais les machines furent destinées en 1863 à l'illumination des phares.

M. Wilde apporta en 1864 des modifications essentielles à cette machine par la substitution des aimants naturels aux aimants artificiels. Wheatstone et Siemens la perfectionnèrent encore (1867) en alimentant l'électro-aimant par le courant induit dans le cercle mobile, plutôt que par celui fourni au moyen d'une machine de réserve. En réalité ce principe avait été imaginé dès 1854 par M. Hjort. de Copenhague, mais l'inventeur n'avait pas saisi les applications qu'il pouvait en tirer.

En 1865, M. Antoine Paccinotti fit connaître à l'Académie du « Nuovo cimento » de Pise, une machine électro-magnétique munie d'un électro-aimant transversal. Cette disposition qui devait donner un développement étonnant à l'électrotechnie avait été construite par l'inventeur en 1860. Mais, savant de laboratoire, il n'en sut guère profiter. C'est à M. Gramme que revient le mérite d'avoir introduit dans la grande industrie le principe de l'électro-aimant annulaire.

On a beaucoup discuté et pas toujours loyalement, pour savoir auquel des deux devait revenir la gloire de cette modification si féconde en applications. Il ne nous convient pas d'entrer dans pareil débat.

Nous constaterons simplement que la description de la machine Paccinotti fut publiée dans le « Nuovo cimento » le 3 mai 1865 et que M. Jamin présenta

la machine Gramme à l'Académie des Sciences le 17 juillet 1871. Ceci pour la chronologie. A d'autres le soin de rechercher si M. Gramme put avoir ou non connaissance de la découverte de M. Paccinotti.

A partir de cette époque, il n'est plus possible de suivre le perfectionnement de la dynamo. On peut dire que chaque maison de construction possède un type à elle.

Au point de vue historique, nous noterons la machine construite en 1874 par Hâfner Alterneck, ingénieur de la maison Siemens; celle de Brush, qui fut le premier à produire des courants industriels à haute tension; la grande machine d'Edison qui, à l'exposition de 1881, alimenta 1.200 lampes.

La conclusion à tirer de l'admirable ensemble d'efforts qui plièrent la force électrique aux complexes besoins de la vie humaine est que tous les pays ont apporté leur pierre à cet édifice.

L'histoire de la science gardera avec une même admiration et une égale gratitude les noms de : Faraday, Clarke, Nollet, Paccinotti, Gramme.

§ 4. — La Télégraphie sans fil.

La théorie de Maxwell, d'après laquelle les perturbations électriques se propagent par des ondes dont la vitesse égale celle de la lumière, est restée longtemps à l'état d'étude spéculative.

Les premières expériences de Henry Hertz, Hughes, Von Bezold ne furent point appréciées à leur juste valeur.

La gloire de démontrer d'une façon certaine et définitive l'existence de ces ondes et leur propagation à travers l'espace était réservée à Henry Hertz.

Après lui, une série d'expérimentateurs toujours plus nombreux s'appliqua à la recherche des appareils capables de révéler la présence de ces ondes et d'en étudier les propriétés.

Il serait trop long d'énumérer les différents types de ces révélateurs parus après celui de Hertz, d'autant plus qu'ils ne sont pas fondés sur les mêmes principes. Nous indiquerons seulement que ceux employés dans la radio-télégraphie se partagent en deux catégories : révélateurs à action moléculaire et révélateurs magnétiques.

Déjà en 1838, Munck of Rosenschôld avait remarqué la modification de résistance dans le contact résultant d'une décharge électrique. Néanmoins, cette particularité n'attira pas l'attention, non plus que les expériences de Hughes, datant de 1879, et qui furent négligées jusqu'à ces dernières années.

En 1884, M. Calzecchi résuma ces expériences dans une étude qui fut la première exposition systématique du phénomène.

Presque en même temps, M. Branly publiait les

conclusions auxquelles l'avaient amené des recherches plus complètes et construisait les tubes bien connus à limaille métallique, en y ajoutant une théorie nouvelle.

Cette théorie trouva de nombreux contradicteurs et, entre autres, M. Lodge, mais il semble aujourd'hui qu'aucune des objections qu'on lui opposa n'est bien fondée.

Pour les révélateurs magnétiques, organes essentiels de la télégraphie sans fil, disons seulement que le premier est, sans aucun doutè, celui de M. Ruthedorf, mais que M. Marconi, on doit le reconnaître, a donné jusqu'aujourd'hui le type le plus satisfaisant de ces appareils.

Pour arriver à la réalisation pratique, il était nécessaire d'établir les propriétés des ondes électro-magnétiques et de fixer une base certaine de la théorie.

Une fois admis, d'après Maxwell, que les vibrations lumineuses et celles électro-dynamiques ne se différencient que par la période, il résultait qu'elles devaient donner lieu aux mêmes phénomènes de réflexion, d'interférence, de polarisation, etc. Cette théorie que Maxwell avait pour ainsi dire devinée, que M. Hertz avait démontrée pour la première fois, a été merveilleusement étendue et confirmée, principalement par l'œuvre de Lodge, de Branly et de Righi.

Pendant les expériences de Hertz et dans la période qui suivit immédiatement, personne n'eut l'idée que les ondes électro-magnétiques pouvaient être utilisées à la transmission à distance des signaux, probablement parce qu'on manquait alors de révélateurs assez délicats.

L'Américain Hughes avait déjà construit, il est vrai, l'appareil que Lodge dénomina « coherer » et Branly « radio-conducteur », mais ses expériences n'ayant pas été comprises par les savants qui les examinèrent, ni publiées, n'ont qu'une valeur historique.

Crookes, cependant, avec sa génialité coutumière avait prévu que les ondes électriques pourraient servir à la transmission des signaux, mais pour transformer cette intuition en réalité tangible, il fallait d'abord trouver ce cohéreur ou radio-conducteur.

La large application de cette découverte à la recherche des champs hertziens est due à Lodge, lequel, depuis l'année 1893, étudiait la question.

Dans une conférence tenue à la British Association d'Oxford, il estimait que son cohéreur aurait pu recevoir des signaux jusqu'à un demi-mille de distance, mais restait sceptique quant à la substitution de la télégraphie sans fil à la télégraphie ordinaire, ce qui lui fit négliger l'étude de cette transmission.

En avril 1895, M. Popoff se servait d'un tube radio-conducteur pour enregistrer les décharges atmosphériques. Au mois de décembre de la même année, ce savant exprimait l'opinion qu'il serait possible d'obtenir des communications régulières par ce système en disposant d'un puissant générateur des ondes.

Indépendamment de M. Popoff et à la même époque, M. Marconi construisait un système complet de télégraphie sans fil, muni, et ceci pour la première fois, d'une antenne, pour l'appareil transmetteur.

Si on réfléchit que cette antenne est un organe indispensable à la transmission des ondes électriques à distance et que, d'autre part, M. Marconi perfectionna d'une façon remarquable tous les organes de ce système, on doit convenir qu'il est bien vraiment un des plus actifs coopérateurs de cette merveilleuse conquête.

Il restait encore une grande difficulté à surmonter.

Les ondes électriques impressionnent également tous les cohéreurs qui se trouvent dans leur rayon d'action. Ce fait, non seulement rendait impossible le secret de la correspondance, mais neutralisait la communication elle-même.

Nombreuses ont été les expériences destinées à résoudre cette dernière difficulté. Il n'est malheureusement pas aisé d'établir l'ordre chronologique

et de pouvoir ainsi assigner une place aux nombreux savants qui se sont consacrés à ces recherches.

Le seul guide qui puisse nous fixer est la date des différents brevets, encore est-il fort incertain car souvent les brevets ne sont pas pris au moment de la découverte, ou sont publiés avec retard.

Parmi les innombrables systèmes proposés, trois semblent hors de discussion : ceux de Braun, de Marconi et de Slaby-Arco.

Chronologiquement, le brevet le plus ancien est celui de la « *Gesellschaft für draftlose Telegraphie* », relatif au système Braun, qui remonte au 14 octobre 1898.

Dans une conférence tenue le 15 mai 1901 à la Society of Arts de Londres, M. Marconi revendiquait la découverte de la télégraphie syntonique, se référant à un brevet anglais du 1er juin 1898, brevet qui indiquait une disposition fort semblable à celle de M. Braun.

L'objection opposée à cette réclamation de M. Marconi est que si effectivement il est parlé de syntonie, on n'y indique pas le moyen de l'obtenir.

Les brevets de la Wireless Telegraphy and signal Company et de M. Marconi, relatifs à la télégraphie syntonique datent de 1900. Pour le système Slaby-Arco, les brevets furent pris à

l' « Allgemeine Electrizitâts Gesellschaft » vers la fin de 1900 et sont postérieurs aux autres.

Quant à l'originalité de ce système, il semblerait que les inventeurs différents sont arrivés à des solutions analogues du même problème, indépendamment les uns des autres.

En résumé, tout en accordant une plus juste part aux nombreux savants qui se sont consacrés à ces recherches les noms qui dominent leur glorieuse pléiade sont ceux de Hertz, de Branly et de Marconi. A Hertz on doit reconnaître l'immense mérite d'avoir confirmé par l'expérience une théorie qui, sans lui, serait restée peut-être une abstraction curieuse; à Branly de l'avoir scientifiquement développée; à Marconi enfin d'avoir transporté dans le champ pratique, par une initiative audacieuse et une génialité non commune, ce que d'autres n'avaient entrevu que dans des limites restreintes.

CHAPITRE IV

LE PROGRÈS

---

§ 1. — Progrès atteint par l'Italie dans le passé.

L'effort de l'homme vers une domination toujours plus complète de lui-même et des forces aveugles de la nature, tend à la réalisation du progrès.

Avant de terminer cette étude, il convient de définir avec précision en quoi il consista jadis pour l'Italie et ce qu'il est aujourd'hui. Cette recherche nous ramène aux observations du début sur les degrés successifs que l'humanité dut franchir pour s'élever de la sauvagerie à nos brillantes civilisations modernes.

L'être primitif commença par lutter pour la vie matérielle. Ce fut l'origine du développement social, de l'agriculture, du droit public, privé et international.

La vie matérielle une fois assurée, la vie morale réclama ses droits. Au point de vue collectif, cette

période correspondit, en Italie, à l'avènement du christianisme.

Les deux premières aspirations humaines étaient basées sur les instincts et sur les sentiments.

Enfin, l'esprit prenant nettement conscience de lui-même rechercha la certitude rationnelle. Après maints essais infructeux, la science expérimentale la lui apporta dans le monde phénoménal.

Cette troisième période fut inaugurée par la pensée initiatrice de Galilée.

Avec ces trois étapes, nous obtenons la marche qualitative du progrès. Malheureusement, à mesure que croît le nombre des hommes participant à un idéal, la qualité de cet idéal subit un abaissement et une déformation momentanés, car seules les élites savent conserver la pureté des principes directeurs.

Ainsi, l'idéal de puissance matérielle à Rome, l'idéal catholique, l'idéal scientifique semblent faire faillite, lorsque l'esprit des foules y domine. Cet esprit, en effet, est simpliste, il n'aperçoit qu'une face de chaque problème et, par là même le rapetisse à son niveau.

Les masses romaines ne concevaient que le bien-être matériel ; le chrétien ne savait regarder que le ciel ; les rationalistes n'admettent qu'un seul critérium : la raison.

Le progrès accompli par l'Italie, dans le passé, a été d'abord de dégager lentement, au cours des

âges, des lois précises régissant les trois catégories d'aspirations humaines, puis de démontrer l'impuissance de chacune d'elles à dominer exclusivement les autres.

§ 2. — Le progrès actuel.

Avant d'aborder l'étude du progrès actuel, il importerait d'abord de déterminer avec précision le sens même de ce mot dont notre époque est outrancièrement imprégnée et que chacun interprète à son gré. Pour beaucoup, il réside dans le développement de jour en jour plus merveilleux des découvertes scientifiques. D'autres s'imaginent justifier par ce terme les innovations les plus inconsidérées dans le domaine moral. A notre avis, on pourrait définir ainsi le progrès : l'élévation constante de la moyenne, permettant à tous les êtres supérieurs de se manifester et de soulever ensuite la multitude par leurs paroles et leurs exemples.

Cette élévation de la moyenne s'obtient en favorisant chez la jeunesse le culte harmonieux de toutes les nobles énergies de sa nature.

L'effort n'est point aisé, mais possible, donc obligatoire.

Pour le réaliser, on devra recourir à des spécialistes dans les trois ordres, en maintenant l'équilibre entre leurs influences.

Une des grandes erreurs de notre époque est de proportionner la valeur d'un peuple à son développement intellectuel. L'instruction, à tous ses degrés, favorise certainement l'éclosion de valeurs sociales et lire et écrire constitue un nouveau sens qui nous met en communication avec la pensée universelle; mais l'instruction sans la discipline physique d'une part et l'éducation morale de l'autre, ne peut engendrer des personnalités assez complètes pour faire la grandeur d'un pays.

Il s'agit donc d'harmoniser entre elles les tendances matérielles, morales et scientifiques, tâche impossible jadis, puisque c'est seulement à présent que l'expérience nous apprend le danger de la mainmise d'une de ces aspirations sur les autres.

Cette expérience et l'observation peuvent seules déterminer la mesure de l'entraînement multiple nécessaire à l'homme.

A notre avis, il devrait être poussé jusqu'au point où les qualités acquises seraient transmissibles par l'hérédité, car c'est là surtout ce qui importe en matière sociale.

Une jeunesse soumise simultanément à la culture physique, morale et intellectuelle pourrait ensuite se consacrer à une branche quelconque de l'activité humaine, sans risquer de tomber dans l'exclusivisme.

Malheureusement ces idées fort simples, qui

triompheront dans l'avenir, sont combattues par les représentants officiels des tendances fondamentales de l'esprit humain. Chacun veut encore tout résoudre avec sa panacée qu'il croit universelle.

Les vrais penseurs, cependant, reconnaissent les confins respectifs des juridictions : politique, religieuse et scientifique et gardent une attitude réservée.

Puisse le peuple italien comprendre cette absolue nécessité de maintenir l'équilibre entre les trois aspirations fondamentales. Alors l'éclosion des génies, dont la fonction est d'élever la masse, sera plus fréquente. Cette éclosion subit des lois analogues à celles des fleurs rares. Les jardiniers savent bien que multiplier les semences, c'est accroître les possibilités de voir naître la fleur souhaitée. Certains prétendent que le génie est indépendant des circonstances. Une telle opinion ne paraît pas absolument justifiée.

La vérité est qu'il faut augmenter par tous les moyens le nombre des hommes sains, honnêtes et instruits. Plus la moyenne de la collectivité sera élevée, plus haut monteront les élites issues de cette moyenne. Et l'homme de génie éclairant la masse l'entraînera à son tour vers des régions supérieures. Cette action et réaction de la foule sur l'élite et de l'élite sur la foule est, à nos yeux, la condition même du progrès.

CONCLUSION

Les changements qui surviennent chaque jour dans un individu ne sont guère apparents; de même, on ne peut se rendre compte de l'évolution d'une race qu'en la considérant dans un laps de temps assez étendu.

Aussi, quoique cet ouvrage soit consacré à l'Italie moderne, avons-nous été appelé à une course vertigineuse à travers les siècles. Elle seule pouvait nous permettre de tirer des conclusions, établies autant que possible en dehors de toutes considérations subjectives et sentimentales, tâche fort difficile lorsqu'on se borne à l'examen de l'époque contemporaine.

Cette analogie entre l'individu et les sociétés, adoptée par Platon et affirmée de nos jours presque comme une donnée scientifique, les faits historiques nous engagent également à l'accepter.

C'est ainsi que nous avons constaté dans l'évolution de l'Italie trois périodes correspondant aux phases de l'évolution individuelle : développement matériel, sentimental et scientifique.

Mais, encore une fois, n'oublions jamais, en pareille matière, comment toutes les manifestations de la vie se compénètrent, sans que puissent être déterminées leurs limites respectives. S'il en est ainsi pour l'individu, à plus forte raison pour les peuples et les races.

Nous avons essayé, par notre revue historique, de fixer la courbe de l'évolution sociale en Italie. Nous l'avons vue lentement parvenir à la troisième phase, celle où la raison prétend satisfaire à elle seule aux trois grandes aspirations de l'humanité.

Vouloir indiquer à quel point exact de cette courbe nous nous trouvons actuellement serait audacieux. Cependant, on peut à ce propos établir un rapprochement suggestif.

La période initiale, subordonnée à la satisfaction des intérêts matériels, commença pour l'Italie aux premiers temps de Rome, vers l'an 700 avant J.-C. Sept cents ans plus tard, le siècle d'Auguste en fut l'apogée.

Trois cents ans après, au moment de la translation de l'Empire à Constantinople, l'idéal matériel fait faillite. Il occupe donc tout un millénaire.

Le christianisme qui marque la deuxième période, celle des aspirations sentimentales, obtient le droit de vie de ce même Constantin qui transporta en

Orient la capitale de l'Empire. Il met sept siècles à conquérir l'Europe sur laquelle son action est prépondérante en l'an 1000. Au XIVe siècle commencent à s'affirmer, avec la première Renaissance, les velléités d'émancipation de l'esprit humain. C'est un nouveau millénaire dont la courbe ascendante de sept siècles et la courbe descendante de trois, ont le même développement que le premier.

Si la troisième période, celle que nous traversons actuellement, devait être graduée de la même façon, la fin de notre siècle en marquerait le point culminant.

Que pouvons-nous prévoir au delà? Certains indices, bien faibles encore, semblent indiquer que la pensée supérieure moderne recherchera, dans un souci de justice de plus en plus élevé, à fusionner les aspirations de classes jusqu'alors ennemies.

Comprenant même le rôle indispensable de chacune d'elles dans le mécanisme social, elle en respectera davantage les droits, leur attribuant respectivement la part qui leur revient, selon la parole du Christ : « Rendez à César ce qui est à César. »

Nous souhaitons que l'Italie, qui a eu la mission de formuler en faveur de notre civilisation européenne les méthodes définitives pour arriver à

l'ordre matériel, à l'ordre moral et à la certitude scientifique, soit encore désignée, grâce aux hérédités de son génie, pour indiquer la voie vers ce règne de la sagesse où toutes les activités réconciliées travailleraient d'un même élan au progrès universel.

L'attitude énergique de sa vaillante jeunesse eu Tripolitaine, le respect réciproque et sans faiblesse du Quirinal et du Vatican, la discrète réserve de la plupart des savants italiens, nous en donnent l'espérance.

Puisse-t-elle dans l'avenir, joignant les vertus de l'antique Rome aux sentiments d'une morale supérieure et aux lumières de la science, continuer sûrement sa glorieuse ascension..... jusqu'au jour où des éléments nouveaux, venus des confins de la terre, ramèneront peut-être nos civilisations modernes aux lents recommencements des évolutions primitives.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

L'ANCIENNE ITALIE

LIVRE I

ROME

LIVRE II

LE CHRISTIANISME

LIVRE III

L'IDÉE MODERNE APPARAIT

DEUXIÈME PARTIE

L'ITALIE MODERNE

LIVRE I

DÉVELOPPEMENT MATÉRIEL

LIVRE II

DÉVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET SENTIMENTAL

LIVRE III

DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE

Sceaux. — Imp. Charaire

2° PSYCHOLOGIE ET PHILOSOPHIE

AVENEL (Vicomte Georges d'). **Le Nivellement des Jouissances.**
BALDENSPERGER (F.), chargé de cours à la Sorbonne. **La Littérature.**
BERGSON, POINCARÉ, Ch. GIDE, Etc., **Le Matérialisme actuel** (7e mille).
BINET (A.), directeur de Laboratoire à la Sorbonne. **L'Ame et le Corps** (9e mille).
BINET (A.). **Les Idées modernes sur les enfants** (14e mille).
BOHN (Dr G.). **La Naissance de l'Intelligence** (40 figures) (6e mille).
BOUTROUX (E.), de l'Institut. **Science et Religion** (16e mille).
COLSON (C.), de l'Institut. **Organisme économique et Désordre social.**
CRUET (J.), avocat à la cr d'appel. **La Vie du Droit et l'impuissance des Lois** (5e m.).
DAUZAT (Albert), docteur ès lettres. **La Philosophie du Langage.**
DROMARD (Dr G.). **Le Rêve et l'Action.**
DWELSHAUVERS (Georges), professeur à l'Université de Bruxelles. **L'Inconscient.**
GUIGNEBERT (C.), chargé de cours à la Sorbonne. **L'Evolution des Dogmes** (6e m.).
HACHET-SOUPLET (P.), directeur de l'Institut de Psychologie. **La Genèse des Instincts.**
HANOTAUX (Gabriel), de l'Académie française. **La Démocratie et le Travail.**
JAMES (William), de l'Institut. **Philosophie de l'Expérience** (8e mille).
JAMES (William). **Le Pragmatisme** (6e m).
JAMES (William). **La Volonté de Croire** (4e m.)
JANET (Dr Pierre), de l'Institut, professeur au Collège de France. **Les Névroses** (8e m.).
LE BON (Dr Gustave). **Psychologie de l'Éducation** (20e mille).
LE BON (Dr Gustave). **La Psychologie politique** (13e mille).
LE BON (Dr Gustave). **Les Opinions et les Croyances** (10e mille).
LE BON (Dr Gustave). **La Vie des Vérités** (7e mille).
LE BON (Dr Gustave). **Enseignements Psychologiques de la Guerre** (24e mille).
LE BON (Dr Gustave). **Premières Conséquences de la Guerre** (15e mille).
LE DANTEC. **Savoir!** (5e mille).
LE DANTEC. **L'Athéisme** (14e mille).
LE DANTEC. **Science et Conscience** (8e m.)
LE DANTEC. **L'Égoïsme** (9e mille).
LE DANTEC. **La Science de la Vie** (6e m.).
LEGRAND (Dr M.-A.). **La Longévité.**
LOMBROSO. **Hypnotisme et Spiritisme** (7e mille).
MACH (E.). **La Connaissance et l'Erreur** (5e mille).
MAXWELL (Dr J.). **Le Crime et la Société** (5e mille).
PICARD (Edmond). **Le Droit pur** (6e mille).
PIERON (H.), Me de Confce à l'Ecole des Htes-Etudes. **L'Evolution de la Mémoire** (4e mil.)
REY (Abel), professeur agrégé de Philosophie. **La Philosophie moderne** (9e mille).
VASCHIDE (Dr). **Le Sommeil et les Rêves** (5e mille).
VILLEY (Pierre), professeur agrégé de l'Université. **Le Monde des Aveugles.**

3° HISTOIRE

ALEXINSKY (Grégoire), ancien député à la Douma. **La Russie moderne** (6e mille).
ALEXINSKY (Grég.). **La Russie et l'Europe.**
AURIAC (Jules d'). **La Nationalité française, sa formation.**
AVENEL (Vicomte Georges d'). **Découvertes d'Histoire sociale** (6e mille).
BIOTTOT (Colonel). **Les Grands Inspirés devant la Science. Jeanne d'Arc.**
BLOCH (G.), professeur à la Sorbonne. **La République romaine.**
BORGHÈSE (Prince G.). **L'Italie moderne** (4e mille).
BOUCHÉ-LECLERCQ (A.), de l'Institut. **L'Intolérance religieuse et la politique.**
BRUYSSEL (E. van), consul général de Belgique. **La Vie sociale** (6e mille).
CAZAMIAN (Louis), me de Conférences à la Sorbonne. **L'Angleterre moderne** (6e m.)
CHARRIAUT. **La Belgique moderne** (7e m.).
CHARRIAUT (Henri) et M.-L. AMICI-GROSSI. **L'Italie en guerre.**
COLIN (J.), Lt-Colonel. **Les Transformations de la Guerre** (6e mille).
COLIN (J.) Lt-Colonel. **Les Grandes Batailles de l'Histoire.** *De l'antiquité à 1913.* (6e m.)
CROISET (A.), membre de l'Institut. **Les Démocraties antiques** (8e mille).
DIEHL (Charles), membre de l'Institut. **Une République patricienne. Venise** (5e m.)
GARCIA-CALDERON (F.). **Les Démocraties latines de l'Amérique** (5e mille).
GENNEP. **Formation des Légendes** (5e m.)
HARMAND (J.), ambassadeur. **Domination et Colonisation.**
HILL, ancien ambassadeur. **L'Etat moderne.**
LE BON (Dr Gustave). **La Révolution Française et la Psychologie des Révolutions** (10e mille).
LICHTENBERGER (H.), professeur adjoint à la Sorbonne. **L'Allemagne moderne** (13e m.).
LUCHAIRE (J.) Dr de l'Institut de Florence. **Les Démocraties italiennes.**
MEYNIER (Commandant O.), pr à l'École militaire de Saint-Cyr. **L'Afrique noire** (5e mille).
MICHELS (Robert). Professeur à l'Université de Turin. **Les Partis Politiques.**
MUZET (A.). **Le Monde balkanique.**
NAUDEAU (Ludovic). **Le Japon moderne son Evolution** (10e mille).
OLLIVIER (E.), de l'Académie française. **Philosophie d'une Guerre (1870)** (6e mille).
OSTWALD (W.), professeur à l'Université de Leipzig. **Les Grands Hommes.**
PIRENNE (H.), Profr à l'Université de Gand. **Les Démocraties des Pays-Bas**
ROZ (Firmin). **L'Energie américaine** (7e m.)

Bibliothèque de Philosophie scientifiq

DIRIGÉE PAR LE Dr GUSTAVE LE BON

1° SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES

BACHELIER (Louis), Docteur ès sciences. **Le Jeu, la Chance et le Hasard**.
BELLET (Daniel), profr à l'École des Sciences politiques. **L'Évolution de l'Industrie.**
BERGET (A.), professeur à l'Institut océanographique. **La Vie et la Mort du Globe** (6e m.).
BERGET (A.). **Les problemes de l'Atmosphère** (27 figures).
BERTIN (L.-E.), de l'Institut. **La Marine moderne** (66 figures) (5e mille).
BIGOURDAN, de l'Institut. **L'Astronomie** (50 figures) (5e mille).
BLARINGHEM (L.). **Les Transformations brusques des êtres vivants** (49 figures). (5e mille).
BOINET (Dr), profr de Clinique médicale. **Les Doctrines médicales** (6e mille).
BONNIER (Gaston), de l'Institut. **Le Monde végétal** (230 figures) (10e mille).
BONNIER (Dr Pierre), **Défense organique et Centres nerveux.**
BOUTY (E.), de l'Institut. **La Vérité scientifique, sa poursuite** (5e mille).
BRUNHES (B.), professeur de physique. **La Dégradation de l'Energie** (8e mille).
BURNET (Dr Etienne), de l'Institut Pasteur. **Microbes et Toxines** (71 fig.) (6e mille).
CAULLERY (Maurice), professeur à la Sorbonne. **Les Problèmes de la Sexualité.**
COLSON (Albert), professeur à l'Ecole Polytechnique. **L'Essor de la Chimie** (5e m.)
COMBARIEU (J.), chargé de cours au collège de France. **La Musique** (11e mille).
DASTRE (Dr A.), de l'Institut, professeur à la Sorbonne. **La Vie et la Mort** (14e mille).
DELAGE (Y.), de l'Institut et GOLDSMITH (M.). **Les Théories de l'Evolution** (7e mille).
DELAGE (Y.), de l'Institut et GOLDSMITH (M.), **La Parthénogénèse.**
DELBET (P.), professeur à la Fe de Médecine Paris. **La Science et la Réalité** (4e m.).
DEPÉRET (C.), de l'Institut. **Les Transformations du Monde animal** (7e mille).
ENRIQUES (F.). **Les Concepts fondamentaux de la Science.**
GUIART (Dr). **Les Parasites inoculateurs de maladies** (107 figures) (5e mille).
HÉRICOURT (Dr J.). **Les Frontière Maladie** (9e mille).
HERICOURT (Dr J.). **L'Hygiène m** (12e mille).
HOUSSAY (F.), professeur à la S **Nature et Sciences naturelles** (
JOUBIN (Dr L.), professeur au Muséu **Vie dans les Océans** (45 figures) (6
LAUNAY (L. de), de l'Institut **L'Histo la Terre** (11e mille).
LAUNAY (L. de), de l'Institut. **La Co minérale** (5e mille).
LE BON (Dr Gustave). **L'Évolution Matière**, avec 63 figures (27e mille)
LE BON (Dr Gustave). **L'Évolutio Forces** (42 figures) (15e mille).
LECLERC DU SABLON (M.). **Les Incert de la Biologie** (24 figures).
LE DANTEC (F.). **Les Influences trales** (12e mille).
LE DANTEC (F.). **La Lutte universell**
LE DANTEC (F.). **De l'Homme à la S** (8e mille).
MARTEL, directeur de *La Nature*. **L'E tion souterraine** (80 figures) (6e
MEUNIER (S.), professeur au Muséum **Convulsions de la Terre** (35 fig.)
OSTWALD (W.). **L'Evolution d'une Sc la Chimie** (8e mille).
PERRIER (Edm.), memb. de l'Institut, dir Muséum. **A Travers le Monde vivan**
PICARD (Émile), de l'Institut, professe Sorbonne. **La Science moderne** (12e
POINCARÉ (H.), de l'Institut, profr à la Sor **La Science et l'Hypothèse** (26e
POINCARÉ (H.). **La Valeur de la Sc** (21e mille).
POINCARÉ (H.). **Science et Méthode** (1
POINCARÉ (H.). **Dernières Pensées** (1
POINCARÉ (Lucien), dr au Mre de l'Instr publique. **La Physique moderne** (16
POINCARÉ (Lucien). **L'Électricité** (12e
RENARD (Ct). **L'Aéronautique** (68 fi (6e mille).
RENARD (Ct). **Le Vol mécanique. Aéroplanes** (121 figures).
ZOLLA (Daniel), professeur à l'Ecole de gnon. **L'Agriculture moderne** (4e

PSYCHOLOGIE, PHILOSOPHIE ET HISTOIRE

Voir la liste des ouvrages parus page 3 de la couverture.

6334. — Paris. — Imp. Hemmerlé et Cie. — 4-17.


UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 113436833